

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'Enrichissement sans Cause

DANS LE DROIT CIVIL FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 12 Juin 1909

PAR

Paul CHAINE



LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^{ie}

3, Rue Stella, 3

1909

L'Enrichissement sans Cause

DANS LE DROIT CIVIL FRANÇAIS

A MON PÈRE

A MA MÈRE

L'Enrichissement sans Cause

DANS LE DROIT CIVIL FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Samedi 12 Juin 1909

PAR

Paul CHAINE



LYON

IMPRIMERIE WALTENER & C^{ie}

3, Rue Stella, 3

—
1909

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER C. ✱, I. ☉, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil, Doyen.

THALLER, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.

COHENDY, O. ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC (P.), I. ☉, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☉, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ☉, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ☉, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ☉, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, A. ☉, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, A. ☉, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ☉, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ☉, professeur d'Histoire des doctrines économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☉, professeur de Procédure civile.

BECQ, I. ☉, secrétaire.

JURY DE LA THESE

MM. JOSSERAND, professeur, *Président*.

FLURER, doyen.

LÉVY, professeur.

} *Suffragants.*

INTRODUCTION

S'il est aisé de définir l'Enrichissement : « Entrée d'une valeur nouvelle dans un patrimoine » ; si tout le monde connaît le sens accoutumé qui s'attache au mot « cause », il semble, à première vue, qu'il doit être facile de donner une définition de l'Enrichissement sans cause.

Il n'en est rien.

Certes, nous conserverons l'idée d'accroissement du patrimoine qui demeurera le premier terme de notre définition. Mais comment se peut-il qu'un enrichissement ne soit l'effet d'aucune cause ?

L'expression employée dans la langue juridique pour désigner le problème que nous nous proposons d'étudier paraît tout d'abord absurde et vide de sens ; il nous faut l'expliquer.

Il ne s'agit pas, ici, de la cause « *efficiente* », comme disent les philosophes ; l'enrichissement sera toujours un effet.

Il ne s'agit pas, non plus, de la cause nécessaire à l'existence de toute convention et qui est, pour ainsi dire, la raison même de l'obligation contractée ; nous

sommes, en effet, hors du domaine des obligations conventionnelles.

La *causa civilis* du droit romain nous fournirait un exemple apte à faciliter la définition que nous cherchons à donner de cette cause mystérieuse.

La *causa civilis obligandi*, puisqu'il faut l'appeler par son nom, était l'élément formel des contrats. Tout contrat qui manquait de cet élément formel était dépourvu d'effet.

Dans l'état primitif du droit romain, « dans la pure doctrine romaine (1) », il n'existait que deux sortes de *causa* : la parole et l'écriture.

Aux contrats *verbis* et aux contrats *litteris* seuls appartenaient la solennité et la sanction réservées aux contrats pourvus de « *causa* ». Ce n'est que plus tard que le droit civil condescendit à voir dans le fait (*res*) et dans le consentement (*consensus*), une *causa* suffisante à pourvoir les contrats qui en découlaient d'un plein et entier effet.

Eh bien ! c'est faute également d'un élément formel consacré par le droit civil, comme origine, qu'un enrichissement peut être appelé : « Enrichissement sans cause ».

A vrai dire, il lui manque simplement une cause cataloguée par le Code civil. Cet enrichissement est sans cause, parce qu'il ne découle pas d'une des sources d'obligations prévues et réglées par le législateur. Il ne prend naissance ni dans un contrat, ni

(1) Gaston MAY : *Eléments de droit romain*, n° 419.

dans un quasi-contrat; ni dans un délit, ni dans un quasi-délit. Il n'a pas d'état civil.

Mais la cause efficiente ne nous est pas indifférente. Si cet enrichissement provient d'un fait naturel : par exemple : l'apport d'alluvions par une rivière, c'est un fait que nous n'avons qu'à enregistrer et qui aurait pu ne pas attirer l'attention du législateur.

Qu'au contraire, cet enrichissement soit le fait de l'homme; qu'à la suite de n'importe quelle circonstance, quelqu'un fasse entrer une valeur nouvelle dans le patrimoine d'autrui, voilà un rapport de fait qui s'établit entre celui qui a créé l'enrichissement et celui qui l'a recueilli.

Il s'agit de le solutionner en droit, et de décider à qui, en définitive, cette valeur nouvelle doit être attribuée.

Nous avons dit que le Code civil n'avait pas traité de l'Enrichissement sans cause en général; il a, cependant, dû en parler, à diverses reprises, sans toutefois le nommer. C'est à lui, tout d'abord, que nous allons emprunter un exemple, pour nous permettre de poser plus clairement les termes du problème.

Un tiers élève, sur le fonds d'autrui, des constructions quelconques; par le fait de l'accession, elles appartiennent au propriétaire du fonds dont elles font désormais partie intégrante. Voilà donc un propriétaire recueillant un enrichissement qui ne dérive ni d'un contrat ou quasi-contrat, ni d'un délit ou quasi-délit. La loi dit qu'il sera tenu d'en indemniser le créateur, c'est-à-dire de « lui payer le prix des maté-

riaux et de la main-d'œuvre employée à la construction, ou, à son choix, le montant de la plus-value donnée à la propriété de ce fait (1) ».

Prenons une autre hypothèse : Le tiers n'a fait que réparer l'immeuble d'autrui.(2) La situation est la même. Il a agi sans ordre, sur son initiative, comme le tiers de l'hypothèse précédente. A ce tiers, aucun texte ne donne une action ; faut-il lui en accorder une ?

Telle est, en somme, toute la question de l'enrichissement sans cause. Très simple, en apparence, elle est au fond excessivement complexe.

Généralisons l'hypothèse : Un fait quelconque de l'homme a procuré à autrui un enrichissement en dehors de tout contrat, de tout quasi-contrat, de tout délit ou quasi-délit.

Nous avons, en face l'un de l'autre, deux hommes : l'enrichi et l'enrichisseur (3).

Eh bien ! en dehors des différents cas prévus par le Code, sans l'appui d'aucun texte de loi, doit-on accorder à l'enrichisseur une action contre l'enrichi ?

L'équité exige que oui, tout le monde est d'accord

(1) Art. 555.

(2) Nous reproduisons, à dessein, les deux exemples donnés par MM. Ripert et Teissière dans leur article « Essai d'une théorie de l'enrichissement sans cause dans le droit civil français. » (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1904, 4^e trimestre.) Peu d'exemples, en effet, montrent mieux l'analogie de deux situations dont l'une est prévue et l'autre non, et, par conséquent, l'intérêt qu'il y a à les solutionner de la même manière.

(3) Qu'on nous pardonne l'expression. Elle n'est pas de nous. Nous l'employons après MM. Ripert et Teissière qui la proclament : « un barbarisme d'une clarté nécessaire. »

sur ce point. Mais nul n'est d'accord pour dire quel est le fondement direct de cette action, pour en délimiter le champ et les conditions d'exercice. Pourquoi? Parce que nul n'est d'accord sur la nature des rapports existant entre l'enrichisseur et l'enrichi, et l'on discute pour savoir comment le fait de l'enrichissement peut devenir pour l'enrichi une source d'obligations et même pour décider si réellement l'enrichi se trouve obligé de ce fait.

On voit donc les éléments du problème. L'Enrichisseur a-t-il une action? La source de l'obligation, est-ce le préjudice subi par l'enrichisseur, préjudice dont, semble-t-il, il est le seul responsable, puisque c'est lui-même qui en est l'auteur? ou bien, est-ce le fait de l'enrichissement recueilli qui oblige l'enrichi? Comment ce fait de l'enrichissement peut-il faire naître un rapport juridique, un lien de droit consécutif au lien de fait entre l'enrichisseur et l'enrichi? Et si ce lien de droit existe, quelles conditions sont nécessaires à son application, dans quelles limites produit-il son effet?

Pour arriver à la solution de ce problème, aucun élément n'est à négliger.

Nous avons dit que le Code Civil avait été amené à envisager quelques situations de fait se rattachant au problème de l'enrichissement sans cause. Il nous faut, en premier lieu, les étudier; nous y trouverons certainement des indications utiles pouvant et devant servir de base à une théorie plus générale.

Toutes les situations se rattachant à notre problème n'ont pas été prévues, n'ont pas pu l'être. La jurispru-

dence a donc certainement eu à se prononcer sur des espèces non envisagées par le Code. Comment l'a-t-elle fait ? Quelle ligne de conduite a-t-elle suivie ? A-t-elle élaboré une théorie de l'enrichissement sans cause ? ou en a-t-elle simplement esquissé une ? Quoi qu'il en soit, son examen ne peut que nous être profitable et nous guider dans nos recherches.

Après quoi, nous pourrons aborder l'étude de la doctrine, comparer les diverses théories proposées, choisir celle qui nous paraîtra la meilleure, ou, si aucune ne nous satisfait, tenter d'en proposer une qui nous soit personnelle.

Telle est la marche qui nous semble la plus rationnelle pour arriver à la solution de notre problème.

CHAPITRE PREMIER

L'Enrichissement sans cause dans le Code Civil

Le législateur a prévu certains cas d'enrichissement sans cause ; mais il s'est abstenu d'envisager le problème en général, sans doute parcequ'il n'en soupçonnait pas la portée. Il en parle, au hasard des occasions, et chaque cas qu'il traite, figure dans le Code uniquement comme règle spéciale à une matière plus générale.

Nous rencontrons des textes relatifs à l'enrichissement sans cause parsemés dans des chapitres du Code Civil traitant des sujets les plus différents.

C'est pourquoi, il nous paraît difficile, au premier abord de dégager des principes communs à ces différents textes, parce que, peut-être, dans l'esprit du législateur, ils procédaient chacun d'une idée directrice distincte.

Au cas où nous aboutirions dans cette tâche, où nous arriverions à libérer, de la prison des textes, une formule générale, ce sera probablement un grand pas de fait vers la solution du problème.

Si, au contraire, nous ne pouvons établir, entre ces textes, d'autre lien que celui qui consiste à envisager les différentes faces d'une même question, si, à cette question, chaque texte, semblant dériver de principes divers, apporte une réponse nouvelle, nous pourrons, tout au moins comparer ces solutions entre elles, et peut-être en adopter une qui paraîtra la meilleure comme plus conforme au droit et à l'équité.

De toute façon, on le voit, notre étude ne risque pas d'être stérile.

De prime abord, après avoir glané à travers le Code Civil les articles qui nous intéressent, nous pouvons faire, vers la synthèse désirée, un premier pas assez facile.

Bien que recueillis d'un bout à l'autre du Code Civil, il nous est possible de grouper ces articles sous un certain nombre de rubriques en quelques catégories :

Dans un premier groupement, nous pouvons faire entrer différents textes relatifs aux modifications de la propriété, soit aux plus-values qu'elle acquiert, soit aux moins-values qu'elle subit (1).

Un second groupe embrassera des textes plus généraux, ceux concernant les opérations accomplies par des incapables et tournant à leur profit (2).

Enfin, un dernier groupe comprendra quelques articles relatifs aux sociétés, parmi lesquelles nous ferons une large place à une institution que l'on n'envisage

(1) Art. 548, 554, 555, 570, 594, 861, 862, 1381, 1673, 2175.

(2) Art. 1241, 1312, 1926.

sage pas ordinairement comme telle, je veux dire la société qui s'établit, entre époux, du fait du mariage : la Communauté (1).

Peut-être avons-nous laissé échapper quelques textes qui, tout en se rapportant à notre problème, ne rentrent pas dans les cadres que nous venons de tracer.

Quoiqu'il en soit, nous avons la certitude de ne pas avoir oublié les plus caractéristiques et d'avoir ainsi rassemblé des matériaux qui nous permettront d'entreprendre une étude profitable.

Malheureusement, cette première généralisation ne l'est que de nom. C'est seulement, avouons-le, une classification pour nous aider à mettre plus d'ordre et de clarté dans l'examen détaillé que nous allons commencer.

Le premier groupe de textes que nous nous proposons d'étudier envisage, nous l'avons dit, différentes modifications dont la propriété est susceptible.

La plupart sont relatifs à l'accession.

L'article 546 proclame « que la propriété d'une chose soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit et tout ce qui s'y unit accessoirement soit naturellement, soit artificiellement.

L'accession naturelle est, on le voit, en dehors de notre problème puisque l'enrichissement doit provenir du fait de l'homme, pour qu'il puisse se poser.

Mais l'accession artificielle nous intéresse, et si le fait de l'homme dont elle est la conséquence est le fait

(1) Art. 1433 et suivants, 1864.

d'un autre que le propriétaire, d'un tiers, comme c'est presque toujours le cas, il en résulte, pour le propriétaire, un enrichissement, et pour le tiers, une dépense d'activité perdue, voire même un appauvrissement matériel ceci du fait même de l'accession, en dehors de tout contrat ou quasi-contrat, de tout délit ou quasi-délit.

Le Code Civil a prévu et réglé différentes hypothèses de ce genre pouvant se présenter assez souvent.

Par exemple, le possesseur d'un terrain, à un titre quelconque, de bonne ou de mauvaise foi, succombe dans l'instance en revendication que lui a intentée le propriétaire, ce dernier va rentrer en possession de son terrain, et les fruits non encore récoltés vont lui appartenir. Or ces fruits ont nécessité des travaux : il a fallu labourer les terres, les ensemercer, donner à la récolte prochaine tous les soins qu'elle demandait. Et tous ces travaux, tous ces frais ont été faits par le possesseur évincé qui va en perdre le bénéfice tandis que le propriétaire recueillera un enrichissement dont la cause directe est l'activité d'un tiers.

C'est à cette situation que l'article 548 apporte une solution.

Il décide que « les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labeurs, travaux et semences faits par des tiers ».

Voilà donc notre possesseur évincé muni d'une action ayant son fondement dans l'article 548 qui, lui-même dérive, semble-t-il, de l'équité naturelle. Par cette action, il recouvrera toutes les dépenses par lui

exposées, ce qui fait que la mesure de l'action est égale à l'appauvrissement subi. Quant au propriétaire, selon le cas, il pourra avoir à payer soit plus, mais plus généralement moins que son enrichissement.

Le principe d'équité qui a dicté l'article 548 a été condensé depuis longtemps dans cette formule : « Nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui » (1).

C'est ce même principe qui a dicté les solutions apportées par les différents articles que nous aurons à examiner.

Le propriétaire d'un terrain construit un bâtiment sur ce terrain ou y fait des plantations en se servant de matériaux ou de plants appartenant à un tiers. Par le fait de l'accession, voici cette construction et ces plantations devenues partie intégrante du fonds, et, de ce fait, propriété du propriétaire du terrain. La perte subie par le tiers n'est pas douteuse, non plus que l'enrichissement du propriétaire.

Le tiers ne pourra pas revendiquer, puisque, par le fait de l'accession, il a perdu tout droit de propriété.

La loi lui accorde une action (2), par laquelle il peut réclamer non seulement la valeur des matériaux ou plants, mais encore une indemnité.

Cette solution semble, au premier abord, une appli-

(1) La plus vulgaire équité exige que le propriétaire paye les frais de la récolte que les sueurs d'un autre ont préparée. » BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de Droit civil*, T. I, n° 4268.

« Comme nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, l'article 548 déclare que... » DEMOLOMBE, *Cours de Code Napoléon*, T. 9, n° 584.

(2) Art. 554 du Code civil.

cation du principe d'équité¹ que nous avons énoncé plus haut : il faut y voir un des cas nombreux où entre en jeu le principe de l'article 1382, car, en effet, ce n'est pas ici le fait du tiers qui a créé l'enrichissement, mais le fait du propriétaire, fait dommageable dont il doit réparation. Aussi bien, cette hypothèse s'échappe-t-elle de notre cadre, et, si nous la signalons, c'est pour faire remarquer, une première fois, combien il est facile de confondre le domaine de l'enrichissement sans cause et celui de l'article 1382 ; confusion d'autant plus facile dans l'espèce, que, l'article 554 est immédiatement suivi d'un article, qui, lui, envisage bien un cas d'enrichissement sans cause (4).

Un propriétaire de matériaux élève, avec ces matériaux, une construction quelconque sur un terrain qui ne lui appartient pas. Par le fait de l'accession, voilà le propriétaire du terrain également propriétaire de ces constructions. Il y a pour lui enrichissement certain, enrichissement qui découle directement du fait du constructeur, devenu l'enrichisseur.

Il existe un lien de causalité évident entre l'action accomplie par lui : élever une construction avec ses matériaux et le profit *subi* par le propriétaire.

Ce propriétaire va-t-il s'enrichir, pour ainsi dire, malgré lui, et le malheureux constructeur aura-t-il, en pure perte, dépensé son activité, son temps, son argent ?

Le Code civil, dans la réponse qu'il apporte à la

1) Art. 555 du Code civil.

question, établit une distinction : La solution diffère, suivant que le constructeur est de bonne ou de mauvaise foi.

Le constructeur est-il de mauvaise foi ? Le propriétaire pourra, à son choix, ou faire démolir la construction par le tiers, — et alors si ce dernier subit une certaine perte, le propriétaire, du moins, ne retire aucun gain, — ou conserver la construction, mais en remboursant le prix de la main-d'œuvre et des matériaux, c'est-à-dire juste les dépenses du constructeur.

Si ce dernier est de bonne foi, par exemple, s'il croyait construire sur son propre terrain, le propriétaire est tenu de conserver la construction, mais en payant, à son choix, le prix de la main d'œuvre et des matériaux, ou la plus-value que les constructions apportent à sa propriété.

Le propriétaire étant tenu de conserver les constructions, il semble légitime de lui laisser le choix du parti qui lui paraîtra le plus avantageux.

En résumé, quand le propriétaire conservera les constructions élevées sur son fonds, c'est-à-dire que pour lui naîtra un enrichissement, il contracte une obligation vis-à-vis du constructeur qui aura désormais une action contre lui. Mais, quand le propriétaire ne s'enrichit pas, ne conserve pas les constructions, le tiers, qui pourtant subit une perte certaine, n'a pas d'action : ce qui tend à faire croire que la source de l'obligation de l'enrichi réside, non dans la perte subie par le tiers, — ce qui nous mettrait en présence d'une application de l'article 1382 — mais dans le profil que lui, enrichi, retire de l'opération. Voilà une obser-

vation, qui peut nous être utile, et qu'il est bon de noter.

Quant à la mesure de l'obligation, comme on l'a vu, elle est diverse; elle sera égale à l'enrichissement, quand le propriétaire paiera la plus-value donnée à son fonds; elle sera inférieure à l'enrichissement, quand, dans l'hypothèse d'un constructeur de bonne foi, il lui paiera la valeur de la main-d'œuvre et des matériaux, car il est bien évident que le propriétaire choisira le parti le moins onéreux pour lui, et que, s'il prend celui-là, c'est qu'il estime ce prix inférieur à celui de la plus-value procurée et, par conséquent, à l'enrichissement.

Dans l'hypothèse d'un constructeur de mauvaise foi, la mesure de l'action pourra être égale, inférieure ou supérieure, à l'enrichissement, selon que — c'est une question de fait — le prix de la main-d'œuvre et des matériaux sera égal, inférieur ou supérieur à la plus-value (1).

Dans cette solution, tous les commentateurs du Code civil voient une juste application des principes de l'équité (2).

(1) L'art. 555 envisage et solutionne de même la question d'un tiers faisant, avec ses plants, des plantations sur le fonds d'autrui. Nous n'en avons pas parlé pour éviter de compliquer notre exposé.

(2) « La règle d'équité qui ne permet pas de s'enrichir aux dépens d'autrui, obligera, en pareil cas, le propriétaire du fonds à indemniser le constructeur ou le planteur. » (BAUDRY-LACANTINIERE: op. cit. T: 4, p. 793).

« La règle que l'on suit est que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. » PLANIOL: *Traité élémentaire de Droit civil*, T. 1, n° 1530.

M. Demolombe, lui, paraît s'étonner de la solution et il en esquisse une autre que nous croyons bon de signaler. « Est-ce que, dit-il (1), on n'aurait pas pu appliquer à cette hypothèse les règles ordinaires du quasi-contrat de gestion d'affaires ? »

S'il y a une certaine similitude entre l'hypothèse de l'art. 555 et la gestion d'affaires ; ne va-t-elle pas se retrouver entre la gestion d'affaires et l'enrichissement sans cause, en général, dont l'art. 555 n'est qu'un cas particulier ?

C'est pourquoi nous avons cru bon de signaler l'opinion de M. Demolombe à propos de l'art. 555, d'autant plus que, nous le verrons plus tard, M. Demolombe a donné à cette théorie une extension considérable.

Comme l'accession immobilière, l'accession mobilière, ou, plus exactement, la spécification touche de très près au problème de l'enrichissement sans cause.

L'hypothèse est la suivante : Un artisan transforme la matière appartenant à autrui ; par exemple, dans un bloc de marbre appartenant au propriétaire d'une carrière, un sculpteur taille une statue. A qui va appartenir l'œuvre d'art ? Si elle appartient au propriétaire de la matière, il est certain qu'il s'enrichit, car, sous le ciseau du sculpteur, le bloc de marbre prend une valeur bien supérieure à celle qu'il avait auparavant. Si, au contraire, l'artiste conserve son œuvre, il s'enrichit de la matière qu'il a marquée du sceau de son talent.

(1) DEMOLOMBE : op. cit. T. IX, n° 597.

Dans la solution que donne le Code Civil, le législateur semble n'avoir nullément pris en considération notre point de vue.

Il a surtout été préoccupé de décréter qui devait l'emporter de la matière ou de l'art. Néanmoins, il a, malgré lui, été appelé à répondre à notre question et voici ce qu'il a décidé : Si la main-d'œuvre est insignifiante, le propriétaire de la matière peut reprendre cette matière dans l'état où elle se trouve ; il va donc s'enrichir de la valeur donnée par la main-d'œuvre, tandis que l'artisan aura dépensé son activité en pure perte ; aussi la loi décide-t-elle que le propriétaire de la matière devra payer le prix de la main-d'œuvre (1). Si, au contraire de l'hypothèse précédente, la main-d'œuvre est très importante, l'artiste conservera son œuvre, mais il paiera la matière, de sorte qu'il ne s'enrichira pas, et que le propriétaire n'y perdra rien (2).

Dans les deux cas, l'enrichisseur, que ce soit l'artisan ou le propriétaire de la matière, a donc une action pour récupérer l'enrichissement qu'il a procuré à autrui.

Et cette action, dont le fondement premier est le principe d'équité que nous avons dégagé au sujet des hypothèses précédentes, quel est son point d'appui plus immédiat ?

Le demandeur est-il un enrichisseur qui cherche à recouvrer l'enrichissement dont il est l'auteur, ou un

(1) Art. 570 Code civil.

(2) Art. 571 Code civil.

homme lésé qui poursuit, dans les limites fixées par la loi, la réparation d'un dommage qu'il subit ?

Sommes-nous en présence d'une application de l'article 1382 ou est-ce bien simplement un cas d'enrichissement sans cause ?

Ce qui tend à augmenter l'incertitude, c'est l'existence de l'article 577 qui envisage l'hypothèse où l'artisan pourra être condamné à des dommages-intérêts.

Il semble bien que l'enrichi ne soit tenu que parce qu'il s'est enrichi, et qu'il n'y ait pas lieu de voir en lui un quasi-délinquant, car c'est, en quelque sorte, la loi qui lui impose son enrichissement.

L'article 577 s'explique par cette considération que le propriétaire peut avoir été privé, contrarié et par conséquent lésé du fait de l'utilisation de sa matière ; mais il n'entrera en jeu qu'une fois la question de l'enrichissement sans cause réglée.

Il est curieux de remarquer, encore une fois, combien le domaine de l'article 1382 et celui de l'enrichissement sans cause sont voisins, puisque l'on peut, au premier abord, se demander, selon le point de vue auquel on se place, si telle hypothèse doit rentrer dans l'un ou dans l'autre.

Il est à constater que si cette face de la question laisse le législateur indifférent, il en est de même de ses commentateurs qui, au sujet des articles 570 et 571, se perdent en controverses infinies, pour décider qui doit l'emporter de l'opinion des Sabinieniens ou de celle des Proculieniens sur la prépondérance de l'art ou de la matière.

L'article 1381 est placé parmi les textes relatifs aux

quasi-contrats, parce qu'il envisage un cas d'enrichissement sans cause venant se greffer sur un quasi-contrat.

Il prévoit la situation d'un propriétaire auquel est restituée une chose détenue par un possesseur de bonne ou de mauvaise foi qui l'avait indûment reçue en paiement.

Celui-ci, pendant le temps de sa possession a fait des dépenses nécessaires ou utiles pour la conservation de la chose ; d'où enrichissement pour le propriétaire qui n'a pas eu à faire les dépenses nécessaires qui lui seraient incombées du fait de la possession, et qui bénéficie des dépenses utiles.

C'est en vertu toujours du même principe d'équité que l'article 1381 décide qu'il sera tenu compte aux possesseurs de ces dépenses.

Dans quelle mesure ? Le texte ne le dit pas ; la doctrine est néanmoins d'accord sur ce point, et il nous suffira de citer l'opinion de M. Planiol :

« Le texte ne précise pas dans quelle mesure l'indemnité est due ; il porte seulement qu'il doit être tenu compte des dépenses. Le droit commun s'appliquera donc, et la somme due sera, pour les impenses nécessaires, la totalité des déboursés ; pour les impenses utiles, le montant de la plus-value ou la somme dépensée au choix de l'autre partie d'après l'article 555. Quant aux impenses voluptuaires, la loi n'en parle pas ; elles ne donnent pas lieu à une indemnité, et celui qui les a faites peut seulement reprendre ce qui peut être enlevé sans détérioration (1). »

¹ *Planiol* ; op. cit. T. II n° 850

Nous ne pouvons, à propos de l'article 1381 que répéter ce que nous avons déjà dit : c'est la sanction du même principe d'équité (1). Le fait générateur de l'obligation du propriétaire, c'est son enrichissement qui est la conséquence directe des actes d'un autre, du possesseur.

C'est encore ce que pourrons dire au sujet de l'article 1673. Il envisage le cas où le vendeur à réméré faisant usage du pacte de rachat, redevient propriétaire de l'objet aliéné.

Mais l'acheteur, durant sa possession, a fait à l'objet des réparations utiles, ou de sensibles améliorations. Voilà un enrichissement pour ainsi dire imposé au propriétaire ; il en sera tenu dans la mesure précisément de son enrichissement, car il devra payer au possesseur intérimaire le prix de la plus-value procurée à l'immeuble.

Voilà donc, encore une fois, une personne obligée, comme malgré elle, du fait d'un tiers.

Nous nous bornons à citer les articles 861 et 862 qui envisagent, au sujet des rapports, la situation du donataire qui a fait des impenses sur la chose rapportée. Ce sont comme l'acheteur à réméré de l'article 1673, des tiers ayant fait des impenses sur la chose d'autrui.

Nous ne pourrions que nous répéter : La solution est toujours inspirée par le même principe « tout ce

(1) « En l'obligeant à les rembourser au possesseur, même de mauvaise foi, la loi ne fait que consacrer cette règle d'équité que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. » (BAUDRY-LACANTINERIE : op. cit. T. II n° 669.)

que le donataire puisse exiger, c'est que la succession ne s'enrichisse pas à ses dépens » (1).

Nous ne pourrions, également, que refaire les mêmes observations au sujet de l'article 2175 réglant la situation du tiers détenteur qui a fait des impenses sur l'immeuble hypothéqué et qui le délaisse.

Ce qu'il y a lieu de remarquer, avant d'aller plus avant, c'est le lien de causalité qui unit étroitement le fait de l'enrichisseur et l'enrichissement.

Qu'il s'agisse de l'accession immobilière ou mobilière, ou de la situation d'un tiers faisant des impenses sur l'immeuble d'autrui, le fait que nous avons cru pouvoir considérer comme générateur d'obligation : l'enrichissement, est la conséquence directe, immédiate d'une manifestation de l'activité de l'enrichi ; il n'a pas d'autre source, et lui est indissolublement lié.

De toutes ces hypothèses, on peut dresser le même schéma : un fait quelconque de l'homme a directement créé un enrichissement.

On n'en saurait dire autant de l'hypothèse régie par l'article 594.

L'article 594, que nous trouvons dans le titre consacré à l'usufruit, envisage une situation quelque peu différente, en réglementant une hypothèse particulière à cette institution.

La loi attribue à l'usufruitier la propriété des arbres fruitiers qui meurent pendant son usufruit. Il y a là, pour lui, un enrichissement bien minime, c'est évident,

(1) BAUDRY-LACANTINERIE : op. cit. T. III, n° 716 *in fine*.

mais néanmoins certain. D'autre part, cet enrichissement provient bien du fait du propriétaire qui a planté les arbres et les a entourés des soins nécessaires à leur bonne venue.

Mais, il y a, entre l'enrichissement de l'usufruitier et le fait du propriétaire, un lien bien faible; il est difficile de considérer l'acte accompli par le propriétaire ou même par son prédécesseur à une époque où il ne pensait pas qu'un jour, sa propriété serait grevée d'usufruit, comme la cause directe de l'enrichissement qui échoit à l'usufruitier.

C'est, tout au plus, une cause lointaine, qui n'a fait que permettre à un événement fatal de produire un résultat inévitable. C'est en quoi nous sortons des cadres où le législateur semblait avoir confiné les différents cas d'enrichissement sans cause qu'il a prévus. Et il semble ici que le souci de l'équité ait poussé les rédacteurs du Code civil à une solution inique.

L'usufruitier devra, en effet, remplacer ces arbres; de sorte que la dépense qu'il fera sera supérieure au gain bien peu appréciable qui lui sera échu. Et le propriétaire qui, en reprenant la jouissance de son bien, trouvera de jeunes arbres vigoureux à la place des vieux arbres, d'enrichisseur qu'il était au début, deviendra définitivement l'enrichi.

Aussi bien, devons-nous chercher la source de cette solution ailleurs que dans les principes d'équité; il semble que le législateur ait simplement voulu imposer à l'usufruitier un acte de sage administration, et qu'ainsi ce texte découle des principes généraux de l'usufruit.

Il ne devra donc pas nous influencer dans notre étude de l'enrichissement sans cause, et l'anomalie que nous remarquons, c'est-à-dire l'absence de lien de causalité directe entre l'enrichissement et le fait de l'enrichisseur ne doit pas nous inquiéter.

Nous pouvons donc, à moins qu'un autre texte vienne le démentir, conserver intacte l'observation que nous avons faite relativement au lien étroit que la loi semble exiger entre le fait de l'enrichisseur et l'enrichissement.

Les articles 1241 et 1312 forment le second groupe que nous avons à étudier.

L'article 1241 a évidemment pour but d'empêcher un enrichissement injuste; il déclare valable le paiement fait à un incapable dans la mesure où ce paiement lui a profité.

A vrai dire, il ne naît point, ici, d'action en répétition pour le débiteur qui a payé, car, lorsqu'il a payé, il ne s'est point produit pour l'incapable d'enrichissement.

Il n'a fait que recevoir le montant de sa créance.

Mais, prenons le cas d'un mineur qui, ayant déjà reçu le paiement d'une dette, vient à nouveau, à sa majorité, le réclamer à son débiteur, arguant que le premier est entaché de nullité, comme fait à un mineur, c'est alors que l'enrichissement injuste pourra se produire.

Nous pouvons nous trouver en face de deux situations différentes.

Le mineur a dissipé l'argent représentant le montant du paiement; ou, après avoir vendu la chose

remise en paiement, il en a dissipé le prix : Alors, il ne s'est pas enrichi à proprement parler, il s'est produit ce que la loi voulait éviter en édictant l'incapacité du mineur et le premier paiement sera nul ; le débiteur devra donc payer à nouveau.

Mais le mineur, faisant preuve d'un esprit d'ordre et d'économie, a soigneusement conservé le montant du paiement ; s'il reçoit à nouveau ce paiement, il y aura donc enrichissement et enrichissement sans cause. C'est ce que le législateur n'a pas voulu, et il a édicté l'article 1241 (1).

L'article 1312 n'est qu'une conséquence de l'article 1241, mais l'hypothèse qu'il envisage est calquée plus exactement sur celles que nous avons déjà étudiées :

Un incapable, par exemple, a vendu un immeuble et en a touché le prix ; plus tard, arguant de son incapacité, au moment où il l'a passée, il fait rescinder la vente ; l'immeuble va lui être restitué ; mais, lui, ne va-t-il pas être tenu d'en rembourser le prix ?

Deux cas peuvent se présenter : ou le paiement n'a pas tourné au profit de l'incapable, et alors aux termes de l'article 1241, il est nul, par conséquent comme non avenu, et l'article 1312 décide que l'on ne peut exiger de l'incapable aucune restitution ; ou le paie-

(1) « Est-ce qu'il peut être permis à personne, même à un incapable de s'enrichir aux dépens d'autrui ? » (DEMOLOMBE : op. cit. T. XXVII n° 192).

« La protection légale ne va pas jusqu'à permettre à l'incapable de s'enrichir injustement aux dépens d'autrui. » (BAUDRY-LACANTINERIE : op. cit., T. II, n° 414).

ment a tourné au profit de l'incapable, il était donc valable, et, en décidant que l'incapable sera tenu de restituer, dans la mesure où il a profité, c'est-à-dire où le paiement est valable, l'article 1312 semble faire une juste application des principes régissant la répétition de l'indu ; il n'en est rien, et il ne peut pas en être ainsi.

M. Planiol le démontre en quelques lignes : « Si le paiement a été reçu de bonne foi, l'obligation de restituer naît d'un quasi contrat. La place qu'occupe l'article 1376 et suivants (relatifs à la répétition de l'indu) le prouve, et c'est toujours ainsi que la chose a été comprise. Or, un incapable ne peut pas plus s'obliger, par son propre fait, quasi-contractuellement qu'il ne peut le faire conventionnellement. »

Quelle sera donc la source de l'obligation de l'incapable ? Le fait, qu'il n'est tenu à restitution, que dans la mesure du profit qu'il retire, montre suffisamment que c'est son enrichissement.

« Toutefois, continue M. Planiol, comme nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, la loi ouvre contre lui une sorte de *Conditio ex-lege* pour l'obliger à restituer ce qu'il a reçu dans la mesure où le paiement lui a profité, l'incapable se trouve alors valablement obligé, parce que la cause de l'obligation n'est pas un acte volontaire de sa part, mais un fait matériel (son enrichissement) pris en considération par la loi (1). »

Dans ce second groupement nous trouvons donc

1) PLANIOL : op. cit., T. II, n° 157.

proclamé toujours ce même principe : « nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. »

De ces articles naissent une exception et une action qui ont leur appui dans le fait matériel de l'enrichissement, conséquence directe de l'activité de l'enrichisseur ; et, cette fois, la mesure en est égale à celle de l'enrichissement (1).

Arrivons maintenant à notre troisième groupement où nous avons fait place, à côté d'un article relatif aux sociétés, à l'importante matière des récompenses.

Les récompenses, dont on dresse le décompte à la dissolution de la communauté sont dues, soit par la communauté aux époux, soit par les époux à la communauté, soit par les époux entre eux.

Nous ne voulons pas énumérer les différents cas prévus par le Code, ni ceux, plus nombreux, qu'on peut imaginer en dehors. Nous nous contenterons de résumer succinctement les principes qui régissent la matière tels que les enseignent tous les interprètes du Code.

En ce qui concerne le premier cas, celui des récompenses dues aux époux par la communauté, on peut encore s'en rapporter au vieux principe formulé par Pothier : « On peut établir, pour principe général, que

(1) Nous nous contenterons de citer le texte de l'article 1923 du Code civil qui n'est que l'application de ces principes au contrat de dépôt. « Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier. »

chacun des conjoints est, lors de la dissolution de la communauté, créancier de tout ce dont il a enrichi la communauté. »

Ces quelques lignes condensent toute la matière : nature du droit des conjoints : droit de créance — source de cette créance ; l'enrichissement de la communauté provenant directement de leur fait personnel — montant de cette créance : l'enrichissement de la communauté.

La règle relative aux récompenses dues par les époux à la communauté peut s'énoncer tout aussi brièvement en transposant les termes de la formule de Pothier : « La Communauté est, lors de sa dissolution, créancière de tout ce dont elle a enrichi chacun des conjoints. » Nous nous trouvons toujours en face d'un droit de créance provenant de l'enrichissement créé par la communauté dont le montant est égal à cet enrichissement.

Le troisième cas se présente beaucoup plus rarement. Tout conjoint est créancier de tout ce dont il a enrichi l'autre conjoint, à condition que cet enrichissement soit « sans cause ». S'il provenait d'un contrat, d'un délit, etc, il pourrait en naître un droit de créance dont il serait tenu compte lors du partage de la communauté, mais à ce titre seulement, et qui n'offrirait pas le caractère de récompense.

Il est inutile de nous répéter ; nous trouvons, ici, la même situation que dans les cas précédents.

Le mot récompense qui signifie « indemnité » et par conséquent « réparation d'un dommage » semblerait nous faire croire que nous sommes encore en

présence d'une application de l'article 1382, mais les formules mêmes dissipent la confusion qui pourrait se produire.

La communauté où les époux, selon les cas, sont créanciers de l'enrichissement qu'ils ont créé, et non de l'appauvrissement qu'ils ont subi; de même que la dette correspondante provient de l'enrichissement dont les époux ou la communauté ont profité, et non pas du dommage qu'ils ont causé; car ils n'en ont pas causé, ils n'ont fait que subir un profit.

D'ailleurs, cette créance est égale à l'enrichissement, ce qui suffit à démontrer qu'elle en découle. Nous sommes donc bien en présence d'un cas d'enrichissement sans cause, solutionné selon le même principe d'équité, et nécessitant un lien direct entre l'enrichissement et le fait de l'enrichisseur.

L'article 1864 — le dernier que nous ayons à examiner — envisage le cas où un associé contracte, en dépassant la limite de ses pouvoirs, une obligation quelconque pour le compte de la Société. Il n'engage pas ses coassociés, et le tiers contractant n'aura contre eux aucun recours. De telle sorte que, si l'associé qui s'est engagé devient insolvable, son cocontractant n'aura plus contre lui qu'un recours illusoire.

Mais sa situation change, si la société a retiré un profit quelconque de l'opération.

C'est lui l'auteur de cet enrichissement, et la loi lui permet de le récupérer contre ceux qui l'ont recueilli; et comme cet enrichissement est la seule cause de leur obligation, les divers associés seront tenus, chacun dans la mesure du profit qu'il a retiré.

Voilà, me semble-t-il, un des cas les plus parfaits d'enrichissement sans cause que nous ayons rencontré jusqu'ici.

Et maintenant que nous avons vu le détail des textes, pouvons-nous en extraire une notion générale de l'enrichissement sans cause et d'une action qui le sanctionne ?

De notre étude découle un principe général que nous avons eu à signaler à chaque pas : « Nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. »

Comme nous l'avons fait remarquer, chaque article du Code envisageant un cas d'enrichissement sans cause semble n'être que l'adaptation à une espèce particulière de ce principe d'équité.

Mais il semble que le Code, qui, nulle part, n'a formulé ce principe, a eu soin d'en délimiter exactement le champ d'action, d'en soumettre l'application à des conditions nettement déterminées, en un mot, de définir très exactement les contours de l'instance judiciaire qui en découle.

En outre du principe d'équité, nous pouvons extraire des textes un certain nombre de propositions générales.

Tout d'abord, nous pouvons affirmer que l'enrichissement injuste, l'enrichissement sans cause peut être une source d'obligations pour celui qui le recueille.

En effet, tous les articles du Code que nous avons examinés et qui rentrent dans les cadres exacts de l'enrichissement sans cause consacrent bien l'existence d'une obligation découlant directement de cet enrichissement. Nous l'avons fait remarquer au fur et à mesure

de notre étude. Qu'il nous suffise de rappeler les cas des articles 1241 et 1312 et de l'article 1864 d'où l'on peut extraire presque littéralement les formules suivantes : « Les incapables sont obligés par le profit qu'ils recueillent », et « les coassociés sont toujours tenus envers les tiers du profit que ceux-ci leur ont procuré » ; formules, on le voit, qu'on peut aisément condenser :

« L'enrichissement sans cause peut être une source d'obligations pour celui qui le recueille. »

Remarquons, en outre, que, par enrichissement, le législateur entend bien, comme nous, l'entrée d'une valeur nouvelle dans le patrimoine.

Mais, envers qui l'enrichi sera-t-il obligé? envers l'auteur de l'enrichissement, cela va de soi, et découle suffisamment des textes pour que nous n'ayons pas à insister davantage.

C'est pour cela, précisément, que dans les différents cas qu'il a prévus, le législateur exige une relation de causalité directe entre le fait de l'enrichisseur et l'enrichissement.

Nous avons remarqué, une fois seulement, en effet, à propos de l'article 594 qu'il n'existait entre le fait de l'enrichisseur et l'enrichissement qu'un lien des plus ténus et des plus fragiles ; mais, nous avons vu, en même temps, que nous ne pouvions pas faire rentrer cet article dans les cadres de l'enrichissement sans cause et qu'il s'expliquait simplement par les principes généraux de l'usufruit.

Mais, dans tous les autres cas que nous avons envisagés, nous avons vu que l'enrichissement était le pro-

duit immédiat des actes de l'enrichisseur. Voilà donc, tirées du Code Civil, un certain nombre de notions générales que nous pouvons résumer ainsi :

En vertu du principe que nul ne doit s'enrichir, sans cause légitime, aux dépens d'autrui, celui qui par son fait personnel aura procuré un enrichissement à autrui, pourra, dans certains cas, en poursuivre le recouvrement, à condition qu'il existe entre son fait et l'enrichissement une relation directe de cause à effet.

Il ne manque plus à cette formule que la mesure de l'obligation dont nous avons trouvé la consécration légale dans des textes bien différents. Il semble que cette mesure doive, dans tous les cas, être la même.

Nous avons vu qu'il n'en était rien.¹⁾

Aux termes de l'article 548, l'enrichi peut être tenu d'obligation égale, supérieure ou inférieure à l'enrichissement; l'article 555 donne la même solution. Des articles 570 et 571 résultent également des obligations dont la mesure, par rapport à l'enrichissement, est variable.

Dans les cas prévus par les articles 1381 et 1673 et en général dans toutes les hypothèses d'impenses faites sur la chose par un tiers détenteur, l'obligation est égale à l'approvisionnement subi par l'enrichisseur.

Comme on le voit, ce qui caractérise notre premier groupe, c'est la diversité dans le montant de l'obligation calculé par rapport à l'enrichissement.

Mais considérons les deux autres catégories : nous voyons que l'obligation qui naît à la charge de l'enrichi y est toujours égale à son enrichissement : qu'il

s'agisse des incapables tenus du profit qu'ils ont retiré d'une convention ou d'un paiement, qu'il s'agisse des récompenses, qu'il s'agisse de l'article 1864.

Cette anomalie s'explique très bien. Dans notre premier groupement nous n'avions pas, si l'on nous permet l'expression, des cas d'enrichissement sans cause purs. Il s'y mêlait des éléments étrangers à cette matière. Ainsi dans l'article 548, le législateur s'est préoccupé davantage de consacrer l'accession des fruits à la terre que de notre question ; de même dans l'article 555, c'est la théorie de l'incorporation qui l'emporte ; le législateur n'a considéré les art. 570 et 571 que comme relatifs à la spécification et les articles 1381 et 1673 n'ont été édictés par lui que comme les règles particulières d'un quasi-contrat ou d'un contrat.

Ainsi, la variabilité de l'obligation de l'enrichi peut aisément s'expliquer par les points de vue différents auxquels le législateur se plaçait.

Ce sont, — pour reprendre notre expression, — des cas d'enrichissement sans cause purs de tous éléments étrangers qui figurent dans nos deux autres classes.

Il ne s'agit, en effet, dans les articles 1241, 1312, 1864 que de consacrer une obligation découlant d'un profit, et les formules que nous avons employées en examinant la théorie des récompenses démontrent que, là aussi, nous étions en face d'une obligation basée exclusivement sur un enrichissement. C'est là que nous allons trouver la véritable mesure de l'obligation ; et, nous l'avons déjà dit, l'enrichi est tenu dans la mesure de son enrichissement.

Reprenons notre formule ; nous pouvons maintenant l'achever.

En vertu du principe que nul ne doit s'enrichir sans cause légitime aux dépens d'autrui celui qui, par son fait personnel, aura procuré un enrichissement à autrui, pourra, dans certains cas, en poursuivre le recouvrement à condition qu'il existe entre son fait et l'enrichissement une relation directe de cause à effet, et ceci dans la mesure même de l'enrichissement recueilli sauf les espèces spéciales où devront intervenir des règles particulières.

Voilà, certes, une formule qui nous permet de concevoir très nettement les lignes principales d'une théorie de l'enrichissement sans cause ; voilà une formule qui rassemble des éléments de nature, semble-t-il, à faciliter à la jurisprudence la création d'une action mais cette formule ne nous fournit pas la réponse à notre problème.

Nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui ; c'est très bien, voilà un principe d'équité universellement reconnu aujourd'hui. Mais, comme le disent MM. Ripert et Teisseire : « il est plutôt affirmé que démontré ».

Nous l'avons dégagé de textes qui le consacrent souvent par des applications fréquentes. Nulle part nous ne l'avons trouvé promulgué à l'état de dogme juridique, énoncé d'une façon générale permettant d'en étendre le champ d'action.

Il nous reste à le démontrer, à prouver qu'on peut le faire fonctionner dans tous les cas d'enrichissement sans cause. Pour savoir si nous devons accorder tou-

jours une action à l'enrichisseur, si, entre l'enrichisseur et l'enrichi il doit toujours exister un lien de droit, il nous reste à comprendre comment l'enrichissement peut créer une obligation, pourquoi l'enrichisseur pourrait aller récupérer n'importe où la conséquence directe de son activité.

En un mot il nous reste à connaître la nature de l'enrichissement sans cause.

De notre étude pouvons-nous retirer quelque chose d'utile à cette recherche ! Oui ; nous avons noté, au passage deux indications qui peuvent devenir précieuses : la similitude de l'enrichissement sans cause avec la gestion d'affaires, et la confusion qui peut s'établir — suivant le point de vue dont on part — entre l'enrichissement sans cause et l'article 1382. Il semble que c'est là — d'un côté ou de l'autre — que l'on doit chercher l'explication de l'enrichissement sans cause.

On doit se poser une première question : N'est-ce qu'un cas de gestion d'affaires ? Et si la réponse est négative : Y a-t-il alors, une parenté entre l'enrichissement sans cause et l'article 1382, et quelle peut-elle être ?

En résumé, notre étude aboutit à un heureux résultat. Elle nous a permis de dégager un principe d'équité et d'en condenser les conséquences pratiques, son champ d'application, ses conditions d'exercice dans une formule générale ; puis, elle nous a fourni deux indications précieuses pour diriger nos pas vers la solution du problème que nous nous sommes posé.

De ces éléments qu'a fait la Jurisprudence ? Qu'en a fait la doctrine ?

CHAPITRE II

L'enrichissement sans cause dans la Jurisprudence

Peut-être est-ce se montrer bien exigeant que de demander à la Jurisprudence une théorie de l'enrichissement sans cause, malgré les éléments sérieux qu'elle pouvait puiser dans le code pour l'édifier.

Mais, à première vue, il semble qu'elle devait sans difficulté consacrer dans la pratique l'application du principe d'équité que « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui ».

Elle trouvait dans le code de nombreux textes en découlant, et il lui était facile de créer une action qu'elle aurait pu calquer sur celles qui sanctionnent ces textes et dont nous avons aisément établi les conditions d'exercice. Les articles multiples se rapportant à l'enrichissement sans cause lui fournissaient de sérieux arguments d'analogie pour étayer ses décisions.

Il semble, qu'au début, la Jurisprudence se soit précisément tenu le raisonnement contraire. Elle s'est dit : Certes, ils sont nombreux les textes où le législa-

teur consacre le principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. Mais s'il n'a ainsi réglementé que certains cas nettement définis, n'entendait-il pas justement restreindre à ces cas seulement l'application du principe et en interdire ainsi toute extension qui lui paraissait abusive.

Tel est le raisonnement, en effet, dont nous trouvons l'expression dans les premières décisions jurisprudentielles rendues au sujet d'espèces se rattachant à notre question.

Les premiers arrêts de la Cour de Cassation que nous trouvons dans les recueils de Jurisprudence et qui se rapportent à notre matière refusent impitoyablement à l'enrichisseur tout droit à la répétition de l'enrichissement procuré, en dehors des cas spéciaux prévus par le Code.

La jurisprudence ne se dissimule pas qu'elle arrive ainsi à consacrer de véritables iniquités. Elle se retranche farouchement derrière les formules rigides de la loi qu'elle ne sait pas assouplir ou étendre pour les appliquer à des situations de fait voisines.

Voici, par exemple, des propriétaires riverains d'un cours d'eau qui font élever une digue dont la construction profite autant au fonds voisin qu'à leur fonds; ils ont négligé de faire apprécier administrativement tout l'intérêt qu'avaient d'autres propriétaires à cette construction, et tout l'avantage qu'ils en devaient retirer; mais ils se prévalent néanmoins de ce profit qu'ils ont procuré pour demander aux propriétaires des fonds améliorés de rembourser une partie de leurs dépenses.

Certes, l'espèce était loin d'être favorable à la création d'une action destinée à poursuivre le recouvrement de l'enrichissement sans cause, et nous ne nous indignerons que mollement contre la décision qui a rejeté les prétentions de la partie demanderesse, n'étaient les attendus surprenants qui figurent dans l'exposé des motifs de l'arrêt de la Cour de Grenoble du 12 août 1836 (1).

« Attendu, y est-il dit, que la maxime que personne ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui est bien le fondement et le motif de plusieurs dispositions législatives tant anciennes que modernes, mais elle n'est point un principe absolu qui pourrait, dans son extension, devenir la source d'une souveraine injustice en contrariant le droit sur lequel repose la propriété, celui d'user et d'abuser ».

Pauvre propriété, elle est bien fragile, si c'est là son fondement unique !

Mais ce n'est pas tout ; il faut encore que le malheureux demandeur se félicite de s'en tirer à si bon compte, car peu s'en faut qu'il ne récolte une condamnation à des dommages-intérêts.

Pour l'accabler, on déniche dans le terrible arsenal du droit romain des arguments sans réplique.

« Que cette maxime devrait d'ailleurs se concilier avec celle contenue dans la loi 36 ff. de *regulis juris* : *culpa est se immiscere rei ad se non pertinet*, on doit s'imputer de s'ingérer mal à propos dans l'affaire d'autrui ».

(1) Grenoble, 12 août, 1836, S. 37, 2.330.

A cela rien à dire ; l'antique axiome romain, fort de son origine séculaire, écrase de sa vieille autorité la maxime extraite du Code civil encore adolescent.

Cet arrêt a été confirmé par la Cour de cassation (1) qui constate que tous les travaux ont été exécutés par les demandeurs sur leur fonds, et dans leur intérêt personnel, et que si les défendeurs en profitent, c'est sans leur consentement.

Et nous voyons la Jurisprudence persévérer encore quelques années dans cette voie.

Un associé dans une société en participation achète, d'un tiers, des soieries qui tombent dans l'actif social. Elles profitent donc manifestement à l'autre associé ; et celui-ci étant déclaré en faillite, ce tiers se prétendant, du fait de l'enrichissement dont il est l'auteur, créancier de ce second associé, émet la prétention de produire à la faillite.

Quel article du Code l'y autorisait ? Aucun. Hors du Code pas de salut. On le lui fit bien voir ; et ce fut la Cour suprême qui se chargea de cette mission : (2)

« Attendu qu'il est de principe et de Jurisprudence qu'une société en participation ne forme pas un être moral et que les créanciers de l'un des associés n'ont action que contre celui avec lequel ils ont traité.

« Attendu que Batezac (tiers) qui a vendu des soieries à Coutenceau (premier associé) ne peut, sous prétexte que ces soieries auraient tourné en partie au profit de Collombat (second associé) se prétendre créancier de ce dernier, et se présenter à la faillite. »

(1) Cassation, 6 nov. 1838, S. 39, 1.460.

(2) Cour de Cass., 13 avril 1848, S. 48, 2.397, D. 48, 2.162.

Cette solution qui a la prétention d'être Juridique ne peut avoir celle d'être équitable.

Autre espèce, encore relative aux Sociétés :

Un associé achète d'un tiers des marchandises qui constituent précisément son apport social, et (détail à noter), il est prouvé que les autres associés n'ignoraient pas l'origine de ces marchandises.

Il est difficile de nier que ces fournitures ont, en entier, tourné au profit de la Société, que même il y a, de la part de celle-ci, une sorte de dol, dol qui pouvait déterminer la Jurisprudence à accueillir favorablement l'action du tiers qui poursuit, contre la Société, le paiement de ses marchandises.

Il n'en fut rien : La Cour de Cassation ne voit pas quel texte appliquer à l'espèce ; et comme elle ne veut pas sortir de l'application étroite des textes, elle décide « que quant à la connaissance que la Société a pu avoir de l'origine des marchandises versées dans son actif par un de ses membres, il n'a pu résulter de cette simple connaissance aucun contrat ni quasi-contrat, aucun lien de droit susceptible d'obliger la Société envers la personne de qui l'associé avait tenu les marchandises. »

En conséquence, elle confirme l'arrêt de la Cour d'appel qui avait rejeté la demande du tiers (1). La question de savoir si le profit retiré par la Société peut faire naître une obligation à sa charge n'est même pas envisagée.

Un tiers quelconque fait un certain nombre de four-

(1) Cass. 42 mars 1850, D. 50, 1.86, S. 50, 1.257.

nitures diverses à un fermier pour les besoins de la ferme. Ces fournitures, à la fin du bail, restent dans la ferme, tournent donc entièrement au profit du propriétaire, et c'est contre lui que le fournisseur poursuit le recouvrement du solde qui lui reste dû. Un jugement en dernier ressort avait admis sa prétention qui semblait légitime ; la Cour de cassation en décide autrement (1).

« Considérant que, sous le prétexte que ces fournitures ont profité au propriétaire *qui les a encore en sa possession*, le jugement le condamne à payer au fournisseur le restant dû sur le prix, en quoi le dit jugement a violé les articles 1165 du Code Napoléon et faussement appliqué les articles 1375 et 1864 du même Code et aussi le n° 1 § 4 de l'art. 2102.

Par ces motifs,

Casse. »

Voilà donc deux espèces qui paraissaient des plus favorables à l'admission du recouvrement de l'enrichissement, deux espèces où de puissants arguments d'analogie pouvaient intervenir.

La Cour de cassation s'obstine dans la voie qu'elle s'est primitivement tracée ; refuse de suivre l'exemple que lui donnent certains tribunaux ; casse impitoyablement leurs décisions, au lieu d'y puiser une orientation nouvelle. Elle persévère dans l'application rigoureuse des textes. Du Code, elle ne veut connaître que la lettre ; elle en ignore l'esprit. Si, par hasard, elle dégage de quelques articles une formule générale, un

(1) Cass. 9 mai 1853, S. 53, 1.699, D. 52, 1.251.

principe qui pourrait devenir une source féconde d'équitables décisions, c'est pour lui opposer un axiome qu'elle est allée chercher dans l'arsenal des lois mortes.

On pourrait donc croire que cette situation devait se perpétuer à l'infini, puisqu'aucune iniquité, même la plus flagrante ne décide la Cour suprême à changer, en quoi que ce soit, sa manière de voir.

Cette jurisprudence devait, en effet, vivre encore longtemps, près de vingt années.

« *Summun jus, summa injuria* » le mot ne fut jamais plus vrai : et il semble bien que la Jurisprudence s'en soit rendu compte ; car, dans différentes décisions, on sent poindre, chez elle, l'obscur désir de trouver une issue à l'impasse où elle s'est engagée ; de chercher un cadre légal où faire rentrer ces espèces imprévues. Et c'est ainsi que la Cour de Cassation paraît, dans plusieurs de ces décisions que nous avons citées, avoir comme pressenti l'analogie existant entre l'enrichissement sans cause et la gestion d'affaires, qui sait ? le lien de parenté qui les unit peut-être.

Nous voyons, par exemple, dans son arrêt de 1839, la Cour refuser toute action à l'enrichisseur parce qu'il a agi dans son intérêt personnel et non dans l'intérêt de l'enrichi ; allusion assez évidente à la gestion d'affaires.

Dans son arrêt du 12 Mars 1850, la Cour cherche, en vain, quel contrat ou quel quasi-contrat a pu créer un lien de droit entre l'enrichisseur et l'enrichi ; et, dans celui du 9 mai 1853, elle déclare inapplicables à

l'espèce qui lui est soumise les principes de l'article 1375.

Le rapprochement entre la gestion d'affaires et l'enrichissement sans cause se trouve donc à l'état latent dans la Jurisprudence ; il devait être bientôt solennellement affirmé, car, dans une Jurisprudence nouvelle, la Cour de Cassation va résolument chercher à faire rentrer l'enrichissement sans cause dans le cadre de la gestion d'affaires.

C'est un arrêt du 18 juin 1872 qui inaugure cette Jurisprudence novatrice : (1)

Le nouveau point de vue qui va, désormais, faire loi en Jurisprudence, y est longuement affirmé et développé en termes qui ne laissent planer aucun doute.

« Attendu, dit la Cour, que les obligations réciproques qui peuvent résulter du quasi-contrat de gestion d'affaires naissent, du fait même de la gestion et de la loi, et non de l'intention des parties ;

« Qu'il importe peu que celui qui a fait l'acte de gestion ait entendu agir, tout à la fois dans son intérêt personnel et dans l'intérêt d'un tiers, si, en réalité, ce tiers était intéressé à l'acte de gestion et en a profité. »

En conséquence, le gérant involontaire aura une action pour recouvrer les dépenses qu'il a exposées conformément à l'art. 1375.

Une fois sur cette route, la Jurisprudence est allée jusqu'au bout de sa doctrine.

(1). Cass. 18 juin, 1872, D. 72, 1.471. S. 90, 2.35 en note.

Voici, par exemple, un banquier qui paie la dette d'un commerçant, dette garantie par un warrant que l'on détruit ; plus tard le banquier se fait garantir sa créance par un nouveau warrant.

Mais, le commerçant débiteur est, sur ces entrefaites, déclaré en faillite, et le banquier s'étant fait délivrer ce nouveau warrant pendant la période suspecte, les marchandises warrantées deviennent le gage de tous les créanciers ; alors que, sans cette avance du banquier, elles seraient demeurées le gage unique du premier créancier gagiste.

Le banquier prétendant avoir, par son opération, augmenté le gage de la masse des créanciers, et, par conséquent, lui avoir procuré un profit, réclame le paiement de sa créance.

Dans un arrêt du 22 février 1888, (1) la Cour de Cassation accueille sa demande, et justifie sa décision en ces termes :

« Attendu, en droit, que, d'une part, nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, et qu'en vertu de ce principe, celui qui s'est immiscé dans les affaires d'autrui a le droit de lui réclamer le remboursement des dépenses par lui faites jusqu'à concurrence du profit qu'il a retiré ;

« Que tous les avantages procurés comme dans l'espèce au failli par le fait d'autrui, dans la période de cessation des paiements et dans les dix jours qui l'ont précédée, profitent directement à la masse des créanciers qui est tenue, par conséquent, de l'en indemniser

(1) Cass. 22 février 1888, *Sing.* 90, 1.575.

jusqu'à concurrence du bénéfice qu'elle en a retiré, comme l'aurait été le failli lui-même ».

Comme on peut en juger, c'est aller un peu loin que de voir dans notre banquier le *negotiorum gestor* de la masse des créanciers.

Mais ce qu'il y a à remarquer dans cet arrêt, c'est qu'en même temps que sur les principes de la gestion d'affaires, il s'appuie sur la maxime d'équité que nous avons dégagée du Code civil; c'était, semble-t-il, l'indice d'une évolution. Pourquoi, deux ans plus tard, ne retrouvons-nous plus ce principe dans un arrêt où il aurait été bien à sa place?

Le propriétaire d'un terrain loue ce terrain à des entrepreneurs avec promesse de le leur vendre, et en les autorisant à y élever des constructions. Il stipulait, en même temps, que si, dans un délai déterminé, les entrepreneurs ne faisaient pas usage de la faculté d'acheter qu'il leur conférait, les constructions, lui resteraient à lui, propriétaire, sans qu'il ait à payer d'indemnité.

Par la faute du propriétaire, la société d'entrepreneurs se trouve dans l'impossibilité de profiter de la promesse de vente qui lui avait été faite.

Les constructions vont-elles rester au propriétaire, sans indemnité, ainsi qu'il a été convenu ?

« Attendu que l'arrêt attaqué constate que c'est, par la faute de Lemaire, que la Société locatrice a été dans l'impossibilité de continuer les travaux et de faire usage de la promesse de vente.

« Que Lemaire ne peut donc plus se prévaloir de la convention dont il a par sa faute rendu les stipulations

inutiles pour les autres parties qu'il a ainsi privées du droit qu'elles leur conféraient;

« Qu'il suit de là, qu'en élevant sur les terrains loués des constructions dont le propriétaire a seul profité, la Société a réellement, quoique involontairement et à son insu, géré l'affaire de Lemaire et a le droit de lui réclamer le remboursement de toutes ses dépenses utiles (1). »

Ce n'est pas, dans cet aperçu, purement historique, de la jurisprudence que nous devons critiquer la théorie qui a fait de l'enrichissement sans cause une dépendance du quasi-contrat de gestion d'affaire; mais nous pouvons néanmoins signaler les inconvénients qui ont amené sa ruine.

Le moindre n'est pas l'entorse flagrante donnée au texte de l'article 1372 qui dit : « Lorsque *volontairement* on gère l'affaire d'autrui ».

D'autre part, on ne pouvait munir d'actions que certains cas, dont le nombre était assez restreint, d'enrichissement sans cause, ceux-là seuls qu'il était possible de faire rentrer plus ou moins exactement dans ce cadre déformé qui les mutilait.

D'ailleurs la doctrine qui, il faut bien le dire, avait tracé la voie à la jurisprudence l'abandonne et s'insurge même contre elle. Je n'en veux pour preuve que la note du Dalloz rédigée par M. Planiol en dessous de l'arrêt du 16 juillet 1890 (2).

« On pouvait, et c'était une idée strictement vraie,

(1) Cass. 16 juillet 1890, D. 91, 1. 49.

(2) D. 91, 1. 49.

considérer l'entrepreneur comme ayant lui-même et directement procuré l'enrichissement du propriétaire du sol, comme ayant mis dans le patrimoine de celui-ci la valeur des constructions.

« Etant l'auteur de l'enrichissement obtenu, il avait droit à un remboursement, et il avait pour cela une action directe contre le propriétaire sans qu'on eût à s'occuper de savoir s'il avait agi spontanément ou sur l'ordre d'autrui. On eût ainsi appliqué à l'entrepreneur, non pas l'article 555, qui règle une hypothèse différente, mais le grand principe d'après lequel nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, principe qui n'est écrit, nulle part, en termes généraux, mais qui domine le Droit tout entier et dont l'article 555, lui-même, n'est qu'une application. »

Au surplus, la jurisprudence, elle-même, se rend compte que la voie où elle s'est engagée est mauvaise.

Nous voyons, en effet, comme dans son arrêt du 22 février 1888 (1), la Cour de cassation étayer ses décisions de principes étrangers à la théorie de la gestion d'affaires; s'excusant, en quelque sorte, de s'être engagée dans ce labyrinthe juridique où nul ne se retrouve plus, en proclamant qu'il le fallait parce que « *nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui* ».

Ou encore, nous la voyons se renier elle-même, et en revenir à ses anciennes décisions dans un arrêt du 11 juillet 1889 dont l'espèce pouvait aussi bien et mieux que d'autres prêter à l'assimilation avec la gestion d'affaires.

(1) S. 90, 1. 535.

Le Crédit foncier, en désintéressant un créancier hypothécaire, néglige de se faire subroger à son hypothèque ; plus tard, il est primé par l'hypothèque légale de mineurs grevant ce même immeuble.

Il soutint que, si les mineurs pouvaient produire utilement à l'ordre, c'était grâce à lui qui avait désintéressé le créancier hypothécaire préférable, et avait ainsi amélioré leur situation. La Cour de Cassation lui refuse toute action en déclarant qu'il n'existait entre les mineurs et lui « aucun contrat ni quasi-contrat, aucun fait pouvant produire un lien de droit quelconque » (1).

Ce sont, on le voit, exactement les mêmes termes que la Cour de Cassation avait déjà employés dans son arrêt du 12 mars 1857. (2) /o

La jurisprudence allait-elle ainsi rétrograder de près d'un demi-siècle ?

Non — car — (et voilà de quoi nous devons savoir gré à cette jurisprudence innovée en 1872) — le problème de l'enrichissement sans cause, s'il avait été mal résolu, avait été posé.

L'enrichissement sans cause avait été, dans certains cas, muni d'une action : l'action de *in rem verso*. L'action existait ; il ne s'agissait plus que de l'asseoir sur des bases solides.

Et, puisque nous prononçons, pour la première fois, le nom de l'action attachée à l'enrichissement sans cause, justifions-la de suite du reproche qu'on fait toujours à sa dénomination.

(1) Cass. 41 juillet 1889, D. 89, 1.393, S. 90, 1.97.

(2) D. 50, 1 86.

En droit romain, l'action de *in rem verso* était attachée à une espèce nettement déterminée.

Comme on le sait, la personnalité de l'*alieni juris* était absorbée dans celle du *pater familias* ; et si les obligations où l'*alieni juris* figurait comme débiteur restaient étrangères au *pater*, il n'en était pas de même, cependant, de celles où il jouait le rôle de créancier ; c'est le *pater familias* qui devenait le véritable créancier. Par ce mécanisme ingénieux, le *pater familias* pouvait tirer tous les bénéfices d'une opération sans en courir les risques.

Le prêteur crut, à bon droit, devoir remédier à cette situation. Et non seulement il donna contre le *pater* une action lorsque l'*alieni juris* avait traité avec son autorisation ou sur son ordre et pouvait ainsi être considéré comme son mandataire (1), mais encore lorsque le *pater* aura tiré profit de l'opération.

Dans ce cas, alors, si le *pater* a confié à l'*alieni juris* l'administration d'un pécule, on intentera contre le *pater* qui est toujours le seul propriétaire du pécule, l'action de *peculio* ou *tributoria* selon le cas (2).

Mais lorsque aucun pécule n'a été confié à l'*alieni juris*, ou lorsque ce pécule lui a été retiré sans dol, ou encore si des créanciers plus diligents ont déjà, par leurs poursuites, épuisé la valeur de ce pécule, ou même si ce pécule est insuffisant, le *pater familias* va-t-il conserver le profit qu'il a retiré ? Nullement, car c'est alors qu'est accordée au créancier l'action de

(1) Actions *quod Jussu, exercitoria, institoria*.

(2) L'action *tributoria* est donnée lorsque le pécule est affecté à l'exploitation d'un commerce.

in rem verso. Elle est donnée à raison de toute obligation contractée par l'*alieni juris*, mais jusqu'à concurrence du profit que cette obligation a procuré au *pater* (1).

Comme on le voit, l'hypothèse rentre parfaitement dans le cadre de l'enrichissement sans cause ; mais c'est une espèce bien spéciale et qui, d'ailleurs, ne peut pas se présenter maintenant. C'est pourquoi on nous semble mal fondé à reprocher à cette dénomination qu'elle peut prêter à une certaine confusion.

Certes, elle éveille des souvenirs de Droit romain, mais souvenirs d'une espèce qui s'est éteinte avec la toute puissance du *pater familias*, ce qui rend, me semble-t-il, toute confusion impossible.

Ce qu'il y a plutôt d'anormal, c'est de voir cette dénomination adoptée par une jurisprudence qui voit dans l'enrichissement sans cause une dépendance de la gestion d'affaires.

L'action de *in rem verso*, telle qu'elle est donnée par la jurisprudence que nous venons d'examiner, a sa source dans ce fait qu'involontairement l'enrichisseur a géré l'affaire de l'enrichi. Or, quel est le fondement de l'action romaine ? C'est le profit retiré par le *pater*, et elle s'exerce dans la mesure de ce profit.

Il est évident que la différence est grande avec l'action jurisprudentielle.

Mais que l'on vienne à calquer une action sur celle qui est donnée par le code dans les différents cas d'enri-

(1) Voir MAY, *Eléments de Droit romain*, n° 494.

« Enrichissement sans cause qu'il a prévu ; la dénomination devient des plus exactes.

L'action romaine et l'action française auront le même fondement : l'enrichissement qui en sera aussi la mesure.

Et c'est précisément ce qui s'est produit.

La Cour de Cassation se décide enfin à étendre l'action de *in rem verso* à tous les cas d'enrichissement sans cause qui remplissent les conditions qu'exige le Code de ceux qu'il a pourvus d'une action, et c'est sur cette action, dont nous avons dégagé la formule générale que va être calquée la nouvelle action jurisprudentielle ; car c'est, en réalité, une nouvelle action qui apparaît qui n'a de commun avec celle qui la précédait que la nécessité à laquelle elle répond.

C'est un arrêt du 15 juin 1892 (1) qui marque le début de cette dernière phase de l'évolution jurisprudentielle.

Un marchand d'engrais a vendu une certaine quantité d'engrais chimiques à un acquéreur quelconque. Ces engrais ont été utilisés sur le domaine d'un tiers : c'est contre ce tiers que le marchand en poursuit le recouvrement, invoquant à l'appui de sa prétention le profit retiré par ce tiers. La Cour de Cassation est pleinement entrée dans cette manière de voir, et a tracé alors les grandes lignes de l'action de *in rem verso*.

« Attendu que cette action (*de in rem verso*) dérivant du principe d'équité qui défend de s'enrichir au détriment d'autrui et n'ayant été réglementé par aucun

(1) Cass. 15 juin 1892, D. 92, 1.596, S. 93, 1.281.

texte de nos lois, son exercice n'est soumis à aucune condition déterminée.

« Qu'il suffît, pour la rendre recevable, que le demandeur allègue et offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait, par un sacrifice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit. »

Cet arrêt semble avoir définitivement fixé la jurisprudence ; et les décisions postérieures ne feront qu'accentuer quelques traits de ce dessein déjà bien précis.

C'est ainsi qu'un arrêt du 31 Juillet 1895 (1) va nous dire quelles conditions doit remplir l'avantage procuré, va définir, en un mot, l'enrichissement.

Une société verse une somme quelconque au concessionnaire d'un chemin de fer d'intérêt local.

Prétextant que la ville avait, du fait de l'exploitation de ce chemin de fer, retiré un avantage certain : extension du commerce, facilité des communications, etc., la Société poursuit contre la Commune le recouvrement de sa créance.

La Cour d'Aix avait donné gain de cause à la Société demanderesse. Son arrêt fut cassé par la Cour de Cassation qui décide :

« Que si l'action de *in rem verso* est ouverte, en certains cas, contre la personne qui s'est enrichie aux dépens d'autrui, c'est à la condition que cette personne ait reçu une valeur qui soit entrée dans son patrimoine ».

« Que, dans l'espèce, le chemin de fer construit avec

(1) Cass. 31 juillet 1895, D. 95, 1.391, S. 96, 1.397.

les fonds fournis par la Compagnie Michel (société demanderesse) appartient au concessionnaire et non à la ville d'Arles et qu'il n'échet d'examiner si la ville tire de l'existence de ce chemin de fer un avantage indirect ».

Ce ne sera donc pas tout avantage, tout enrichissement qui ouvrira, au profit de celui dont il émane l'action de *in rem verso* ; il faut que ce soit un avantage direct, provenant du fait même du demandeur, dépendant de son activité auquel l'attache un lien étroit de causalité ; il faudra, en outre, que cet enrichissement puisse s'analyser en l'entrée d'une valeur nouvelle dans le patrimoine du défendeur.

Un arrêt du 18 octobre 1898 (1) vient encore préciser un point :

Un ouvrier agricole n'a pas été payé par le fermier qui l'a employé. Il intente l'action de *in rem verso* contre le propriétaire qui a recueilli une part de la récolte, récolte sur laquelle, lui, ouvrier, il est privilégié — et que, prétend-il, ainsi il a enrichi par son travail.

Eh ! bien son action a été rejetée, et avec raison croyons-nous.

Sans doute, par son travail, il a contribué à l'enrichissement du propriétaire ; mais là encore, le lien de causalité est des plus lointains.

De plus, la véritable cause de l'enrichissement, c'est le bail passé entre le propriétaire et le fermier.

« Attendu, dit la Cour, qu'on ne peut considérer le

(1) Cass. 18 octobre 1898, D. 105, S. 98, 1.392.

propriétaire qui a perçu le prix du fermage ou sa part de la récolte, conformément aux stipulations du bail, comme s'étant, sans cause légitime, enrichi au détriment de l'ouvrier. »

L'action de *in rem verso* ne pourra donc servir à poursuivre le recouvrement de tout enrichissement procuré.

Il faut, avant tout, pour qu'elle puisse s'ouvrir, que toute cause juridique fasse défaut à l'enrichissement. C'est d'ailleurs évident, par définition, mais il est bon de le noter, car on pourrait être tenté de faire de l'action de *in rem verso* une extension abusive.

La Cour de cassation a — tout en la rejetant pour des raisons d'espèce, comme dans les deux cas précédents — affirmé nettement les principes de l'action de *in rem verso*, dans un arrêt du 26 janvier 1903 (1) et un autre du 18 octobre 1904 (2).

Dans le premier, elle refuse l'action, précisément parce que l'enrichissement nécessaire fait défaut; dans le second, elle confirme un arrêt de la Cour de Bordeaux, qui basait son rejet de l'action de *in rem verso* sur ce fait « que l'obscurité des combinaisons ne permettait pas au juge d'estimer la mesure dans laquelle les dépenses avaient profité aux tiers. »

Le principe reste donc hors de doute; seules des considérations de fait empêchent le succès de l'action.

Cette jurisprudence s'est d'ailleurs répandue sans difficulté ni opposition de la part des Cours d'appel et des Tribunaux.

(1) Cassation, 26 janvier 1903, D. 1904, 1. 391.

(2) Cassation, 18 octobre 1904, D. 1905, 1. 119.

Il faut cependant signaler, comme jetant une note discordante dans l'unanimité de la jurisprudence, un arrêt de la Cour de Douai du 9 avril 1900 (1), où nous relevons ces « attendus » malheureux.

« Attendu qu'aucun contrat ou quasi-contrat, aucune relation directe susceptible de produire un lien de droit n'ayant existé, entre Charles Crèvecœur et le prêteur hypothécaire, c'est à tort que les premiers juges ont décidé que celui-ci était recevable à réclamer au mineur les sommes dont il aurait profité.

« Que, pour qu'il y ait lieu à l'action de *in rem verso*, il ne suffit pas qu'une partie ait recueilli un avantage prenant sa source dans l'agissement d'autrui. il faut qu'un lien de droit se soit établi entre les deux personnes, dont l'une prétend agir contre l'autre. »

Or, précisément la Cour suprême venait de décréter que ce lien de droit naissait du fait même de l'enrichissement recueilli ! C'était un retour à la jurisprudence de 1850 !

Heureusement, l'arrêt de la Cour de Douai est l'unique décision de ce genre que nous ayons à relever.

Il semble qu'au contraire, les Cours d'appel et les Tribunaux ont adopté, avec enthousiasme, cette nouvelle jurisprudence.

Certaines Cours d'appel viennent encore tracer plus nettement la physionomie de l'action de *in rem verso*, en accuser certains détails laissés un peu dans l'ombre.

(1) Douai, 9 avril 1900, D. 1901, 2. 1.

C'est ainsi que nous pouvons noter deux décisions spécialement intéressantes au point de vue de la détermination de la mesure dans laquelle l'action doit être donnée.

Il nous suffira de relever cet attendu de la Cour de Bordeaux, en date du 7 août 1900, qui nous semble résumer en quelque sorte les principes de l'action de *in rem verso* (1).

« Attendu que celui qui intente l'action de *in rem verso* a la charge de prouver l'avantage réel qu'il a directement procuré par son fait personnel à l'adversaire contre lequel il agit, mais que son droit, ainsi établi en principe, ne peut jamais s'exercer que dans la seule mesure de l'enrichissement, sans qu'il y ait à tenir compte du chiffre des dépenses. »

Voilà donc un premier point fixé; l'action ne saurait être supérieure à l'enrichissement. Mais à quel moment faudra-t-il se placer pour calculer cet enrichissement? Au moment où il a été créé, ou au moment où l'action de *in rem verso* est exercée?

C'est à cette question que répond la Cour de Lyon dans un arrêt du 11 janvier 1906 (2).

« Que cette action a pour base le grand principe d'équité que « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui ». Que, par conséquent, celui qui l'intente doit prouver que le fait préjudiciable dont il se plaint a enrichi celui contre lequel elle est dirigée et que c'est dans la mesure de cet enrichissement et du préjudice

(1) Bordeaux, 7 août 1900, Dalloz, 1902, 2. 375.

(2) Lyon, 11 janvier 1906, D. 1906, 2. 132.

que lui-même supporte. qu'il peut exercer utilement cette action;

« Qu'enfin, pour apprécier s'il y a enrichissement pour le défendeur et à quelle somme s'élève cet enrichissement, il faut se placer non pas au jour où se sont produits les faits qui ont donné lieu au litige, mais au jour où l'action a été intentée. »

L'enrichissement devra donc être calculé au jour de l'ouverture de l'action.

Nous voilà en mesure d'établir une formule de l'action de *in rem verso*.

Auparavant, une observation s'impose qui nous est suggérée par l'arrêt de la Cour de Lyon.

Il semble qu'il consacre une certaine confusion entre l'article 1382 et l'enrichissement sans cause et qu'il voie le fondement de l'action, autant dans le préjudice subi que dans l'enrichissement procuré. C'est qu'en somme, tout enrichissement créé aura pour contrepartie un préjudice, si minime soit-il. Ce sera, au moins, une dépense d'activité en pure perte, l'évanouissement d'un gain espéré. Mais le terme de préjudice nous paraît néanmoins dépasser l'idée qui domine en jurisprudence à ce sujet. Le mot de sacrifice nous semble plus exact; il est d'ailleurs plus souvent employé dans les décisions jurisprudentielles.

Quoi qu'il en soit — et ce fait que la mesure de l'action est égale à l'enrichissement procuré le démontre bien — dans l'esprit de la jurisprudence, la source de l'action, c'est bien l'enrichissement créé.

Ceci dit, nous pouvons facilement dégager, des dif-

férentes décisions citées, une formule générale de l'action de *in rem verso*.

« Quiconque aura, par un fait personnel procuré un enrichissement à autrui pourra en poursuivre le recouvrement par l'action de *in rem verso*, à condition qu'il y ait, entre ce fait et l'enrichissement, un lien direct de causalité, et ceci dans la mesure de l'enrichissement calculé au jour où l'action est exercée. »

Telle est l'action de *in rem verso* ; telle est aussi, — exception faite pour le calcul de l'enrichissement au sujet duquel nous n'avons trouvé dans le Code aucun élément — dans ses lignes générales, l'action qui sanctionne les différents cas d'enrichissement sans cause prévus par le Code.

La jurisprudence a fini, semble-t-il, par où elle aurait dû commencer, c'est-à-dire par créer une action analogue à celle dont la loi lui fournissait des exemples nombreux.

Mais, cette fois-ci, elle semble bien définitivement établie. Elle a pénétré tous les échelons de l'échelle judiciaire.

Nous pouvons citer un jugement récent du Tribunal civil de Lyon en date du 23 juillet 1908, que nous avons pu nous procurer grâce à l'obligeance de l'un des avocats qui plaidaient dans l'instance.

Le seul attendu dont nous donnerons copie montrera combien l'action de *in rem verso* est entrée, pour ainsi dire, dans les mœurs judiciaires.

« Attendu que si Bertrand n'a en principe contre les époux Cettier aucune action dérivée d'un contrat, il

pourrait néanmoins exercer contre eux l'action de *in rem verso* basée sur le principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui, à la condition de prouver qu'ils ont profité des travaux. »

Citons encore cette décision du Tribunal de commerce de Marseille (1) portant sur une espèce qui semble quelque peu étrangère à notre problème : Un commissionnaire se charge du transport des colis, et il est stipulé qu'en cas de perte d'un colis quelconque, il ne saurait être astreint au paiement d'une indemnité supérieure à la somme de 20 francs. Ayant égaré un objet d'une valeur bien supérieure, il est en butte aux poursuites de son client, et voici en quels termes il est statué :

« Que s'il suffisait au commissionnaire de dire, pour se libérer, que l'objet est perdu, on en arriverait contre tout droit... à l'enrichir sans raison au détriment des tiers, en lui laissant, le cas échéant, la faculté de s'approprier, en bénéfice de la clause en question, tout ce qu'il aurait pu ou pourrait recevoir sur ses réclamations, en échange des colis égarés, soit du chemin de fer, soit de tous autres qu'ils se seraient substitués. »

On ne saurait trop admirer l'ingéniosité des juges qui solutionnent un procès en responsabilité, se buttant à l'existence d'une clause spéciale, au moyen des principes de l'action de *in rem verso*.

(1) Trib. Comm., Marseille, 22 oct. 1908.

Gazette Judiciaire et commerciale de Lyon, 27 janvier 1909.

Celle-ci a, donc pris son essor définitif : nous la voyons maintenant solutionner des questions qui, sans elle, n'auraient pu être pour les magistrats que de redoutables énigmes.

Nous pouvons, par exemple, signaler l'application intéressante qui a été faite de l'action de *in rem verso*, dans certaines espèces relatives à l'assurance sur la vie, et qui ne peut que se généraliser. On sait que l'un des modes les plus fréquemment employés de transfert des polices d'assurance sur la vie est l'endossement.

Un tiers endosse une police et il fournit au bénéficiaire une valeur quelconque. Mais dans la formule de l'endos on a oublié une indication nécessaire quelconque, par exemple celle, précisément, de la valeur fournie. L'endos étant irrégulier n'opère pas le transfert de la police, et l'endossataire ne peut plus être considéré que comme le mandataire du bénéficiaire de l'assurance, à l'effet de toucher le capital assuré, qui, en fin de compte, lui échappera. Quelle va être la ressource de l'endossataire quand on lui dira : « Rendez moi compte des sommes que vous avez touchées en mon nom ? Donnez-les moi ? »

A cette prétention, l'endossataire répondra par une action de *in rem verso* ; il poursuivra le paiement de la valeur fournie dont le bénéficiaire s'est enrichi à ses dépens. Cette solution n'a d'ailleurs pas encore pénétré dans la jurisprudence.

Certaines décisions, en effet, déclarent l'endossataire véritablement propriétaire parce qu'il a fait la preuve qu'il avait fourni une valeur.

Nous faisons ici allusion à un arrêt de la Cour de Paris du 20 février 1894 (1).

Mais l'annotateur a bien soin de nous avertir que cette solution est absolument antijuridique car, en aucun cas, l'endossement irrégulier ne saurait opérer le transfert de la propriété de la police.

« Et (2), dit-il, quant au cas où la réclamation de l'endosseur ou de ses héritiers porte sur le capital déjà payé par la Compagnie, assurément le porteur est alors tenu, comme mandataire, de rendre compte des sommes par lui touchées; mais à l'action mandatée il opposera, par compensation, une action en répétition de la valeur formée, laquelle ne saurait rester sans cause aux mains de l'endosseur ».

« Ce droit du porteur n'est, dit M. Pardessus, fondé que sur la seule équité qui ne permet à personne de s'enrichir aux dépens d'autrui » (3).

C'est également cette solution qu'il faudrait adopter, et qui a été adoptée, dans le cas où un endossataire, à titre de garantie, par exemple, a payé les primes d'assurance; certes, ce fait ne saurait le constituer propriétaire de la police, mais, par l'action de *in rem verso*, il poursuivra le recouvrement de l'enrichissement qu'il a ainsi procuré au bénéficiaire. C'est ce qu'a

(1) D. 95, 2401.

(2) DUPUICH : en note de l'arrêt précité.

(3) Voir également au Dalloz 1904. 2469 : arrêts C. Montpellier, 7 mai 1900 ; et C. de Lyon, 2 avril 1901, et annotation de M. Dupuich.

Voir aussi : *Traité pratique de l'assurance sur la vie* de M. Dupuich, n° 143.

décidé notamment le Tribunal civil de la Seine dans un jugement du 14 janvier 1893 (1).

La loi récente sur la liberté d'association et la liquidation des Congrégations qui a suivie ont fait naître certaines espèces jusqu'alors inconnues et à qui les Tribunaux ont pu donner une solution équitable en faisant intervenir les principes de l'enrichissement sans cause.

Voici, notamment une décision du Tribunal civil de Marseille, en date du 4 juin 1908 (2).

Deux immeubles ayant été compris dans la liquidation d'une congrégation dont la maison-mère se trouvait à Marseille, une personne s'en prétendant propriétaire avait échoué dans l'instance en revendication.

Cependant elle put établir qu'elle avait contribué de ses deniers à l'achat de ces immeubles, et qu'elle avait ainsi enrichi la Congrégation.

Le Tribunal de Marseille l'admit donc, à la liquidation, pour la somme de 50.644 francs montant des dépenses par elle faites, pour l'achat de ces immeubles. Et la décision reproduit le motif de l'arrêt de cassation du 12 juin 1892.

« Attendu que pour justifier l'action de *in rem verso*, il faut et il suffit d'établir l'existence d'un avantage procuré par un fait personnel à celui contre lequel on agit. »

Pourquoi faut-il que dans cette même décision, le

(1) *Journal des Assurances*, 1893, p. 216.

(2) *Moniteur Judiciaire de Lyon*, 11 janvier 1909.

juge déclare que le fondement de l'action de *in rem verso* réside dans l'article 1375? Nous le signalons pour nous en étonner et le déplorer.

A propos d'une loi encore plus récente, celle prononçant la séparation des Eglises et de l'Etat, se sont produits, sur tous les points du pays, des cas intéressants à mentionner, car ils rentrent tout à fait dans notre sujet.

Les communes étaient mises dans l'obligation, par la loi du 2 janvier 1907 de retirer aux desservants des cultes l'usage gratuit du presbytère qu'ils avaient sous la législation antérieure, et de ne leur permettre désormais d'occuper cet édifice qu'en vertu d'un bail régulier et à titre onéreux.

Beaucoup de conseils municipaux laissèrent le desservant continuer à jouir gratuitement du presbytère. Des contribuables inscrits au rôle de la commune jugeant cet état de fait préjudiciable, résolurent d'exercer, conformément à l'article 123 de la loi du 5 avril 1884, l'action qui, leur semblait-il, appartenait à la commune contre l'occupant du presbytère.

Mais quelle était cette action?

Le Tribunal de Besançon nous le dit (1).

« Attendu qu'en l'espèce, l'occupation du presbytère par l'abbé Millot, du 13^e décembre 1906 au 12 septembre 1907 a certainement fait naître, au profit de la commune, à l'encontre dudit Millot, un

(1) Tribunal civil de Besançon, 16 juillet 1905. *Gazette du Palais*, 42, 43, 44 août 1908. Voir également, même numéro, un jugement analogue du Tribunal de Paix de Vesoul du 28 décembre 1907.

droit à une indemnité basée sur le principe de *in rem verso*. »

L'action que la commune aurait dû mettre en mouvement, c'est l'action de *in rem verso*; cette solution nous paraît juridique et nous ne pouvons que l'approuver, car il est évident que de l'occupation gratuite du presbytère, le desservant retirait un avantage certain sans cause légitime, aux dépens de la commune.

Dans le domaine du Droit public, l'application de l'action de *in rem verso* peut encore trouver d'autres applications fécondes.

Un contrat est passé, pour le compte d'une personne administrative, par des représentants sans qualités ni pouvoirs.

Elle n'est pas tenue contractuellement; le sera-t-elle en vertu de l'enrichissement qu'elle retire de l'opération? Longtemps — comme en droit privé, — on appliqua à ces espèces, les principes de la gestion d'affaires.

Mais, après l'arrêt du 15 juin 1892, il n'en peut plus être question. Aussi, sont-ce désormais les principes de l'action de *in rem verso* que l'on appliquera. Nous trouvons, en ce sens, un arrêt de la Cour de Nancy du 29 avril 1893 (1) c'est-à-dire sitôt après l'inauguration par la Cour de Cassation de sa jurisprudence nouvelle.

Une bienfaitrice fait agrandir une école communale alors tenue par des religieuses dont la congrégation

(1) 29 avril 1893., S. 95, 2, 209.

accepte la libéralité. Peu après, l'école ayant été laïcisée, la bienfaitrice poursuit la révocation de sa donation pour inexécution des charges contre la commune.

La commune ne pouvait être tenue du chef de la donation. La libéralité ayant été acceptée par la congrégation enseignante, c'est-à-dire par une personne n'ayant pas qualité pour la représenter. Néanmoins la commune retirait de l'opération un profit évident; c'est sur quoi le Tribunal, puis la Cour, ont basé leur décision :

« Attendu que, si la commune ne doit rien de ce chef à la dame Hasslauer, elle ne saurait cependant s'enrichir à son détriment, ce qui arriverait si les dépenses qu'elle a connues et n'a pas empêchées ont procuré une plus-value aux immeubles qui en ont été l'objet. »

Ce sont, on le voit, les principes de l'action de *in rem verso* que l'on a appliqués.

L'action de *in rem verso* va donc désormais rayonner dans tous les champs du domaine juridique.

Bien plus, — et c'est un phénomène curieux à noter, — cette action, qui ne doit son existence qu'à certains textes du Code qui ont aidé à sa création, qui l'ont permise, va finir par englober ces textes dans son champ d'application.

Les différents cas d'enrichissement sans cause prévus par le Code seront sanctionnés par l'action jurisprudentielle.

Il nous suffira de citer, tout d'abord, un arrêt de la Cour de Paris du 30 décembre 1896 (1) :

(1) D. 97. 2. 310.

« Considérant que la femme peut, indépendamment de l'autorisation de son mari, ou de justice, se trouver valablement engagée quand il s'agit d'un engagement qui prend sa source dans un délit, quasi-délit ou la *versio in rem*;

« Qu'il est constant que ces fournitures lui ont profité personnellement.

« Qu'elle doit donc être condamnée à en payer le prix jusqu'à concurrence du profit qu'elle en a tiré. »

De l'article 1312 il n'est même pas question.

Bien caractéristique encore cet arrêt de la Cour de Cassation du 26 avril 1900 (1) :

« Attendu que la règle posée par l'article 217 du Code Civil concernant la nullité des engagements pris par la femme mariée sans l'autorisation de son mari reçoit exception, aux termes de l'article 1312 du même Code, lorsque les sommes versées à la femme ont tourné à son profit; que, dans ce cas, naît, au profit du prêteur une créance fondée sur le principe d'équité que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui et dont le recouvrement peut être poursuivi par l'action de *in rem verso*. »

L'article 1312 n'est plus, maintenant, qu'un cas particulier de l'action de *in rem verso*.

Il n'y a donc plus à faire distinction entre les cas d'enrichissement sans cause prévus par le Code et les autres.

Grâce à la jurisprudence, nous nous trouvons en présence d'une seule question à résoudre, celle de

(1) D. 1900. 1.455.

l'enrichissement sans cause. Et comme la jurisprudence a fini par adopter, dans ses décisions, un point de vue exactement analogue à celui du Code, nous pouvons englober en une seule formule les éléments que nous avons puisés dans l'étude du Code et dans celle de la Jurisprudence.

« En vertu du principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, l'enrichissement sans cause fera toujours naître une obligation, à la charge de celui qui le recueille, au profit de celui qui l'a procuré par son fait personnel ; à condition qu'il existe un lien direct de causalité entre ce fait personnel et l'enrichissement. »

« L'action qui sanctionne cette obligation est l'action de in rem verso et elle est donnée, dans la mesure de l'enrichissement, au jour où l'action est mise en mouvement. »

Hélas ! nous ne sommes guère plus avancés qu'après notre étude sur l'enrichissement sans cause dans le Code. Nous voyons, simplement, que la jurisprudence a considérablement étendu le champ d'action du principe d'équité, que *« nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui »*.

Mais, sur le fondement même du principe, la Jurisprudence n'apporte aucune lumière nouvelle.

Le fondement de ce principe, nous le connaissons lorsque nous aurons expliqué comment l'enrichissement peut devenir source d'obligation ?

Quand nous saurons comment il se peut faire que l'enrichi soit tenu de l'enrichissement envers l'enrichisseur, que cet enrichisseur puisse aller chercher le

profit créé partout où il se trouve, nous connaissons la base juridique qui permet et ordonne même l'extension générale de ce principe.

Une fois ce fondement connu, il nous sera facile de délimiter les conditions d'application de ce principe, et la mesure dans laquelle on peut l'appliquer, c'est-à-dire que nous pourrons tracer les lignes principales d'une action destinée à le sanctionner.

Alors nous pourrons voir si la Jurisprudence est arrivée à une solution exacte du problème ; s'il y a lieu de conserver la formule que nous avons établie, ou en quoi il faut la modifier, ou encore, si nous devons en créer une entièrement nouvelle.

CHAPITRE III

L'Enrichissement sans cause dans la Doctrine

Du principe que « nul ne peut s'enrichir au détriment d'autrui », il résulte que l'auteur de l'enrichissement peut répéter cet enrichissement contre quiconque l'a recueilli. C'est, nous l'avons vu, ce fait qu'il s'agit d'expliquer pour trouver le fondement du principe.

On peut, au premier examen du problème, se poser diverses questions : Est-ce l'enrichissement qui est le fait générateur de l'obligation, ou est-ce, au contraire, le préjudice subi par l'enrichisseur, son appauvrissement ? En d'autres termes, l'enrichi est-il débiteur parce qu'il s'est enrichi ? l'enrichisseur est-il créancier parce qu'il s'est appauvri ?

Quelle est, en un mot, la source de l'obligation, le fait de l'enrichisseur ou le fait de l'enrichi ?

Ce n'est, d'ailleurs, pas toujours à ces points de vue que l'on s'est placé pour construire une théorie de l'enrichissement sans cause.

Certains ne sont pas entrés dans l'analyse assez complexe du phénomène, et se sont contentés de rechercher quelle était ou quelle devait être la force juridique du principe que nous avons posé.

Je fais, ici, allusion à la doctrine de MM. Aubry et Rau.

Théorie de MM. Aubry et Rau

Cette théorie, excessivement simple, n'est pas la première en date. La Jurisprudence actuelle n'en est d'ailleurs, que le reflet. Si nous la discutons de suite, c'est qu'elle se place à un point de vue quelque peu différent du nôtre.

MM. Aubry et Rau ne cherchent point quel est le mécanisme de l'enrichissement sans cause : ils ne décomposent pas l'opération. Pour eux, l'action de *in rem verso* a pour unique fondement ce principe : « que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui », principe qui possède intrinsèquement une force juridique suffisante pour fournir une base solide à des décisions judiciaires.

Voici d'ailleurs ce qu'ils écrivent à ce sujet :

« L'action de *in rem verso* dont on ne trouve, au Code civil, que des applications spéciales, doit être admise, d'une manière générale, comme sanction de la règle d'équité qu'il n'est pas permis de s'enrichir aux dépens d'autrui, dans tous les cas où le patrimoine d'une personne se trouvant, sans cause légitime, en-

richi au détriment de celui d'une autre personne, celle-ci ne jouirait, pour obtenir ce qui lui appartient ou ce qui lui est dû d'aucune action naissant d'un contrat, d'un quasi contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit.

L'action de *in rem verso* tend à la restitution de l'objet même dont l'un des patrimoines a été dépouillé au profit de l'autre, lorsque aucun obstacle de fait ou de droit ne s'oppose à cette restitution en nature, et, au cas contraire, à la restitution de la valeur qui en forme la représentation. Pour déterminer le montant de cette valeur, on doit, en principe, et sauf disposition légale contraire, s'attacher, non au moment où l'obligation de restitution a pris naissance, mais à celui de l'introduction de l'action de *in rem verso*, qui, à la différence de l'action *negotiorum gestorum contraria*, n'est, en général, donné que jusqu'à concurrence de ce dont le patrimoine du défendeur se trouve encore enrichi à cette dernière époque.

Du reste, d'après le fondement sur lequel elle repose, l'action de *in rem verso* est indépendante de la capacité ou de l'incapacité de celui contre lequel elle est dirigée » (1).

Si l'on peut reconnaître à cette opinion le mérite d'être des plus simples, le moindre reproche qu'il y ait à lui adresser, c'est de n'être qu'une affirmation, et non la démonstration que nous cherchons.

Certainement nous serons les derniers à contester que l'action de *in rem verso* puise sa source dans le principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'au-

(1) AUBRY et RAU: *Cours de Droit civil*, T. VI, n° 578.

trui. Mais, à ce compte là, quelle ne serait pas la règle juridique qui n'aurait cette origine. L'obligation que le législateur impose à l'acheteur de payer le prix stipulé à la vente, celle qui incombe au débiteur de rembourser l'argent prêté, ont bien aussi pour but d'éviter un enrichissement injuste aux dépens du vendeur, ou du prêteur; néanmoins personne ne songe à ne les considérer que comme de simples conséquences de ce principe d'équité.

Mais, restreignons encore la portée du principe à la question qui nous occupe; admettons qu'il n'existe, qu'on ne l'ait formulé que pour résoudre le problème de l'enrichissement sans cause. Alors même, il ne suffira certainement pas d'en affirmer l'existence; il faudra en rechercher le fondement, en un mot, le démontrer.

L'opinion de MM. Aubry et Rau s'étaye sur une simple pétition de principe, puisqu'elle suppose démontré l'objet même de nos recherches.

Qui ne voit en outre, que cette doctrine est irrévocablement vouée à l'impuissance. Ce n'est pas, en se contentant d'affirmer un principe, qu'on pourra en déduire son champ d'application, ses conditions d'exercice. Il faut pour cela connaître le fondement même du principe. Aussi MM. Aubry et Rau se bornent-ils à dire que l'action de *in rem verso* ne sera donnée qu'à défaut de toute autre action, et seulement dans la mesure de l'enrichissement existant encore au moment où l'instance est introduite.

Mais pourquoi ?

Voilà ce que MM. Aubry et Rau ne nous apprennent

pas et qu'ils ne pourraient expliquer. Nous devons pourtant leur savoir gré d'avoir nettement isolé le problème de l'enrichissement sans cause, de ne pas l'avoir absorbé, comme d'autres l'ont fait, dans quelque matière où il se serait trouvé à l'étroit.

Opinion des Arrêtistes Petiton et Labbé

C'est d'ailleurs à cette dernière considération qu'il faut attribuer le succès de cette doctrine.

Avant de prévaloir en jurisprudence, et de l'emporter définitivement sur la théorie de la gestion d'affaires anormale dont nous avons déjà parlé et sur laquelle nous aurons à revenir, les idées émises par MM. Aubry et Rau avaient rallié les suffrages de deux de nos plus célèbres arrêtistes, MM. Petiton et Labbé, avec, il est vrai, quelques modifications.

C'est à propos de l'arrêt de la Cour de Cassation du 11 juillet 1889 que M. Petiton a dit ce qu'il pensait au sujet de l'action de *in rem verso*.

Après avoir comme nous l'avons fait nous-mêmes, dégagé de certains articles du Code les conditions exigées par la loi pour qu'il puisse y avoir lieu à la répétition de l'enrichissement, M. Petiton écrit : (1)

« Ces citations vérifient d'une façon complète la règle énoncée plus haut, comme étant celle invariablement suivie par le Code civil à savoir : que pour

(1) Cass. 11 juillet 1889, D. 89, 1-394, en note.

qu'il y ait lieu à l'action de *in rem verso*, il ne suffit pas qu'une partie ait recueilli un avantage prenant sa source dans l'agissement d'autrui ; il faut qu'un lien de droit se soit établi entre les deux personnes dont l'une prétend agir contre l'autre ; et un lien de cette nature n'a pu s'établir que si une relation directe de fait a existé, soit entre les deux personnes mêmes soit, au moins, entre l'une de ces personnes et la chose dont l'autre est propriétaire. »

Bref, d'après M. Petiton, le principe que nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui est un principe d'immanente équité, comme pour MM. Aubry et Rau, mais avec cette grande différence, qu'il en restreint singulièrement la portée.

Aux seuls cas qui présenteront une analogie complète avec les cas règlementés au Code civil, ce principe s'appliquera. Car il ne puise pas sa force en lui-même, et serait par lui-même dénué de tout effet. Seules, les consécutions qu'on en trouve dans le Code à propos de certaines hypothèses lui donnent tout son pouvoir,

C'est également la manière de voir de M. Labbé, et c'est également à propos de l'arrêt du 11 juillet 1889, qu'il nous la fait connaître.

En termes très nets et différant sensiblement des nôtres, M. Labbé pose le problème (1)

« La maxime « nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui » est-elle une règle de notre législation ? Est-elle établie par un texte ou résulte-t-elle, par analogie

(1) Cass, 11 juillet 1889, S. 90, 1-97.

d'un texte de nos lois ! Là est le véritable terrain de la discussion ».

Et M. Labbé cherche d'abord si les articles 1241 et 1312 peuvent nous permettre de trouver à la maxime un point d'appui sérieux :

« Non prétend-il, car la seule idée qui a présidé à la rédaction de ces articles, c'est une idée de protection pour l'incapable dont la règle qui le déclare tenu de son enrichissement n'était que le corollaire indispensable.

« Faut-il renoncer à trouver dans la législation française un appui pour cette maxime si belle dans sa formule générale : nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui, maxime dont la formule représente le progrès de l'équité sur le droit strict ; maxime dont la jurisprudence romaine en son dernier état offre plusieurs applications notables que nos juges hésiteraient à repousser ».

Et c'est dans les articles 555 et 2175, l'un relatif aux constructions élevées sur le fonds d'autrui, l'autre aux impenses faites par le tiers détenteur sur l'immeuble hypothéqué, que notre arrêfiste va trouver l'argument d'analogie cherché, et qu'il résume ainsi :

« Il suffit donc, d'après cela, que la dépense faite pour soi tourne à l'avantage d'autrui pour qu'une restitution soit due. ».

Et il conclut :

« Somme toute, l'application d'un principe vague de pure équité, non formulé en termes précis et généraux dans la loi positive, comme celui sur lequel

nous raisonnons : « On ne doit pas s'enrichir sans cause au détriment d'autrui » prête à l'arbitraire, à une appréciation discrétionnaire des circonstances. Ce principe appartient, il est vrai, à notre législateur, parce que notre législateur en a présenté quelques applications. Mais en dehors des hypothèses prévues, le juge est guidé par l'analogie. »

Ainsi modifiée, la théorie de MM. Aubry et Rau nous paraît préférable.

Nous nous trouvons, non plus en face d'un principe de pure équité simplement affirmé, mais en face d'une maxime extraite de la loi, qui a son fondement dans des analogies non équivoques.

La grande supériorité de cette doctrine, c'est que nous pouvons connaître ainsi le champ d'application de la règle et surtout ses conditions d'exercice.

M. Petiton les ramène à deux : « 1^o Enrichissement d'une personne au détriment d'une autre ; 2^o Existence d'un lien de droit, résultant d'une relation directe de fait entre les deux parties, ou entre l'une et la chose de l'autre. »

Malheureusement, et M. Labbé le reconnaît lui-même implicitement, pareille doctrine n'est pas encore parfaite ; elle ne saurait être définitive.

Nous ne pouvons nous contenter d'une opinion qui laisse la porte grande ouverte « à l'arbitraire et à l'appréciation discrétionnaire des circonstances ».

Nous voudrions pouvoir tirer du Code de telles déductions que le juge en soit lié.

Au surplus, l'argument d'analogie ne peut-être qu'un pis-aller. Suivant qu'on l'emploiera, ou que l'on ar-

guera, au contraire que les textes sont restrictifs, on aboutira à des résultats absolument contradictoires, à l'opposé l'un de l'autre.

Et qui nous dit que nous devons baser notre raisonnement sur le premier plutôt que sur le second argument ?

L'analogie peut nous guider, et même très efficacement, dans l'élaboration d'une théorie ; à elle seule, elle ne saurait en constituer le fondement.

Ne la méprisons cependant pas trop ; on ne peut contester son rôle utile dans l'évolution de la Jurisprudence ; non plus que, bien souvent, dans la doctrine. Mais, une fois qu'elle en a guidé les pas, qu'elle a conduit à des résultats appréciables, elle doit s'arrêter là ; et il faut, alors, chercher à asseoir solidement ces résultats en les rattachant à une théorie définitive.

Ce n'est, d'ailleurs, pas autre chose que nous tentons ; car, et peut-être est-il oiseux de le faire remarquer, si nous adoptions les idées émises par ces distingués arrêtistes, nous n'aurions fait, jusqu'à présent, que piétiner sur place ; nous ne serions guère plus avancés qu'en commençant.

Nous aussi, nous avons pu dégager du Code cette maxime « que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui » en même temps que les Conditions imposées par le législateur pour son exercice. Nous avons constaté les applications que, par analogie aux cas prévus par la loi, la Jurisprudence en a faites. Mais ceci ne nous a pas suffi, car ce n'est pas là, la solution du problème. Nous ne l'avons pas posé de la même façon que M. Labbé.

Tandis que, lui, recherche si cette maxime est une règle de notre législation ; nous, nous recherchons quel est son fondement. Nous voulons pouvoir expliquer aussi bien les solutions du Code que celles de la Jurisprudence.

Tandis que MM. Labbé et Petiton se demandent : « Le législateur a-t-il dit que « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui » ? nous, après avoir, au moyen des mêmes arguments, répondu affirmativement à cette première question, nous nous en posons une seconde : « Pourquoi nul ne doit-il s'enrichir sans cause au détriment d'autrui » ? dont nous avons établi une donnée plus exacte :

« Pourquoi l'enrichisseur peut-il répéter l'enrichissement contre quiconque l'a recueilli ? »

Théorie de MM. Demolombe et Laurent

Antérieurement à la doctrine de MM. Aubry et Rau, fleurissait, à l'école et au prétoire, la théorie de la gestion d'affaires anormales.

Son abandon, à peu près complet, constitue déjà, contre elle, une grave présomption d'impuissance. Sa splendeur passée nous fait cependant un devoir de l'examiner.

La jurisprudence, nous l'avons vu, a, un moment, considéré l'enrichissement sans cause comme une dépendance de la gestion d'affaires ; et, ce faisant, elle n'avait pas innové, elle avait simplement suivi les tendances de la doctrine.

Un certain nombre de civilistes, et non des moindres, n'ont, en effet, vu dans l'enrichissement sans cause qu'un cas particulier du quasi-contrat de gestion d'affaires. C'est l'opinion notamment de M. Demolombe et de M. Laurent.

D'après eux, du quasi-contrat de gestion d'affaires, découlent deux sortes d'actions : les actions *negotiorum gestorum directa et contraria* et l'action de *in rem verso*.

Les actions *negotiorum gestorum* sont données

lorsqu'il se présente une espèce réunissant tous les caractères de la gestion d'affaires. Mais si, par hasard, un des éléments de ce quasi-contrat vient à manquer, on devra alors exercer l'action de *in rem verso*.

« A vrai dire, l'action de gestion d'affaires, et l'action de *in rem verso* procèdent de la même cause, d'une immixtion dans les affaires d'autrui; il résulte de cette immixtion un avantage pour celui dont l'affaire est gérée; l'équité exige qu'il tienne compte de ce profit à celui qui le lui a procuré (1). »

Procédant de la même cause : « immixtion dans les affaires d'autrui »; répondant au même besoin d'équité : « que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui », les action *negotiorum gestorum* et de *in rem verso* auront donc les mêmes effets.

Elles sanctionneront des obligations de même étendue ?

Nullement : Tandis que par l'action *negotiorum gestorum directa* le maître est tenu de respecter tous engagements pris en son nom par le gérant (2), de l'indemniser de toutes dépenses utiles faites dans l'intérêt de l'affaire, par l'action de *in rem verso*, il n'est tenu que de restituer son enrichissement.

Comment alors expliquer ces effets différents ?

C'est précisément en voulant tenter cette explication que cette doctrine se ruine.

MM. Demolombe et Laurent se voient contraints

(1) LAURENT : *Principes de Droit civil*, t. XX, n° 333 et suivants.

(2) Art. 1375 C. C.

d'avouer la différence irréductible qui existe entre l'enrichissement sans cause et la gestion d'affaires :

« Ces deux actions, dit M. Demolombe, produisent des effets différents, parce que « l'une équivaut à l'action de mandat », et que l'autre « n'est basée que sur « l'équité (1). »

Et c'est une idée analogue que nous retrouvons chez M. Laurent :

« Il y a toujours un maître et un gérant, donc il y a gestion d'affaires; seulement c'est une gestion qui n'équivaut pas à un mandat (2). »

L'erreur initiale du système, c'est d'avoir voulu adopter comme critérium unique du quasi-contrat de gestion d'affaires le fait de l'immixtion dans les affaires d'autrui. Telle n'est pas la véritable nature de ce quasi-contrat. Certes, la gestion d'affaires implique bien l'immixtion, dans les affaires d'autrui, mais pas seulement cela. Elle implique encore et surtout l'intention de s'immiscer dans les affaires d'autrui, de gérer cette affaire. La gestion d'affaires est un quasi-mandat; son essence même, c'est l'intention de représenter.

Admettre le contraire, ce serait aller contre la tradition, contre toute la doctrine, contre le texte même de l'art. 1372 : « lorsque *volontairement* on gère l'affaire d'autrui. »

M. Demolombe le proclame d'ailleurs, quand il enseigne, au même chapitre, que la gestion d'affaires suppose l'intention « d'être utile à autrui (3) ».

(1) DEMOLOMBE : *Cours de Code Napoléon*, t. XXXI, n° 49.

(2) LAURENT : *Op. cit.*

(3) DEMOLOMBE : *Op. cit.* p. 71.

La caractéristique de l'enrichissement sans cause, c'est précisément tout le contraire. L'enrichisseur a l'intention de gérer sa propre chose ; il n'agit que dans son intérêt. Et ce ne peut être, qu'à la suite du hasard ou d'une erreur de sa part, que son acte profite à autrui. Il s'immisce bien dans l'affaire d'autrui, mais sans le savoir et sans le vouloir. Si, dans l'acte de l'enrichisseur, peut se relever la moindre trace d'une intention de représentation, il n'y a plus, par ce fait même, enrichissement sans cause ; il y a alors gestion d'affaires.

Comme on le voit, pour qu'il puisse y avoir enrichissement sans cause, la condition essentielle c'est qu'il ne puisse pas y avoir gestion d'affaires.

Et, réciproquement, pour qu'il y ait quasi-contrat de gestion d'affaires, il faut qu'on ne puisse pas considérer l'opération sous l'angle de l'enrichissement sans cause.

Il est donc impossible d'assimiler, en quoi que ce soit, la gestion d'affaires et l'enrichissement sans cause.

L'enrichissement sans cause serait une gestion d'affaires involontaire ; or, nous avons vu que la gestion d'affaires ne peut pas être involontaire.

Les auteurs de cette théorie synthétique se sont laissés tromper par les apparences. Ils ont pris pour l'essence de la gestion d'affaires ce qui n'en est qu'un élément : l'immixtion dans l'affaire d'autrui.

Mais, lorsqu'ils ont voulu aller au bout de leur système, il se sont buttés à de grosses difficultés, et ont bien été forcés, pour ne pas reconnaître l'irréductibi-

lité des deux institutions de se contredire eux-mêmes.

Je n'en veux, pour exemple, qu'un paragraphe de M. Demolombe.

Il commence ainsi : « Outre ces deux actions (1) qui résultent du quasi-contrat de gestion d'affaires, il en est une autre dont le rôle y est fort important ; nous voulons parler de l'action de *in rem verso* ».

Et se termine ainsi : « Il n'y a pas gestion d'affaires, mais il peut y avoir lieu à l'action de *in rem verso* » (2).

Il serait cruel d'insister.

D'autre part si l'action de *in rem verso* repose sur l'équité, comme le disent M. Demolombe et M. Laurent, pourquoi en restreignent-ils l'usage aux seuls cas d'enrichissement sans cause où se peut trouver quelque affinité avec la gestion d'affaires ?

Il faut croire, alors, leur besoin d'équité vite satisfait et, par conséquent, pas très intense, car, de ces hypothèses-là, on n'en peut imaginer que fort peu.

Eux-mêmes n'en indiquent que deux : lorsque l'on gère l'affaire d'autrui en croyant gérer sa propre chose, ou lorsqu'on gère la chose d'autrui contre sa volonté.

Mais, lorsque l'on enrichit autrui en gérant sa propre chose, et ces cas peuvent être fréquents, pourquoi n'y aurait-il pas lieu à l'action de *in rem verso* ? Le principe d'équité qui exige que nul ne s'enrichisse aux dépens d'autrui n'est-il pas, dans ces cas, aussi impérieux que dans les autres ?

(1) *Negotiorum gestorum directa et contraria*.

(2) DEMOLOMBE : op. cit., n° 48.

Enfin, pour aller jusqu'aux conséquences extrêmes mais logiques de cette doctrine — si les actions *negotiorum gestorum* et de *in rem verso* ont même source, même cause et répondent au même besoin, entre elles il devra y avoir parallélisme parfait. Nous avons vu qu'il n'en était rien quant aux effets ; mais, de même qu'il existe une action *negotiorum gestorum directa* et une action *negotiorum gestorum contraria*, il devra exister une action de *in rem verso directa* et une action de *in rem verso contraria*.

Supposons donc l'hypothèse de l'action de *in rem verso contraria* : En croyant gérer sa propre chose, un tiers gère l'affaire d'autrui ; et sa gestion involontaire étant maladroite, elle préjudicie au maître de l'affaire, pour employer les expressions de nos auteurs.

S'il existe une action de *in rem verso contraria*, c'est celle-là que va intenter le maître lésé.

Eh bien, cette action ne sera pas autre, ne peut pas être autre que l'action de l'article 1382, par laquelle le pseudo-maître va poursuivre la réparation du dommage qu'il a subi. Ceci nous montre bien encore que ce n'est pas du côté de la gestion d'affaires que nous devons chercher la réponse à notre problème : mais bien du côté de l'article 1382 dont l'action nous paraît être l'*actio contraria* de l'action de *in rem verso*.

Théorie de M. Planiol

C'est bien de ce côté que M. Planiol a cherché le fondement de l'action de *in rem verso*, mais pas dans le sens que nous indiquons.

Pour lui, l'action de *in rem verso* n'est pas, pour ainsi dire l'envers de l'article 1382 ; au contraire, elle a un caractère purement quasi-délictuel et trouve ainsi dans l'article 1382 son fondement immédiat.

Dans son traité de Droit civil, M. Planiol a déjà nettement affirmé son opinion : « Que l'on réfléchisse à une chose : si l'enrichissement obtenu sans cause aux dépens d'autrui doit être restitué, c'est qu'il n'est pas permis de le conserver, et l'on se convaincra que cette action (de *in rem verso*) est bien réellement quasi-délictuelle (1). »

Il y est revenu plus longuement dans un article consacré à la classification des sources d'obligation et publié dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence* (2).

(1) PLANIOL : *Traité élémentaire de Droit civil*, T. II, n° 937.

(2) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1904, page 224 et suivantes.

M. Planiol s'attaque à l'antique classification qui énumère les sources d'obligation ainsi : les contrats, les quasi-contrats, les délits, les quasi-délits et la loi.

Pour lui, il n'existe que deux sources d'obligations : les contrats et la loi. Toute obligation qui n'est pas contractuelle est légale.

« En réalité, il n'y a que deux sources d'obligations ; l'accord de volontés entre le créancier et le débiteur, et la volonté toute puissante de la loi qui impose une obligation à une personne malgré elle et dans l'intérêt d'une autre. »

Toutes les fois, donc, qu'il y a accord de volontés, exprimé ou non, il y a obligation contractuelle.

Sont obligations légales, tout d'abord celles qui, jusqu'à ce jour, ont été considérées comme telles, par exemple : l'obligation alimentaire entre parents et alliés et toutes celles que l'on dénommait quasi-contractuelles, quasi-délictuelles et délictuelles.

Le trait commun de toutes ces obligations légales, c'est que toutes elles sont destinées à éviter ou réparer un préjudice.

Les obligations légales proprement dites ont, pour but unique, d'éviter un préjudice futur. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à citer, par exemple, les devoirs d'éducation, les charges du tuteur, etc.

Quant aux autres, ce ne sont que des obligations légales préexistantes, mais restées inexécutées ou violées et qui sont alors résolues en dommages-intérêts. Ce ne sont que la réparation d'un dommage réalisé.

En ce qui concerne les délits et les quasi-délits, la

chose est assez évidente pour qu'il soit inutile d'insister.

Pour M. Planiol, il en est presque de même pour les quasi-contrats.

Pour s'en convaincre, il suffit, d'après lui, de chercher la source de l'obligation non chez le créancier, comme on le fait d'ordinaire, mais chez l'obligé où elle se trouve, et où seulement elle doit être.

Eh ! bien, en se plaçant à ce point de vue, qui ne voit que tout quasi-contrat, s'analyse en un enrichissement sans cause aux dépens d'autrui, aussi bien la gestion d'affaires que la répétition de l'indu.

Le maître est tenu envers le gérant, l'*accipiens* envers le *solvens* uniquement parce que, en ne remboursant pas les dépenses, en ne restituant pas l'indu, tous deux s'enrichiraient aux dépens d'autrui. Ainsi ce ne sera plus la gestion d'affaires qui absorbera l'enrichissement sans cause ; au contraire, ce sera l'enrichissement sans cause qui englobera la gestion d'affaires.

Et l'obligation qui naîtra de l'enrichissement sans cause, sera une obligation légale ; elle ne sera que la transformation en argent d'une obligation préexistante violée.

Reste à donner la formule de cette obligation préexistante ; rien n'est plus facile : « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. »

Comme M. Planiol définit précisément la faute : « manquement à une obligation préexistante » (1) le

(1) PLANIOL, *Traité de Droit civil*, t. II, n° 863.

caractère délictuel de l'obligation née de l'enrichissement sans cause, le caractère indemnitaire de la créance qui en découle saute aux yeux.

Pourquoi l'enrichi est-il tenu à restitution ?

Parce qu'il s'est enrichi sans cause aux dépens d'autrui.

« Or, un pareil enrichissement est, d'après sa définition même, un fait *illicite*, puisqu'il est injuste » ; « le détenir est un état de fait contraire au droit ».

L'obligation de l'enrichi a donc pour cause un « état de fait contraire au droit, un fait *illicite* », par conséquent une faute.

Elle a une origine quasi-délictuelle.

Nous ne voulons pas entreprendre d'apprécier la doctrine de M. Planiol en ce qui concerne la classification des obligations. Nous n'en considérons que ce qui se rattache à l'enrichissement sans cause.

Son opinion, à ce sujet, peut se résumer en trois propositions :

Tout quasi-contrat peut s'analyser en un enrichissement sans cause.

De l'enrichissement sans cause dérive une obligation naissant de la violation de l'obligation légale pré-existante : nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui.

Cette violation constituant une faute, l'obligation qui naît de l'enrichissement sans cause a donc une origine délictuelle.

Certes, la théorie de M. Planiol est des plus séduisantes ; les déductions en sont brillantes et semblent justes à un examen superficiel. Nous regrettons de ne pouvoir l'adopter.

De même qu'il nous a paru impossible de faire rentrer l'enrichissement sans cause dans la cadre de la gestion d'affaires, il nous paraît impossible que l'enrichissement sans cause absorbe la gestion d'affaires. Et ceci, pour les mêmes raisons.

Sans vouloir contredire M. Planiol, lorsqu'il affirme que la notion classique du quasi-contrat est fausse, nous ne croyons pas qu'il puisse faire disparaître les différences irréductibles qui séparent la gestion d'affaires de l'enrichissement sans cause. Nous les avons déjà fait ressortir plus haut ; il est inutile d'y revenir à nouveau. Au surplus, cette proposition de M. Planiol se condamne par ses conséquences extrêmes, mais fatales.

Il est évident que si le gérant n'avait pas une action, le maître s'enrichirait à ses dépens ; mais, à ce compte-là, où ne pourrait-on voir alors un enrichissement sans cause ?

Reprenons des exemples déjà donnés plus haut :

L'acheteur qui ne paie pas le prix convenu, le débiteur qui ne rembourse pas sa dette s'enrichiraient également aux dépens d'autrui. Verrons-nous là l'origine de leur obligation de solder le prix, d'éteindre la dette ; et, reprenant le fil des déductions de M. Planiol, nous en arriverons à dire que ces obligations de payer et de rendre sont de nature délictuelle.

Est-ce dire que M. Planiol n'a pas osé aller assez loin, ou n'est-ce pas plutôt qu'il est déjà allé trop loin (1) :

(1) Un disciple de M. Planiol est d'ailleurs allé jusque-là : « Comme dit M. Planiol, la formule la plus générale qui puisse être donnée de l'obligation légale est celle-ci : « Ne pas nuire à

L'obligation qui naît de l'enrichissement sans cause est une obligation légale, car elle naît de la violation d'une obligation préexistante violée, dont la formule est que : « Nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. »

A la théorie de M. Planiol, nous avons déjà eu l'occasion d'opposer des arguments qui nous avaient servi à réfuter MM. Demolombe et Laurent.

Il semble que, malgré son originalité, ce système ait condensé tous les vices inhérents aux autres opinions, car, là encore, nous allons lui renouveler un reproche que nous avons déjà fait à MM. Aubry et Rau.

L'opinion de ces derniers reposait sur une pétition de principe ; celle de M. Planiol y aboutit.

L'obligation préexistante violée est que « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. » Eh bien ! c'est précisément de cette obligation-là que nous cherchons le fondement. Pourquoi nul ne doit-il s'enrichir aux dépens d'autrui ? Voilà ce que nous voulons savoir, et voilà ce qu'avec M. Planiol nous devons supposer connu.

Et c'est là que croule définitivement tout le système

autrui sans droit. » Et nous n'hésitons pas à aller plus loin encore que notre maître, en proclamant que les obligations contractuelles sont aussi des obligations légales. » Tel est le langage de M. Goublet dans sa Thèse de doctorat sur : « La notion du quasi-contrat. » M. Goublet est logique ; pourquoi ne l'a-t-il pas été jusqu'au bout et a-t-il reculé devant le mot de « délictuel » lorsqu'il proclame implicitement le fondement délictuel de toutes les obligations.

M. GOUBLET : *La notion du quasi-contrat* (Girard et Brière, éditeurs, Paris).

laborieusement construit. Comment, alors, affirmer que le fait de cette violation a un caractère illicite, contraire au droit, lésif; qu'elle constitue une faute, si nous ignorons le fondement de ce principe? Si nous ne savons pas jusqu'à quel point il est justifié? si, en un mot, son existence n'est qu'affirmée, mais pas démontrée?

Au surplus, si l'action de *in rem verso* et l'action délictuelle ont même fondement, leur physionomie devra être identique.

En matière de délits, nous trouvons un auteur responsable condamné à payer à la victime le préjudice qu'elle a subi.

Ici, l'auteur responsable, c'est l'enrichi; la victime, c'est l'enrichisseur; le préjudice, ce sera l'appauvrissement subi.

L'enrichi sera donc condamné à payer à sa victime volontaire le montant de l'appauvrissement qu'elle a éprouvé. Nous savons qu'il n'en est rien; nous nous révolterions même, s'il en était ainsi. Car l'appauvrissement peut être bien plus élevé que l'enrichissement. L'enrichi qui, au fond, n'y est pour rien, serait donc condamné à payer une somme beaucoup plus forte que le profit qu'il a pu retirer; il deviendra donc, en définitive, la victime, lui qui n'a pas demandé à bénéficier de l'erreur d'un autre, qui en a profité malgré lui, en quelque sorte contraint et forcé.

Qui ne voit ce que pareille solution aurait de monstrueux, et à quelle iniquité conduirait l'équité ainsi comprise!

Tel est pourtant le résultat inéluctable de la théorie

de M. Planiol. Il suffirait à la condamner, si ce n'était déjà chose accomplie.

M. Planiol a cédé à son amour de l'unité; il s'est laissé entraîner trop loin.

Certes, nous ne saurions trop applaudir à l'idée qu'a eue M. Planiol de rattacher la théorie de l'enrichissement sans cause à celle de la responsabilité; mais nous regretterons qu'il ait montré une méfiance excessive envers les idées nouvelles qui se faisaient jour dans la doctrine.

En effet, si M. Planiol s'est trouvé impuissant à résoudre le problème de l'enrichissement sans cause, c'est parce qu'il est resté le partisan irréductible de l'antique idée de la faute aquilienne qui, pour lui, est demeurée l'unique fondement et le seul possible de toute théorie de la Responsabilité.

C'est parce qu'il n'a pas voulu répudier sa vieille notion de responsabilité subjective, parce qu'il s'est montré l'adversaire farouche de la nouvelle école qui donnait à cette responsabilité un fondement objectif; c'est pour cela que M. Planiol a été acculé à tenter une généralisation combien plus hardie que les doctrines combattues, et aussi combien plus stérile.

Théorie nouvelle de la Responsabilité

Quelle est donc cette notion nouvelle de la responsabilité qui doit nous donner la clé du problème ?

Pour M. Planiol, ainsi qu'on peut en juger par la théorie que nous venons d'étudier, faute et responsabilité ne vont pas l'une sans l'autre ; partout où il y a faute, il y a responsabilité ; et, sans faute, pas de responsabilité. A l'appui de son opinion, qui a été longtemps celle de toute la doctrine, M. Planiol invoque tout d'abord, la tradition. Mais la tradition ne saurait être un argument définitif ; si l'on s'en était toujours référé à elle, on voit mal comment un progrès quelconque aurait pu s'accomplir.

Mais où M. Planiol trouve un point d'appui plus solide, c'est dans le Code.

Le titre lui-même du chapitre : « Des délits et quasi-délits » n'indique-t-il pas suffisamment que les diverses responsabilités qui vont être établies puisent leur origine dans la notion de faute ?

Puis vient l'art. 1382 qui proclame le grand principe d'où vont découler les textes suivants et qui, lui, contient en toutes lettres, le mot « faute ».

Présomption de faute dans l'article 1384, et également dans l'article 1385. Seul l'article 1386 étranger à toute idée de faute figure l'exception qui confirme la règle (1).

Il semble que ce soit spécialement cette argumentation que M. Josserand s'est attaché à combattre dans son livre : *De la Responsabilité du fait des choses inanimées* (2).

Et d'abord, puisque M. Planiol est forcé de reconnaître qu'un texte l'article 1386 figurant sous la rubrique « Des Délits et quasi-délits » est étranger à toute notion de faute, il n'est pas impossible d'admettre qu'il s'y trouve d'autres textes également étrangers à cette notion.

Et ceci, M. Josserand l'établit, en démontrant trois propositions au sujet de la responsabilité qui incombe au propriétaire du fait des choses qui lui appartiennent :

1° Le demandeur en indemnité n'a pas à prouver la faute de son adversaire ;

2° Le propriétaire ne peut échapper à la responsabilité du dommage en prouvant qu'il n'a commis aucune faute, aucune négligence.

3° La responsabilité qui pèse sur le propriétaire est étrangère à toute notion de faute; elle découle directement de la loi.

Nous ne voulons pas entrer dans le détail de la

(1) PLANIOL : *Traité élémentaire de Droit civil*, T. II.

(2) L. JOSSERAND : *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, pages 74 à 117.

savante argumentation de M. Josserand : ce serait trop nous écarter de notre sujet, nous nous contenterons d'y renvoyer.

Nous ne pouvons, cependant, résister au plaisir de citer un argument qui nous paraît décisif, au sujet de la responsabilité qui, aux termes de l'article 1384, 3°, pèse sur les maîtres et commettants. Il est déjà bien difficile d'admettre l'existence de cette « faute théorique » qui consisterait dans le fait de mal placer sa confiance ; car, en s'entourant de tous renseignements nécessaires, en prenant toutes précautions utiles, on peut choisir un préposé qui, à un moment donné, « sortira du domaine des actes licites et commettra une faute délictuelle ». Mais il y a mieux.

Et, M. Josserand cite le cas où le préposé aura été imposé au commettant : « Il en est ainsi des communes, des établissements publics dont les préposés sont parfois nommés par l'autorité supérieure. »

Il faut bien admettre que leur responsabilité, qui est engagée, n'aura pas une faute pour origine.

La responsabilité peut bien découler de la faute, mais pas toujours. D'où la nécessité d'en élaborer une théorie assez compréhensive pour embrasser, tout à la fois, la responsabilité délictuelle et la responsabilité qu'on est bien forcé de reconnaître non-délictuelle.

D'autre part, la théorie de la faute oblige le juge à des recherches subjectives, pour déterminer, en quelque sorte, la culpabilité ou le degré de culpabilité de l'auteur du fait dommageable. C'est, nous semble-t-il, une intrusion injustifiée de la morale dans le droit civil.

Ce qu'il faut souhaiter, c'est que le juge n'ait à se placer qu'en face des faits ; qu'il puisse rendre sa sentence en se basant uniquement sur les éléments objectifs de la cause.

Quelle sera la théorie qui répondra à ces divers besoins juridiques et sociaux ? C'est la théorie du risque créé, la théorie de la responsabilité du fait.

Nous ne nous étendrons pas outre mesure (1) sur

(1) Nous regrettons de ne pouvoir également parler longuement de l'originale opinion de M. Emmanuel Lévy sur la responsabilité. « Les autres sont responsables envers nous dans la mesure où nous avons besoin d'avoir confiance en eux pour agir ; dans la mesure où, pour agir, nous avons besoin d'avoir confiance en nous-mêmes, nous ne sommes pas responsables envers autrui. Le rapport d'où naît la responsabilité est un rapport de confiance nécessaire ; l'obligation qui la crée est une obligation qui crée la confiance ; et lorsque cette obligation est inexécutée, lorsqu'il y a confiance légitime trompée, il y a faute ; alors parce qu'il y a faute, il y a atteinte au droit d'autrui, il y a acte accompli sans droit. » Ainsi s'exprime M. Lévy dans un article publié sous le titre : « Responsabilité et Contrat » par la *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, en 1899. Pour lui, donc, la faute est bien toujours, à la base de la responsabilité mais ce qu'il apporte de nouveau, c'est, précisément, une définition de la faute. A cette théorie, nous reprocherons d'être encore plus subjective que la notion traditionnelle ; quoi, en effet, de plus intime et variant plus avec chaque personne que le sentiment de confiance ? Faudra-t-il, alors, faire une moyenne entre les divers degrés de confiance que plusieurs personnes peuvent avoir devant tel ou tel acte de nature à engager la responsabilité de son auteur ? créer, en quelque sorte, une « victime type » selon l'expression de M. Teisseire. Nous croyons pareille entreprise impossible, et pourtant, elle seule permettrait l'utilisation pratique, — but qu'il ne faut point perdre de vue, — de la Théorie de M. Lévy.

cette doctrine dont les principaux promoteurs sont MM. Josserand (1) et Saleilles (2).

Les art. 1384, 1385 et 1386 du Code civil, l'art. 262 du Code de commerce lui donnent un fondement solide ; la loi du 8 juin 1895 sur la révision des procès criminels et surtout la loi du 23 avril 1898 sur les accidents du travail lui apportent presque une consécration législative. La quasi-unanimité des auteurs s'y rallient ; elle s'infiltré peu à peu dans la Jurisprudence. Nous pouvons donc, semble-t-il, la choisir, sans crainte, comme point d'appui d'une autre théorie.

M. Teisseire a, dans un livre bien documenté (3), condensé les tendances nouvelles en les coordonnant entre elles. C'est, chez lui, que nous puiserons les éléments qui nous permettront de présenter un résumé très succinct de cette théorie du risque créé.

Chaque action humaine comporte des risques ; quiconque en accomplit une a, par avance, consciemment ou inconsciemment envisagé ses risques : risques pour lui, risques pour autrui, et les a, pour ainsi dire, acceptés. Le propriétaire accepte également les risques de sa chose qui est, en quelque sorte, son prolongement.

Le risque pour autrui se traduit en fait lorsqu'il se

(1) *De la responsabilité du fait des choses inanimées*. (Paris 1897).

(2) *Les accidents du travail et la responsabilité civile* (Paris 1897).

(3) *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité* (Paris 1901).

réalise, par un dommage. A qui doit incomber la responsabilité, et, par conséquent, la réparation de ce dommage? A son auteur, évidemment: à celui qui, en accomplissant l'action, a créé le risque, le dommage.

Il faudra donc « rechercher, en présence d'un dommage, à quelle activité, à quel fait on peut le rattacher, et quelle influence ce fait a exercée sur son arrivée. « Analyse des activités et recherche des causes, voilà, en somme, à quoi se réduit le problème de la responsabilité. »

Quelle a été la cause de ce dommage? C'est tel fait. D'où provient ce fait? De telle activité.

Voilà tout le problème de la responsabilité, dans son exposé schématique.

Il est bien évident que, dans la pratique, il ne se posera que rarement d'une façon aussi peu complexe. Il n'y a pas qu'une activité en mouvement; il y a toujours au moins deux activités en présence: celle de l'auteur et celle de la victime. Il faudra apprécier dans quelle mesure chaque activité est cause du dommage, car la victime y peut être pour quelque chose.

Que le dommage provienne du fait d'un préposé, le problème se complique. Celui-ci peut avoir dépassé les limites de l'activité qui lui avait été transmise, si j'ose l'expression. Vis-à-vis de la victime, c'est toujours le commettant, déclancheur de l'activité, qui sera responsable; mais, du commettant au préposé, n'y aura-t-il pas compte à faire, en quelque sorte?

Analysons les activités; recherchons les causes; et

(1) TEISSEIRE: op. cit.

nous concluons : que « chacun est responsable du dommage qu'il cause dans la mesure où il le cause. »

En un mot : A chacun les conséquences de son fait.

Théorie de MM. Ripert et Teisseire

Mais, un acte n'a pas que des conséquences malheureuses; il en a également d'heureuses; à côté du risque, le profit. De même qu'un acte peut entraîner un risque pour autrui, il peut créer un profit à autrui.

C'est dans cette simple constatation que MM. Ripert et Teisseire ont trouvé une solution du problème qui nous préoccupe.

Dans un article (1) sur la question, qu'a publié la *Revue trimestrielle de Droit civil*, MM. Ripert et Teisseire posent le problème dans des termes tels qu'il est presque résolu par sa seule donnée.

« Un résultat utile a été atteint, une valeur nouvelle a pris naissance; deux personnes s'en disputent le bénéfice; entre elles, la loi doit choisir, et elle ne peut échapper à ce choix. Mais, peut-elle hésiter entre celui qui, par son activité est la cause de cette valeur, et celui qui s'est borné à la recueillir, entre celui qui a agi, qui a eu l'initiative et celui dont le rôle est resté purement passif? »

(1) *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1904, 4^e trimestre : Essai d'une théorie de l'enrichissement sans cause dans le Droit civil français, par MM. RIPERT et TEISSEIRE.

A chacun les conséquences de ses actes, avons-nous dit ; à chaque activité, ce qu'elle a créé.

En présence donc de cette valeur nouvelle, procédons comme en face d'un dommage. Recherchons les causes, analysons les activités ; et, de même que nous forcerons l'activité nuisible à la réparation du dommage, attribuons à l'activité utile la valeur qu'elle a créée.

A côté de la formule : « Qui a créé le risque doit le supporter », inscrivons cette autre formule : « Qui a créé le profit doit en bénéficier. »

Il ne semble pas qu'on puisse admettre la première de ces propositions, sans, immédiatement, postuler la seconde. La théorie du risque créé devait infailliblement engendrer la théorie du profit créé.

Le problème de l'enrichissement sans cause devient donc, tout comme celui de la responsabilité, un simple problème de causalité.

Toute activité en mouvement produit, dans le milieu social où elle fonctionne, un certain nombre de perturbations : « elle est la source première d'une série de conséquences heureuses ou malheureuses qui ne resteront pas confinées dans la sphère juridique de l'initiative agissante, mais qui viendront affecter les activités voisines. »

On n'hésite pas à y rattacher les conséquences malheureuses, et les tendances qui ont fini par triompher en doctrine n'ont d'autre but que d'étendre les limites, dans lesquelles, d'après la loi, cette activité devait supporter les chances mauvaises.

Mais, en même temps, et du même coup, on a élargi

toute la sphère où se mouvait la personnalité humaine. On a agrandi le cercle de son rayonnement et ceci pour toutes ses actions, aussi bien pour celles qui entraînent d'heureux résultats que pour celles qui aboutissent à de funestes conséquences ; et l'on ne voit pas pourquoi le même homme sera tenu de réparer le dommage causé, et ne pourra aller chercher, où elle se trouve, la valeur qu'il a créée.

A vrai dire, enrichissement sans cause et responsabilité ne forment pas deux problèmes distincts.

Les deux solutions sont fournies par le même principe conforme à l'utilité sociale et à l'analyse des faits, principe qui veut, qu'à chaque cause se rattache ses effets ; à chaque activité, ce qu'elle produit.

Nées d'une même origine, ces deux théories se dérouleront donc selon un ordre pareil, et des lignes en quelque sorte parallèles.

Les mêmes difficultés qui surgissent dans l'application de la théorie de la responsabilité vont renaître quand il faudra adapter à la pratique la théorie de l'enrichissement sans cause.

De même que le propriétaire est responsable du fait de sa chose, il recueillera le profit qu'elle a créé ; hypothèse d'ailleurs excessivement rare et dont il est difficile de donner un exemple (1).

Ainsi qu'il faut peser, en recherchant la responsabi-

(1) On peut cependant citer l'espèce solutionnée par le Tribunal de Commerce de Marseille le 22 octobre 1908 et dont nous avons parlé dans notre chapitre II, page 51. 62

lité d'un dommage, la part de chacune des parties, auteur et victime, on devra analyser exactement les activités en présence, déterminer la part qui revient à chacune, à celle de l'enrichi et à celle de l'enrichisseur.

Nous avons déjà vu que, sous le fait d'autrui, la responsabilité personnelle peut se trouver engagée.

De même, on a pu faire naître une valeur nouvelle, créer un enrichissement par l'intermédiaire d'autrui ; et celui dont l'activité est la cause initiale, le commettant, pourra récupérer cet enrichissement ; et, dans ce cas-là, il nous faudra encore examiner si, une fois la situation entre l'enrichi et l'enrichisseur réglée, l'intermédiaire qui aura fait preuve d'une activité personnelle ne pourra pas réclamer sa part.

Quant au dommage produit, il peut y avoir, chez son auteur, une juste cause d'irresponsabilité ; c'est la question de l'abus du droit. L'enrichi peut avoir également justé cause de ne pas restituer l'enrichissement.

Tels sont les principaux points que nous aurons à examiner plus minutieusement, quand nous voudrions donner une physionomie plus détaillée de l'action de *in rem verso* établie sur ce large et solide fondement.

Est-il besoin de faire remarquer toute la distance qui nous sépare de M. Planiol ?

Pouvait-il en être autrement avec des points de départ tellement étrangers l'un à l'autre, qu'ils ne conservent de commun que le nom donné à la théorie : Théorie de la responsabilité ? Nous avons complètement déplacé le » centre de gravité » de la question.

M. Planiol voit la source de l'obligation dans le fait de l'enrichi qui recueille injustement un enrichissement. Pour nous, elle est dans le fait de l'enrichisseur qui a créé l'enrichissement.

MM. Ripert et Teisseire qui considèrent comme nettement distincts les domaines théoriques de la responsabilité et de l'enrichissement sans cause, reconnaissent pourtant que leur délimitation pratique peut donner lieu à de sérieuses difficultés.

« Très souvent, en effet, le doute n'est pas permis, c'est quand l'événement dommageable à l'un n'a procuré, d'autre part, aucun profit à son auteur : il s'agit certainement, alors, d'action en responsabilité. Mais il n'en sera pas toujours ainsi : fréquemment, il y aura dommage, chez l'un, correspondant à un profit chez l'autre. »

Nos auteurs indiquent alors un criterium pratique qui servira à discerner infailliblement s'il s'agit d'action en responsabilité ou d'action de *in rem verso*. « C'est à la cause génératrice du déplacement de valeur qu'il faut s'attacher ». Est-ce l'activité du défendeur qui a causé ce déplacement de valeur ? On se trouve alors en présence d'une action en responsabilité.

Est-ce, au contraire, l'activité du demandeur ? C'est une question d'enrichissement sans cause qui s'agit.

Sans vouloir diminuer, en quoi que ce soit, la portée pratique et la valeur intrinsèque du critérium proposé par MM. Ripert et Teisseire, nous ne croyons pas qu'il faille estimer comme eux que les domaines de la responsabilité et de l'enrichissement sans cause sont nettement délimités.

Engagés dans la voie où ils nous ont entraîné, nous voulons aller jusqu'au bout, et nous pensons, qu'en réalité, ces deux domaines n'en font qu'un seul. Il n'y a qu'un problème : Rattacher un effet à sa cause. En fait, on se trouve en présence du même phénomène : Un déplacement de valeur. Une même question se pose : Quelle est l'activité qui a produit ce déplacement ? L'a-t-elle produit au détriment d'autrui, elle lui en doit réparation. L'a-t-elle produit à son détriment à elle, elle la récupérera.

C'est là, évidemment, une synthèse un peu subtile, qui ne présente aucun intérêt pratique, mais que nous avons tenu à signaler pour montrer combien, selon nous, responsabilité et enrichissement sans cause sont étroitement liés.

D'ailleurs, si cette observation n'enlève rien à la valeur et à la portée pratique du criterium proposé par MM. Ripert et Teisseire, elle a, du moins, l'avantage d'écarter la plus grosse objection qu'on puisse faire à cette théorie.

L'admission, sur des bases aussi larges, de l'action de *in rem verso* peut aboutir à de véritables iniquités. Reproduisons l'exemple qu'en donnent MM. Ripert et Teisseire.

Sur un terrain qui vaut 5.000 francs un tiers bâtit une maison qui vaut 50.000 francs. D'où, obligation pour le propriétaire, soit de payer cette somme, en la prélevant sur le reste de son patrimoine, ou, s'il ne peut, de se laisser saisir et vendre.

Dans les deux cas, la valeur numérique du patrimoine reste la même; seule, la composition en change.

Le propriétaire aura une maison en plus et moins d'argent, ou plus d'argent et moins de terrain.

Qui ne voit que ce bouleversement complet d'un patrimoine sera, sans doute, peu goûté par celui qui l'a subi ? qu'il sera, pour lui, bien probablement préjudiciable matériellement et moralement ?

Pour remédier à cet inconvénient indiscutable, MM. Ripert et Teisseire proposent de faire intervenir une notion correctrice de responsabilité : « Si l'enrichi justifie que la restitution de l'enrichissement lui cause un préjudice vraiment insupportable, ne peut-il soutenir que ce préjudice étant le fait de l'enrichisseur, c'est celui-ci seul qui doit en pâtir, en supporter la responsabilité ? »

Nous croyons pouvoir arriver au même résultat sans avoir à faire intervenir cette notion correctrice de responsabilité ; car nous estimons qu'elle s'y trouve d'elle-même, qu'elle intervient sans qu'il y ait lieu d'aller la chercher.

Quel est le problème ?

Rattacher à une activité ce qu'elle a produit.

Mais le rôle de la justice ne consiste pas, uniquement, à réparer ; elle doit également éviter et prévoir. Comme conséquence de cette activité, il n'y a encore qu'un déplacement de valeurs. Mais il y a également un dommage certain à qui le juge doit barrer la route, en le faisant supporter à son auteur.

C'est ainsi que l'action de l'enrichisseur sera paralysée, parce que, tout en étant bien fondée, elle aboutirait à un dommage.

Est-ce à dire que l'enrichissement sera entièrement

perdu ? Le juge ne pourra-t-il faire, en quelque sorte, une estimation du dommage fatal pour établir une manière de compensation avec l'enrichissement, de façon que l'enrichisseur récupère le profit créé en même temps que l'enrichi obtiendra réparation du dommage ? C'est une question que nous nous contenterons d'indiquer maintenant, mais sur laquelle nous reviendrons.

La théorie de MM. Ripert et Teisseire peut se résumer en quelques mots :

Le problème de l'enrichissement sans cause est un problème de causalité ! L'enrichissement créé revient à l'activité qui l'a produit, en vertu du principe « à chacun les conséquences de ses actes ». En présence d'une valeur nouvelle tombée, sans cause légitime, dans un patrimoine, il n'y aura qu'à rechercher qui l'a produite, et celui-là pourra la répéter.

Voici venu le moment de condenser la doctrine en une formule définitive.

Il est inexact de dire : « Nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui » puisque l'enrichi est, par définition, un être passif ; mieux vaudrait énoncer le principe ainsi : « nul ne peut être enrichi, sans cause légitime, par le fait d'autrui. »

MM. Ripert et Teisseire proposent une rédaction qui renferme toute leur pensée : « Tout fait quelconque de l'homme qui procure à autrui un enrichissement donne droit à celui, par le fait duquel il a été procuré, à le répéter ».

Telle est, condensée en quelques mots, la doctrine à laquelle nous nous rallions ; et nous nous y rallions

tout d'abord, ainsi que nous l'avons déjà dit, parce que nous avons admis la théorie du risque créé et qu'il nous paraît difficile d'admettre l'une sans l'autre ; cette seconde théorie ayant, d'ailleurs, l'avantage certain de ranimer les initiatives que la perspective de la responsabilité du simple fait aurait risqué de décourager. Elle forme ainsi un utile contrepoids, un complément indispensable aux idées nouvellement admises sur la responsabilité, idées, d'ailleurs, qui contenaient implicitement celles-ci, puisque, nous croyons, du moins, l'avoir établi, responsabilité et enrichissement sans cause ne sont que les deux faces d'un même problème.

Cette solution nous a paru la meilleure parce qu'elle est aussi la plus conforme au Code civil. Nous avons vu que le trait commun des différents cas où le Code civil accorde l'action de *in rem verso*, c'est le lien de causalité directe exigé entre le fait de l'enrichisseur et l'enrichissement. Nous avons vu également que, d'après le Code, c'était bien le fait de l'enrichissement et par conséquent l'acte de l'enrichissement qui était la source de l'obligation de l'enrichi ; toutes choses qui cadrent exactement avec la théorie proposée par MM. Ripert et Tisseire.

Nous avons enfin remarqué plus d'une fois combien, dans le Code lui-même, il pouvait être difficile de distinguer un cas d'enrichissement sans cause d'une question de responsabilité ; que le même fait pouvait être considéré comme l'un ou comme l'autre, suivant l'angle sous lequel on l'examinait ; que dans une même hypothèse les principes de la responsabilité et de l'en-

richissement sans cause faisaient leur apparition, simultanément, côte à côte, se complétant l'un et l'autre, comme dans l'hypothèse de l'article 555 ou de l'accession mobilière (article 577).

Ces observations que nous avons notées au fur et à mesure que nous les faisons, ne peuvent que nous confirmer dans notre opinion qu'enrichissement sans cause et responsabilité sont deux problèmes indissolublement liés ; ou mieux, un seul problème envisagé sous deux angles différents.

Un argument qui ferait tomber toute hésitation, s'il nous en restait, à admettre la théorie de MM. Ripert et Teisseire, c'est la remarque que nous avons dû faire en terminant notre critique de la théorie de MM. Demolombe et Laurent. Poussant jusque dans ses dernières mais logiques limites, l'opinion de ces deux juristes, nous avons été amenés à nous demander quelle action jouerait le rôle de l'action de *in rem verso contraria*, faisant pendant à l'action *negotiorum gestorum contraria*. Nous avons été forcé de reconnaître que ce serait l'action de l'article 1382. N'est-ce pas là une constatation qui consacre, d'une manière formelle, la manière de voir que nous venons d'exposer.

La Jurisprudence a étendu à des espèces nombreuses les principes contenus au Code civil. Notre théorie, conforme au Code, lui sera donc aussi conforme.

Qu'exige, en effet, la Jurisprudence ?

« Que le demandeur allègue et offre d'établir (ou établisse) l'existence d'un *avantage* qu'il aurait, par

un sacrifice ou un *fait personnel* procuré à celui contre lequel il agit (1). »

Quelle sera l'action de *in rem verso* telle qu'elle résulte de notre théorie ?

Elle ne sera pas autre, ainsi que nous allons le voir.

(1) Cass. 15 juin 1892, S. 93, 1.281, D. 92, 1.596.

CHAPITRE IV

L'Action « de in rem verso »

Les diverses actions accordées par le Code dans les différents cas d'enrichissement sans cause peuvent se ramener à une formule schématique que nous avons établie.

Il faut, pour employer une formule reproduite de celle de M. Petiton, que *le demandeur prouve l'existence d'un d'enrichissement survenu au défendeur, ensuite d'une relation directe de fait entre les deux parties, ou entre l'une et la chose de l'autre.* »

A quelles conditions la Jurisprudence a-t-elle soumis la recevabilité de l'action de *in rem verso* ?

L'arrêt de la Cour de Cassation du 15 juin 1892 nous l'apprend, en fort peu de mots, car ces conditions sont en nombre très restreint.

Pour que l'action de *in rem verso* soit recevable, il suffit « *que le demandeur allègue ou offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait, par un sacri-*

fice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit (1). »

Ces deux formules sont équivalentes ; l'une est la constatation des éléments qui caractérisent l'enrichissement sans cause dans le Code ; l'autre est l'expression même de la Jurisprudence. Et ces deux formules semblent, en quelque sorte, être la résumé de l'opinion de MM. Ripert et Teisseire.

Dans quelles circonstances, en effet, d'après cette doctrine, pourra être intentée, avec succès, l'action de *in rem verso*? Il faudra, tout d'abord, un élément matériel, un fait : un enrichissement, l'accroissement d'un patrimoine. Ce fait, on recherchera quelle est sa cause, à quelle activité on le doit rattacher.

On arrivera ainsi à un autre élément matériel, un autre fait, l'acte générateur de l'enrichissement.

Dans ces conditions, que devra faire le demandeur à l'action de *in rem verso* pour arriver au succès ?

Il devra offrir d'établir, et établir, tout d'abord, deux faits : l'un, un enrichissement chez le défendeur ; l'autre, une dépense d'activité quelconque chez lui.

Puis, il faudra qu'il démontre le lien de causalité unissant ces deux éléments, qu'il prouve que l'un de ces deux faits : l'enrichissement d'autrui, est la conséquence directe de l'autre, sa dépense d'activité.

N'est-ce pas là ce qu'exprime admirablement et d'une façon aussi claire que concise la formule jurisprudentielle : « *il suffit que le demandeur allègue ou offre d'établir l'existence d'un avantage qu'il aurait par*

(1) D. 92, 1.596. — S. 93, 1.281.

un sacrifice ou un fait personnel, procuré à celui contre lequel il agit. »

L'action jurisprudentielle et l'action doctrinale concorderont donc entre elles, comme aussi avec l'action du Code Civil.

Et en décrivant, comme nous nous le proposons, la physionomie de l'action de *in rem verso* telle que nous la fait concevoir la théorie que nous avons exposée, nous tracerons, par là-même, celle de l'action jurisprudentielle et du Code Civil.

Nous savons dès à présent, à quoi doit se réduire schématiquement le rôle du demandeur, il lui suffit d'établir son fait personnel, l'enrichissement d'autrui et le lien de causalité qui les unit.

Mais, c'est là l'action de *in rem verso* réduite à sa plus simple expression. Sous une apparence des moins complexes, elle cache des questions difficiles à résoudre.

Si l'on peut affirmer que le fait du demandeur n'a à remplir que cette condition d'être son fait, peut-on admettre que tout enrichissement devra être pris en considération, que n'importe quel avantage sera sujet à répétition ?

Ne faudra-t-il pas qu'il réunisse certains caractères ?

En ce qui concerne le lien de causalité, ne pourra-t-il se produire des circonstances qui contribuent à « en obscurcir le diagnostic », des interventions qui le relâchent et l'affaiblissent ?

Et la mesure de l'action, quelle sera-t-elle ? l'enrichissement, c'est de toute évidence, puisqu'il en est le fondement, la base : mais comment devra-t-on calcu-

ler cet enrichissement ? et à quelle époque faudra-t-il se placer pour opérer ce calcul ?

Le demandeur qui établit, qui prouve son fait personnel, l'enrichissement du défendeur, le lien de causalité reliant ces éléments, sera-t-il sûr d'avoir gain de cause ?

Le défendeur ne pourra-t-il jamais invoquer aucun moyen pour paralyser son action, partiellement ou en totalité ?

Telles sont les questions assez délicates, auxquelles il nous faudra répondre, pour avoir une idée exacte et complète de l'action d' *in rem verso*.

Conditions d'exercice de l'action de « in rem verso »

1° FAIT PERSONNEL AU DEMANDEUR.

En ce qui concerne le fait personnel au demandeur, le fait générateur de l'enrichissement, il est peu d'observations à faire.

On conçoit facilement qu'il peut se présenter sous les aspect les plus divers ; l'activité humaine se manifeste sous une multitude de formes différentes. En entreprendre la classification serait un travail difficile, pour ne pas dire impossible, et en tous cas d'une flagrante inutilité.

La seule condition qu'il doive remplir est indiquée suffisamment par l'expression dont on se sert pour le désigner : fait personnel. Peu importe la nature du fait, il suffit qu'il soit une manifestation de l'activité *du* demandeur. Ainsi échappent à toute répétition toute une série d'enrichissements. Ceux d'abord qui sont le fait de la nature qui se produisent indépendamment de toute activité humaine ; tels sont, par exemple, les différents cas d'accession naturelle pré-

vus et réglés par le Code : les apports d'alluvions, les relais que forme l'eau courante, les îles et atterrissements se formant dans le lit des rivières non navigables et non flottables, et même les animaux qui, obéissant à leur instinct, émigrent d'un lieu dans un autre. Il y a encore, qui échappent à toute répétition un certain nombre d'enrichissements qui, tout en étant la conséquence de l'activité humaine ne peuvent être rattachés spécialement à aucune activité distincte; ce sont les enrichissements produits par la masse des activités ambiantes, par le milieu social.

Il suffira d'en citer, pour exemple, la plus-value que peuvent acquérir des immeubles situés dans une ville quelconque par suite de l'agrandissement de celle-ci, de l'ouverture de nouvelles rues, la plus grande facilité des communications, l'extension de son commerce ou de son industrie, faits qui, évidemment, proviennent de l'activité humaine en général, mais dont aucune activité déterminée ne peut revendiquer le mérite. Telle est aussi la hausse des valeurs mobilières sur le marché financier, hausse qui est souvent la conséquence de causes encore plus difficiles à discerner, causes souvent infimes, et qu'il faut se contenter de classer sous la rubrique : « circonstances économiques et politiques. »

A ce sujet contentons-nous de citer l'observation de MM. Ripert et Teisseire, observation qui pourrait fournir prétexte à de nombreux développements, mais dont un commentaire approfondi risquerait de trop nous éloigner de notre sujet :

« Il n'y a, disent-ils, qu'un moyen très indirect de

faire retourner à la collectivité le profit qui est, somme toute, son œuvre. Ce moyen que l'Etat seul peut mettre en œuvre, c'est l'impôt. » Jusqu'à quel point cette manière de voir est-elle juste ? Et peut-on établir un parallèle entre l'impôt consécutif par exemple de travaux importants effectués dans une ville et la répétition de l'enrichissement ? C'est un sujet que nous nous bornerons à signaler aux méditations de nos lecteurs, car il serait trop vaste pour trouver place en ce modeste opuscule.

Il n'y a donc pas lieu de s'attarder outre mesure sur le premier élément matériel dont le demandeur doit apporter la preuve. Qu'il soit fait personnel du demandeur, c'est tout ce qu'on lui demande.

Tout au plus devons nous signaler une équivoque que risqueraient de créer certaines décisions jurisprudentielles. Dans certains arrêts, et notamment dans un arrêt de la Cour de Lyon du 11 janvier 1906 à propos duquel nous avons déjà esquissé la remarque que nous allons faire, le fait personnel au demandeur est désigné sous la dénomination de « préjudice ». Ces décisions sembleraient donc exiger que le fait personnel au demandeur se traduise par une diminution de son patrimoine ou par un dommage quelconque. Il est bien évident, que dans la plupart des cas, à l'enrichissement procuré au défendeur, correspondra, chez le demandeur, un appauvrissement, et par conséquent, un préjudice. Mais ce n'est pas indispensable, et le demandeur n'a à justifier d'aucun préjudice : cela résulte de la jurisprudence même et de l'explication théorique que nous avons proposée

Dans les arrêts auxquels nous faisons allusion, il ne faut voir que des décisions d'espèces où le juge comme cela se produira le plus souvent, s'est trouvé en face d'un préjudice chez le demandeur, et il a constaté le fait. Mais il ne ressort pas de là, que le fait personnel au demandeur doive lui être préjudiciable au se traduire par une diminution de son patrimoine. Il aboutira toujours à une dépense d'activité perdue mais pas infailliblement à un dommage appréciable. Tenons-nous en donc à la formule de la Cour de Cassation. Il faut que le demandeur offre d'établir tout d'abord. « un sacrifice ou un fait personnel ».

2° ENRICHISSEMENT SURVENU AU DÉFENDEUR

Il faut ensuite qu'il établisse l'existence d'un enrichissement survenu au défendeur.

Qu'est-ce qu'un enrichissement ? C'est l'entrée d'une valeur nouvelle dans un patrimoine. Ainsi avons-nous répondu à cette question quand nous nous la sommes posée au début de cette étude. Cette définition, bonne alors, doit l'être encore ; et elle l'est effectivement demeurée. Seulement il faut savoir la comprendre.

Il est bien certain qu'il ne faut pas prendre cette définition dans son sens le plus strict, dans son acception la plus étroite. Il ne faudra pas exiger que l'enrichissement prenne la forme brutale d'une transmission de valeur ; il n'est pas nécessaire que dans le patrimoine enrichi, on puisse discerner une valeur nouvelle distincte de celles qui le composaient précédemment, ainsi que certains auteurs le prétendent.

Il suffira qu'on puisse constater un accroissement de patrimoine ; une simple plus-value rentre dans les limites exigibles.

Mais il ne faut pas exagérer dans le sens opposé, élargir indéfiniment la notion de l'enrichissement.

« Sera seul pris en considération l'avantage ayant une valeur patrimoniale. »

Si un simple préjudice moral nous semble suffisant pour engager la responsabilité de son auteur, et justifier une demande en dommages-intérêts, ce serait aller trop loin que d'admettre qu'un avantage moral pourrait servir utilement de base à une action *de in rem verso*.

L'équité exige plus impérieusement la réparation du préjudice moral, qui risque toujours de se traduire par un préjudice matériel et qui, en général, correspond à une intention malveillante, à une négligence néfaste ou à une légèreté coupable chez son auteur : la faute, que n'exclut pas la responsabilité du simple fait, mais qui y est englobée, se trouve généralement à l'origine du préjudice moral. C'est ce qui explique amplement que la réparation puisse en être ordonnée.

L'équité, au contraire, et la logique ne souffriront nullement de ne pas voir attribuer un avantage purement moral à son auteur ; celui-ci n'y perd rien ; et c'est simplement une chance heureuse qui incombe au bénéficiaire. D'autre part, c'est le fait matériel de l'enrichissement qui est la source de l'obligation de l'enrichi, la base de l'action de *in rem verso* ; et dans ce cas-là, cet élément matériel fait complètement défaut.

Mais, dira-t-on, à l'avantage moral correspond souvent un avantage matériel ; du premier, souvent, découle le second ; ou mieux l'avantage moral peut avoir une valeur patrimoniale.

Il faut encore que cette valeur patrimoniale soit facilement appréciable, qu'elle se traduise, en fait, par un accroissement du patrimoine.

C'est ce qu'a décidé assez justement la Cour de cassation en cassant, par un arrêt du 31 juillet 1895 (1) déjà cité, une décision de la Cour d'Aix.

Une société qui avait contribué, de ses deniers, à la construction d'un chemin de fer d'intérêt local demandait à la ville d'Aix le paiement des sommes ainsi exposées, alléguant, à l'appui de son action, les différents avantages que l'exploitation de cette nouvelle ligne avait procurés à la ville. Il est bien évident que, de l'avantage moral résultant des communications plus faciles et plus commodés ainsi établies, découlaient certains avantages matériels : arrivée plus nombreuse des voyageurs, extension du commerce, plus-value même de certains terrains.

C'est à ces considérations qu'il faut attribuer la décision par laquelle la Cour d'Aix avait accueilli la demande.

La Cour de cassation n'adopta pas cette manière de voir, et elle rejeta l'action de *in rem verso* par ce motif que la ville « n'avait reçu aucune valeur qui soit entrée dans son patrimoine » et nous croyons qu'elle a bien jugé.

(1) S. 96. 4.397 ; D. 95. 4394.

C'est pour la même raison qu'il y aurait lieu de rejeter l'action de *in rem verso* qui puiserait sa source dans le fait d'avoir évité un préjudice à autrui.

En vain, le demandeur allèguera-t-il que, par son fait, d'avoir évité un préjudice à autrui, il l'a enrichi exactement de ce dont le préjudice en question aurait diminué son patrimoine; ce serait élargir, à l'infini, la notion de l'enrichissement.

Il est une chose évidente, c'est que le patrimoine du demandeur n'a subi aucune augmentation, qu'il ne s'est accru d'aucune valeur nouvelle; par conséquent, la condition essentielle à l'exercice de l'action de *in rem verso* fait défaut.

Au surplus, au cas où le préjudice évité se serait produit, la victime aurait pu, dans la plupart des cas, se retourner contre son auteur pour en obtenir la réparation; de sorte que son patrimoine n'aurait subi, en définitive, qu'une diminution momentanée pour reprendre, peu après, sa valeur primitive (1).

Qui ne voit, en outre, les difficultés que présenterait en fait, l'attribution des bénéfices de son acte à ce prétendu enrichisseur? Il faudrait d'abord qu'il prouve la nature et l'imminence du danger; il faudrait évaluer le dommage évité à sa juste valeur, toutes choses qui n'ont que des caractères de probabilité peu compatibles avec les besoins d'une bonne justice.

Pourquoi pas, alors, si l'on franchit ce pas, aller jusqu'à permettre l'action de *in rem verso* à celui qui

(1) Et le cas fortuit? La force majeure? Il n'y a point, alors, d'auteur responsable! Voir plus loin la réponse à cette objection.

prétendrait que, de son fait, en conséquence de son activité, naîtrait dans un délai plus ou moins long un enrichissement quelconque ; enrichissement qu'il faudrait, dès à présent, évaluer, et avec quels éléments !

Nous sommes partisan de l'admission la plus large possible de l'action de *in rem verso*, mais il faut, pourtant, se tenir dans les limites du bon sens.

L'enrichissement, pour qu'il soit susceptible de répétition, devra donc se présenter sous la forme d'un accroissement certain et actuel du patrimoine de l'enrichi :

Et, se présentant sous cette forme, pourra-t-il toujours être répété ? Certains ne devront-ils pas être définitivement attribués à leur bénéficiaire ?

Un propriétaire en faisant sur son fonds des travaux d'irrigation protège les fonds inférieurs de tout danger d'inondation, ou bien, en leur faisant parvenir les eaux, ainsi dirigées, leur procure une fertilité nouvelle.

Dans l'un ou l'autre cas, il y a plus-value évidente des propriétés inférieures, plus-value ayant suffisamment le caractère de valeur patrimoniale actuelle et certaine pour motiver une action de *in rem verso*.

Nous avons signalé une espèce analogue dans l'étude de la Jurisprudence (1).

C'était à l'époque où la Jurisprudence voyait, dans le principe que « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui » un piège dangereux qui, sous prétexte

(1) Cass. 6 Novembre 1838, S. 39, 1.460.

d'équité, pouvait l'induire en iniquité. Aussi, et il est inutile de l'ajouter, l'action du demandeur fut-elle impitoyablement rejetée. Elle aurait d'ailleurs eu le même sort sous le règne de la théorie de la gestion d'affaires involontaire, car c'est en gérant sa propre affaire que le demandeur aurait enrichi autrui, et l'espèce n'aurait pu entrer dans le cadre tracé par MM. Demolombe et Laurent.

Nous croyons qu'aujourd'hui encore il faudrait la rejeter.

La personnalité humaine, nous l'avons déjà dit, rayonne tout autour de son centre d'action. Chaque acte de l'homme produit une perturbation plus ou moins profonde dans le milieu social où il se produit ; toute dépense d'activité est comparable à cette pierre jetée dans un étang et dont la chute forme des cercles croissant indéfiniment autour du point où elle est tombée. Il arrivera donc fréquemment qu'en produisant pour son auteur un résultat profitable, une action entraîne, pour autrui, d'heureuses conséquences.

Toutes, devra-t-on les rattacher à l'activité créatrice ?

Non, car certaines sont moins la conséquence de l'acte en soi-même, que des circonstances mêmes où il s'est produit, que du milieu où vit son auteur ; il était fatal que ce fait arrivant dans ces circonstances et dans ce milieu produisit pareil résultat ; c'était dans l'ordre social. Et il est de même fatal, l'ordre social veut également qu'un jour ou l'autre cette activité soit dans d'autres circonstances, favorablement impres-

sionnée par une activité voisine, qu'elle recueille, elle aussi, le résultat heureux créé par une autre.

C'est pourquoi, nous estimons que l'enrichissement ainsi produit devra échapper à toute répétition. C'est une raison d'utilité sociale qui le veut, qui s'oppose à ce que le profit qui rejaillit d'une activité humaine par le jeu normal de la vie et des faits reste à son bénéficiaire, car il est la conséquence de la solidarité qui existe entre membres d'une même société; et que l'enrichisseur d'aujourd'hui sera demain l'enrichi.

En permettre la répétition serait « incompatible avec la nécessité de la vie sociale » ; car les enrichissements de ce genre se produisent journellement ; chaque action humaine presque en entraîne à sa suite et l'esprit se refuse à imaginer « le circuit d'actions » qui en naîtrait indéfiniment.

L'enrichissement ne sera donc pas susceptible de répétition s'il s'est produit par le jeu normal de la vie sociale, de telle sorte que l'on en puisse estimer la réciprocité probable.

MM. Ripert et Teisseire ont vu là une juste cause pour l'enrichi de conserver l'enrichissement ; nous croyons qu'il est plus exact de voir dans l'absence de cette normalité et de cette réciprocité possible un caractère que doit présenter l'enrichissement pour pouvoir être la source de l'action *in rem verso*. C'est d'ailleurs, sous une formule différente, exactement la même idée.

L'intérêt de notre observation est purement pratique ; il consiste simplement à savoir si ce point devait être traité dans le paragraphe consacré à l'enrichis-

sement ou dans celui consacré aux causes qui peuvent faire échec à l'exercice de l'action de *in rem verso*. Ce n'est, somme toute, qu'une question de méthode.

Nous avons placé là les observations précédentes parce que nous avons estimé préférable d'avoir, avant d'aller plus loin, une notion complète et exacte de l'enrichissement susceptible de servir de base à l'action de *in rem verso*, notion qui est donc celle-ci :

« *L'enrichissement devra se présenter sous la forme d'un accroissement certain et actuel du patrimoine de l'enrichi, survenu en dehors des conditions ordinaires de normalité et de réciprocité.* » (1)

(1) C'est ce dernier caractère qui nous servira à répondre à une objection qu'on aurait pu nous faire plus haut. Parmi les arguments que nous avons fait valoir pour motiver notre opinion au sujet de l'irrecevabilité de l'action de *in rem verso* basée sur un préjudice évité, nous avons dit que, le plus souvent, il n'y aurait eu que diminution passagère du patrimoine, l'auteur responsable du préjudice devant être dans un bref délai contraint de le réparer. Mais au cas où le préjudice se serait présenté comme la conséquence d'un cas fortuit, notre argument n'a plus de valeur. A quoi nous répondrons, tout d'abord, qu'il n'est pas l'unique que nous ayons cité à l'appui de notre thèse ; et, surtout, qu'éviter à autrui un préjudice qui le menace par suite d'un cas fortuit est un service qui rentre dans les conditions ordinaires de normalité et de réciprocité.

Grâce à la présence d'esprit d'un voisin qui prend les mesures nécessaires, l'incendie qui couvait chez moi n'éclate pas. Peut-être aurait-il dévoré toute ma maison, les meubles et les valeurs qui s'y trouvent ; c'est une hypothèse ; peut-être aurait-il été éteint dès sa naissance ; ce qui montre combien serait difficile l'évaluation du préjudice évité. Mais, en tous cas, l'avoir conjuré sitôt qu'il s'en est aperçu, est de la part du

3^o LIEN DE CAUSALITÉ

Le fait personnel et l'enrichissement étant établis, il ne restera plus au demandeur qu'à démontrer que le second ; l'enrichissement découle du premier : le fait personnel ; qu'il en est la conséquence inéluctable. Il lui faudra, en un mot, rendre tangible, patent, éclatant aux yeux, le lien de causalité ; mais ce sera tout.

Le lien de causalité, lien de fait uniquement, est le seul qui unisse le demandeur au défendeur.

Point n'est besoin, comme certains auteurs l'exigent, comme certaines décisions de jurisprudence semblent le réclamer, qu'antérieurement à ce lien de fait, un lien de droit se soit établi entre les parties.

C'est ce lien de fait précisément qui engendre le lien de droit, qui lui donne le jour.

Il saute aux yeux que la répétition de l'enrichissement n'est pas subordonnée à l'existence d'une relation juridique qui aurait, antérieurement à la création de l'enrichissement, lié l'enrichisseur à l'enrichi ; si

voisin un acte normal ; (ne l'avoir pas fait serait anormal et susceptible de réciprocité.

Il en sera de même pour tous les cas de force majeure ; on ne peut les conjurer que lorsqu'on les aperçoit, et on ne les aperçoit qu'au moment où ils menacent instantanément ; et même parfois où ils éclatent, ils revêtent le caractère de catastrophe imminente ; leur barrer la route quand on le peut, est un devoir d'utilité, même de nécessité sociale ; c'est dire suffisamment que ce service remplit les conditions ordinaires de normalité et réciprocité.

d'ailleurs cette relation avait existé, relativement à la valeur litigieuse, naîtrait entre les parties une action contractuelle, ou quasi-contractuelle. Il est de toute évidence, au contraire, que la condition essentielle à l'exercice de l'action de *in rem verso*, c'est l'absence de tout lien de droit unissant les parties ; sans quoi, l'action en répétition du profit disputé devrait la vie, précisément, à ce lien de droit.

Le rôle de l'action de *in rem verso* est justement, de suppléer à cette action défailante. Il n'y a, entre le demandeur et le défendeur, d'autre trait-d'union que le lien de causalité qui enchaîne le fait de l'un à l'enrichissement de l'autre ; et ce rapport de fait a, pour effet principal, de permettre à l'action de *in rem verso* de s'engager, transformant ainsi le lien de fait en lien de droit.

C'est ce qui résulte du Code et des différents cas qu'il envisage ; chacun des articles que nous avons examinés a, pour unique fin, de créer ce lien de droit qui fait précisément défaut entre deux personnes qu'un rapport de fait a mises en présence ; c'est ce que proclame la jurisprudence, quand elle dit qu'il suffit que le demandeur allègue « qu'il a, par un fait personnel, procuré un enrichissement à celui contre lequel il agit » ; aucun lien de droit antérieur n'est exigé ; c'est enfin ce qui découle de notre théorie qui voit, dans la question de l'enrichissement sans cause, un simple problème de causalité, par conséquent, qui en subordonne la solution à la recherche d'un rapport de fait.

Si nous avons insisté si longuement sur ce

point qui semble indiscutable, c'est que nous avons à ruiner l'autorité de deux décisions de jurisprudence qui proclament la nécessité de ce lien de droit résultant d'un « contrat, d'un quasi-contrat ou d'un fait quelconque ».

C'est, tout d'abord, un arrêt de la Cour de Cassation du 11 juillet 1889 (1) ; celui-là ne doit que fort peu nous alarmer, la Cour suprême ayant solennellement et formellement renié ses anciens errements dans l'arrêt postérieur du 15 juin 1892 (2). C'est ensuite un arrêt de la Cour de Douai qui reproduit la même théorie, en des termes identiques, dans son arrêt du 9 avril 1900 (3).

Nous l'avons déjà écarté dans un chapitre précédent, en constatant que son autorité doit le céder à une autre plus incontestée : celle de la Cour suprême.

Ces deux arrêts ne doivent donc pas nous inquiéter outre mesure ; ils portent d'ailleurs, en eux-mêmes, le germe de leur propre condamnation.

Ne disent-ils pas, en effet, qu'ils rejettent l'action de *in rem verso* « faute d'un contrat ou quasi-contrat ou d'un fait pouvant produire un lien de droit quelconque entre les parties ? » mais ce fait, générateur du lien de droit, n'existe-t-il pas ? Le rapport de droit n'est-il pas toujours consécutif du rapport de fait, et quel obstacle y a-t-il à ce que le rapport de fait, qui ne peut pas être plus étroit que dans l'hypothèse de l'enrichissement sans cause se traduise en un rapport de droit ?

(1) D. 89. 1.393.

(2) D. 92. 1.596.

(3) D. 01. 2.1.

Et M. Petiton, annotateur de l'arrêt de 1889, fait une erreur matérielle, chronologique, demande, en quelque sorte, l'inversion des réalités, lorsqu'il exige comme condition de l'action de *in rem verso*, un lien de droit « résultant d'une relation directe de fait ».

C'est le contraire qui se produit : de la relation directe de fait, résulte l'action de *in rem verso*, transformation du lien de fait en rapport juridique.

Le rapport de fait, le lien de causalité existant entre l'acte du demandeur et l'enrichissement du défendeur, est donc après ces deux éléments, la dernière condition exigée pour le succès de l'action de *rem in verso*.

Dans la plupart des cas, dans le plus grand nombre des espèces, le lien de causalité apparaîtra de lui-même, une fois établis les deux faits qu'il unit. Les juges du fait n'auront, le plus souvent, aucune difficulté à reconnaître que l'acte dont se prévaut le demandeur a engendré, à titre de conséquence directe, l'enrichissement dont il poursuit le recouvrement.

Dans les différentes situations prévues et réglées par le législateur, le lien de causalité se manifeste de la façon la plus apparente qu'on puisse imaginer.

C'est, par exemple, le constructeur qui a élevé des bâtiments sur le terrain d'autrui ; il est de l'évidence la plus flagrante que c'est bien ce constructeur qui a, par son acte, enrichi le propriétaire du terrain de la valeur propre à ces constructions. De même pour le possesseur qui a fait des impenses sur l'immeuble d'un tiers.

Mais le lien de causalité ne se manifestera pas tou-

jours avec autant de clarté. Certains faits, certains événements peuvent contribuer à l'obscurcir, à le relâcher, à en rendre la recherche plus délicate.

L'enrichissement peut n'être pas le fait du seul enrichisseur. A côté du sien peut apparaître le fait de la nature ; mais, toutefois, l'hypothèse se produira assez rarement, il nous semble même difficile d'en citer un exemple. Il faudrait supposer que le fonds d'un propriétaire s'étant accru par suite d'apport d'alluvions, un tiers ait ensuite fait des plantations sur ce fonds.

Dans l'appréciation de la plus-value ainsi procurée à cette propriété, il faudrait faire le départ exact entre la partie qui en incombe à l'activité du tiers, et au fait de la nature que ce tiers n'a fait qu'utiliser.

Il en serait de même au cas où un enrichissement découlerait d'une double source : activité du demandeur et circonstances dues au milieu social.

Par exemple, pour reprendre l'hypothèse de l'article 555, un tiers élève des constructions sur le fonds d'autrui, en même temps qu'une rue, percée à proximité, procure au terrain une valeur nouvelle.

Il faudra, etc'est de toute évidence, départager la plus-value dont s'est accru ce fonds en deux portions bien distinctes : l'une, conséquence de l'activité du tiers ; l'autre, conséquence du fait social.

L'enrichissement créé pourra présenter partiellement les caractères de normalité et de solidarité qui en rendent la répétition irrecevable.

Ce caractère de normalité et de solidarité est, nous l'avons vu, l'œuvre du milieu social.

Il faudra donc exactement en déterminer l'influence.

A côté de l'activité du demandeur, se trouve aussi le fait du défendeur :

Vous avez construit sur mon terrain, et, ainsi, il a pris une valeur plus considérable; sans mon terrain, toute construction était impossible. Je suis donc, pour une faible part il est vrai, mais pour une part tout de même, cause de cet enrichissement, qui, sans moi, n'aurait pas pu naître.

Encore un partage à faire entre les deux activités en présence.

Dans ces différentes hypothèses, la recherche du lien de causalité et la détermination de sa consistance, c'est-à-dire de la part exacte d'enrichissement qu'on doit rattacher à l'activité du demandeur sont des plus faciles.

Si nous nous y sommes attardés, peut-être un peu longuement, c'est que ces observations présentent une certaine importance au point de vue de la mesure de l'action, du calcul de l'enrichissement, comme nous aurons à le rappeler plus loin.

Mais un fait, surtout, peut contribuer à obscurcir le diagnostic du lien de causalité : c'est l'intervention d'une tierce personne dans l'opération de la transmission de valeur.

Cette intervention peut se concevoir de diverses façons; et sans toujours avoir une égale importance.

Mais il convient de bien déterminer cette importance, car cette intervention d'un tiers se retrouvera dans un très grand nombre de cas d'enrichissement sans cause; et elle sera, alors, la cause initiale de l'opération. Nous l'avons déjà remarqué : presque

toujours, pour ne pas dire toujours, à la base de l'enrichissement sans cause nous trouvons une erreur chez l'enrichisseur; et c'est précisément du fait de cette erreur, que s'est produit l'enrichissement sans cause. Eh! bien, l'intervention du tiers a justement pour résultat d'induire l'enrichisseur en erreur.

Ceci dit, voyons de quelles manières différentes peut se produire cette intervention.

Le rôle du tiers peut, tout d'abord, être entièrement passif, se réduire à celui d'un spectateur intéressé. Dans ce cas-là, il est bien certain que son intervention, ou plus exactement sa présence n'exercera aucune influence sur le lien de causalité. Il sera aussi vigoureux et d'ailleurs aussi apparent que si ce tiers n'existait pas.

Si, par exemple, je paie la dette d'autrui, il est hors de doute que j'ai bien ainsi enrichi le débiteur, en le libérant; et il est non moins certain que l'intervention aussi nécessaire que passive du créancier n'a pas affaibli, en quoi que ce soit, le lien de causalité qui unit directement mon acte : paiement de la dette, à l'enrichissement du débiteur.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter outre mesure à l'hypothèse où le tiers a, lui-même, créé l'enrichissement, mais en agissant en qualité de gérant d'affaires ou de mandataire de l'enrichisseur. Le rôle du tiers est, alors, complètement effacé; c'est comme s'il n'existait pas, puisqu'il agit au lieu et place du maître de l'affaire ou du mandant. Tout se passera comme si l'enrichisseur lui-même avait agi; et le lien de causalité ne sera pas influencé par la présence de cet intermédiaire.

Mais le rôle du tiers peut-être et sera, en général, plus actif ou plus personnel; sans quoi l'erreur de l'enrichisseur s'expliquerait difficilement.

L'effet de l'intervention du tiers a été, simplement, de déterminer l'acte générateur de l'enrichissement. Le tiers s'est borné à solliciter l'activité du demandeur, à la déclancher.

Ceci fait, l'activité créatrice une fois en mouvement, le profit créé est allé directement au défendeur, sans qu'aucune intervention nouvelle se soit produite. Dans cette hypothèse, le lien de causalité subsiste dans toute sa pureté; cette intervention qui se produit avant le fait personnel du demandeur ne saurait exercer d'influence sur le lien qui unit ce fait et l'enrichissement, tous deux postérieurs au moment où elle s'est produite, lien qui s'est donc formé, de lui-même, indépendamment de cette intervention.

C'est ce qui se produit, par exemple, lorsque le locataire d'un immeuble fait procéder à différents travaux sur cet immeuble. L'ouvrier, sollicité par le locataire, a directement enrichi le propriétaire.

Mais, qu'après avoir sollicité l'activité du demandeur, le tiers soit encore intervenu pour transmettre la valeur produite au défendeur, le lien de causalité ne va-t-il pas se trouver considérablement relâché de ce fait, et peut-être alors sera-t-il insuffisant pour donner naissance à l'action de *in rem verso*?

On peut concevoir, de différentes façons, l'influence qu'aura, dans ce cas, l'intervention du tiers sur la force et, par conséquent, l'efficacité du lien de causalité.

L'activité du demandeur devait, dès qu'elle s'est manifestée, aboutir à la création de la valeur litigieuse et à son attribution au bénéficiaire qui la détient.

L'acte par lequel le tiers a contribué à la transmission de cette valeur n'est que l'une des phases normales de l'opération; il était même indispensable pour que le profit puisse arriver jusqu'à l'enrichi; en un mot, le tiers est l'agent nécessaire de la transmission qui est une conséquence directe et inéluctable du fait générateur de l'enrichissement.

Sans la présence et l'intervention de ce tiers, l'enrichissement sans cause n'aurait pas pu se produire.

C'est dans cette hypothèse, que nous devons faire rentrer une espèce solutionnée par la Cour de Cassation du 15 juin 1892 (1).

Un marchand d'engrais ayant fait diverses fournitures à un fermier en réclame le paiement au propriétaire des terres où ces engrais ont été utilisés; et, par conséquent, à celui qui en a conservé le bénéfice. On voit bien, par cet exemple, que, dès le début de l'opération, le profit en devait fatalement parvenir au propriétaire du fonds auquel ces engrais étaient destinés; et que l'acte du fermier qui a appliqué ces fournitures aux terres amendées, et a ainsi opéré la transmission de valeur était une phase normale et nécessaire contenue en puissance dans l'acte de l'enrichisseur.

C'est pourquoi nous estimons que la Cour de Cassation a bien jugé en recevant la demande du fournisseur

(1) S. 1893, 1281; D. 92, 1596.

et en y faisant droit; car, dans cette hypothèse, le lien de causalité subsiste dans toute sa force.

Il en est de même lorsque le tiers a été l'agent de transmission par ce fait qu'il était le représentant du bénéficiaire, soit réellement, soit aux yeux de l'enrichisseur. L'enrichisseur traite avec le représentant de l'enrichi qui se tient dans la juste limite de ses pouvoirs; tout se passe comme si l'enrichi et l'enrichisseur avaient traité directement; et il naîtra, alors, de leurs conventions, une action contractuelle.

Mais, que le tiers interposé ait excédé ses pouvoirs; ou que l'enrichisseur ait traité avec une personne quelconque, croyant avoir à faire au représentant de celui à qui il destine le bénéfice de l'opération, et que ce bénéfice soit allé à son destinataire qui devient l'enrichi; entre l'enrichi et l'enrichisseur, point de lien contractuel.

Le rôle du tiers, pour actif qu'il soit, n'aura pas été cependant tel qu'il brise ou atténue de façon appréciable le lien de causalité qui unit le fait de l'enrichisseur à la valeur recueillie par le destinataire qu'il avait d'ailleurs en vue. Il n'a eu, pour tout effet, que de permettre au phénomène de l'enrichissement sans cause de se produire, par le fait de l'erreur qu'il a engendrée.

L'attribution de cette valeur à l'enrichi est bien, comme sa création même, une conséquence directe de l'activité productrice.

Le lien de causalité subsiste suffisamment solide et apparent pour que l'action de *in rem verso* soit intentée avec succès.

Mais nous pensons qu'il ne faut pas aller plus loin.

Si rien, dans l'acte générateur de l'enrichissement n'en pouvait faire prévoir la destination, l'attribution, si le tiers ne s'est pas borné au rôle plus ou moins actif d'organe de transmission, de rouage conscient ou inconscient de l'opération ; si, en un mot, il y a eu, de la part de ce tiers, une initiative quelconque, un fait distinct qui a été la cause de l'attribution de l'enrichissement à son bénéficiaire, le lien de causalité est rompu ; entre l'enrichisseur et l'enrichi, il n'y a pas d'action directe possible.

L'enrichisseur sera-t-il désarmé ?

Pas entièrement ; et voici le moyen qui s'offre à lui :

S'il est créancier du tiers, en vertu d'un contrat relatif à cette valeur, ou s'il a intenté, avec succès, contre le tiers une action de *in rem verso*, l'enrichisseur pourra, en vertu de l'art. 1166, poursuivre contre le dernier bénéficiaire de l'enrichissement toute action contractuelle ou de *in rem verso* appartenant au tiers.

Mais voilà tout ; entre l'enrichisseur et l'enrichi aucune action directe.

Somme toute, nous pouvons conclure que la question de savoir dans quelle mesure l'intervention du tiers affaiblit le lien de causalité qui doit exister entre le fait personnel au demandeur et l'enrichissement du défendeur, est surtout une question de fait. Ce sera au juge de l'espèce à discerner si le tiers a fait preuve d'une initiative suffisamment agissante pour que l'on puisse y rattacher l'attribution de l'enrichissement au défendeur.

Néanmoins, les analyses que nous avons présentées ne sont point inutiles. Elles peuvent nous servir à asseoir quelques principes directeurs.

Si le tiers a joué le rôle passif du spectateur ou, celui plus actif de représentant de l'enrichisseur ; ou s'il n'est apparu qu'au début de l'opération pour solliciter l'activité du demandeur, sa présence ou son intervention ne sauraient avoir aucune influence sur la force du lien de causalité ; mais lorsque l'intervention du tiers a eu lieu pour opérer la transmission de la valeur produite et son attribution au défendeur, on ne doit considérer le lien de causalité comme intact que si l'acte générateur de l'enrichissement devrait avoir pour conséquence fatale cette destination, de telle sorte que l'intervention du tiers puisse être considérée comme une des phases normales de l'opération.

II

Mesure de l'action de « in rem verso »

1°. — CALCUL DE L'ENRICHISSEMENT

Supposons donc ces trois éléments réunis : fait personnel de l'enrichisseur ; enrichissement chez le défendeur ; lien de causalité les unissant.

Notre enrichisseur va donc pouvoir introduire l'action de *in rem verso* avec toute chance de succès.

Mais que va-t-il réclamer, et dans quelle mesure le juge devra-t-il admettre ses prétentions ?

De même qu'il en est le fondement, l'enrichissement sera la mesure de l'action de *in rem verso*.

Comment devra-t-on calculer cet enrichissement ?

En principe, c'est excessivement simple : il n'y a qu'à comparer le patrimoine avant et après l'opération, et la différence, en plus, sera l'enrichissement.

Malheureusement, un patrimoine ne se mesure pas très facilement, et, en pratique, on se heurtera à de sérieuses difficultés.

Si l'enrichissement procuré est d'une somme d'argent ou d'un corps certain, la question est facilement résolue.

Le défendeur devra restituer la somme d'argent, ou le corps certain. Rien n'est plus simple. Mais l'hypothèse se rencontrera rarement. Le plus souvent, il s'agira d'avantages incorporés au patrimoine, confondus dans sa masse, que l'on n'en peut plus faire sortir; de sorte qu'il faudra en faire une appréciation pécuniaire, pour savoir ce que le défendeur devra payer au demandeur. Et c'est là que les problèmes les plus délicats se présentent.

Que, par exemple, il s'agisse d'embellissements faits à une propriété. L'enrichissement sera de la plus-value ainsi procurée; mais, de combien sera cette plus-value? il y a là une estimation des plus complexes à faire avec les éléments les plus divers.

Encore bien plus délicate la situation suivante :

Supposons des dépenses faites, non pour embellir la chose, mais pour empêcher la perte ou la dégradation. L'action de *in rem verso* est recevable, car il ne s'agit pas de préjudice évité, mais de travaux de conservation opérés sur une chose et, par conséquent, en augmentant la valeur.

Mais dans quelle mesure?

Aussi dans ces hypothèses et dans les espèces analogues a-t-on coutume d'attribuer au demandeur le montant de ses dépenses, c'est-à-dire de son appauvrissement.

Mais c'est là un simple usage juridique qu'il n'y a pas à encourager et que l'on doit considérer comme un pis-aller pour les situations par trop inextricables.

D'ailleurs, la jurisprudence est la première à reconnaître que l'enrichissement seul est et doit être la vé-

ritable mesure de l'action. Rappelons notamment en ce sens un arrêt de la Cour de Bordeaux du 7 août 1900 (1).

En effet, l'enrichissement, fondement unique de l'action de *in rem verso*, doit en être la mesure ; et s'il peut arriver souvent que l'enrichissement survenu au défendeur soit égal à l'appauvrissement subi par le demandeur, il arrivera au moins aussi souvent que ces deux éléments diffèrent dans une proportion appréciable.

Il se peut, tout d'abord, que l'enrichissement produit soit inférieur aux dépenses exposées.

Le défendeur, s'il est condamné à payer ces dépenses, sera donc tenu de rembourser plus que ce dont il s'est enrichi. Qui ne voit ce que pareille solution aurait d'absurde, de contraire, à la fois, à l'équité et à la logique.

Le défendeur ne saurait être tenu au-delà de son enrichissement, mais de même le demandeur ne pourra obtenir moins que la valeur par lui produite.

Car il arrivera fréquemment que l'enrichissement sera supérieur à l'appauvrissement du demandeur : c'est même l'hypothèse qui se réalisera le plus souvent ; en effet, il est bien rare que l'on expose des dépenses sans avoir l'espoir qu'elles ne seront pas inutiles, qu'elles seront productives, et que, par conséquent, on en retirera un avantage.

Eh ! bien, nous croyons que, même dans ce cas, le

(1) D. 4902, 2.375.

demandeur pourra répéter l'intégralité de la valeur procurée à l'enrichi.

La solution, évidemment, répugne à ceux qui voient l'unique fondement de l'action de *in rem verso* dans des considérations d'équité. Leurs aspirations sont amplement satisfaites pourvu que le demandeur ne perde rien, recouvre les frais exposés.

Qu'importe que le défendeur continue à être, dans une certaine mesure, enrichi au détriment d'autrui, si le demandeur ne reste pas appauvri.

Quant aux partisans de la théorie de la gestion d'affaires anormale, il est évident que, pour eux, le pseudo-gérant ne saurait réclamer plus que les dépenses utiles qu'il a faites.

Il ne saurait en être autrement pour une action qui n'est qu'une variante inférieure de l'action *negotiorum gestorum*.

Les décisions de jurisprudence satisfont aussi M. Planiol et ses disciples. L'action de *in rem verso*, basée sur le préjudice subi par le demandeur, ne pourrait s'exercer dans une mesure supérieure à son appauvrissement.

C'est pourquoi la doctrine s'est trouvée, jusqu'ici, unanime à approuver la méthode de la jurisprudence : pour nous, nous devons la condamner.

En aucun cas, l'appauvrissement subi par le demandeur ne doit être pris en considération ; il ne doit pas exister aux yeux du juge ; il doit compter pour zéro dans les éléments sur lesquels il base sa décision ; tout au plus pourrait-il servir de guide dans le calcul de l'enrichissement.

Le demandeur demande qu'on lui attribue le bénéfice de son activité qui, par une circonstance due au hasard, ou plus souvent à une erreur, s'est égaré chez autrui. C'est cet enrichissement seul qu'il faut calculer.

Nous avons déjà exposé les difficultés pratiques auxquelles on peut se heurter dans l'application stricte du principe. Mais ces difficultés d'appréciation ne sont pas insurmontables. Un homme de l'art — c'est l'expression consacrée — pourra bien évaluer la plus-value apportée à un immeuble par des travaux d'embellissement ou de conservation.

Les tribunaux pourront ordonner toutes les mesures d'instruction nécessaires à éclairer leur religion.

Ils y auront déjà, la plupart du temps, recours pour constater l'existence de l'enrichissement.

Pourquoi le même expert, si nous prenons l'hypothèse d'une expertise, ne serait-il pas, en même temps, chargé de l'évaluer? Nous ne croyons pas qu'il soit d'espèce où de pareilles mesures ne puissent pas donner d'heureux résultats. Souvent la tâche de l'expert sera délicate, ardue, difficile; mais on lui laissera le temps; il pourra s'entourer de tous renseignements utiles, consulter tous documents, entendre tous témoignages qu'il estimera nécessaires. Le chiffre même des dépenses, nous l'avons déjà dit, pourra le guider dans sa mission; mais ce sera tout. Dans l'appréciation d'un dommage, par exemple en cas d'incendie, on se butte bien aux mêmes difficultés d'appréciation, et on les surmonte à l'aide de pareils moyens. Les nombreux procès soutenus par les Compagnies d'assurance en sont la preuve.

Mais, par le calcul de l'enrichissement, nous n'entendons pas uniquement le fait brutal de constater de combien s'est augmenté le patrimoine du défendeur.

Il faut n'attribuer au tiers que ce qui est la conséquence directe de son activité, et c'est là que la détermination de la consistance de l'enrichissement produit, se mêlera intimement à la recherche du lien de causalité.

Nous avons montré plus haut, qu'à côté de l'activité du demandeur, d'autres éléments pouvaient avoir contribué à la création de l'enrichissement ! fait du milieu social, de la nature, d'un tiers et même de l'enrichi. Dans le calcul de l'enrichissement, il y aura donc lieu de faire la part exacte qu'il faut en attribuer à chacun de ces éléments.

Mais, cette ventilation ne donnera pas naissance à des difficultés ou à des complications pratiques plus grandes. Une seule mesure d'instruction suffira à éclairer le Tribunal sur tous les points obscurs. En même temps que l'on constatera l'existence de l'enrichissement, on devra, par le fait même, le rattacher à ses causes : activité du demandeur et éléments connexes. Ainsi se fera, du même coup, par l'indication du départ des causalités, la détermination de la part qui revient à chacune et qu'on lui attribuera tout naturellement en opérant le calcul de l'enrichissement.

Le demandeur ne devra donc réclamer que l'enrichissement procuré, mais il le pourra réclamer intégralement, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de son appauvrissement, et c'est dans cette mesure que le juge accueillera son action.

2° A QUELLE ÉPOQUE FAUT-IL SE PLACER POUR OPÉRER
CE CALCUL ?

Mais, et ici nous arrivons à une question des plus délicates, à quel moment faudra-t-il se placer pour calculer cet enrichissement ? car toute valeur produite est susceptible de variations en plus ou en moins, dues au fait de l'homme ou au fait de la nature et du milieu social.

Un arrêt de la Cour de Lyon, du 11 janvier 1906, décide que, pour savoir s'il y a eu enrichissement et dans quelle mesure il y a eu enrichissement, il faut se placer, non pas au jour où les faits se sont produits, mais au jour de l'ouverture de l'action (1).

C'est donc au jour où le demandeur a intenté l'action de *in rem verso* qu'il faudrait se placer pour calculer l'enrichissement.

Cette décision n'indique d'ailleurs pas sur quel motif elle se base et nous ne croyons pas qu'il faille l'adopter.

Il y a d'abord lieu de faire une distinction capitale : Les variations sont-elles dues au fait de l'enrichisseur au fait de l'enrichi, ou à l'un de ces faits qu'on englobe sous la rubrique de « cas fortuits ».

L'enrichisseur exercera rarement de l'influence sur la valeur créée une fois qu'elle est sortie de son patrimoine pour entrer dans celui de l'enrichi.

Mais il peut arriver que les variations subies postérieurement à ce fait par l'enrichissement soient des conséquences directes de l'activité primitive, qu'elles aient été implicitement contenues dans l'acte généra-

(1) D. 1906, 2, 132.

leur, qu'en un mot, elles aient été prévues et voulues par l'auteur de l'enrichissement.

Eh ! bien celles-là naturellement doivent lui être rattachées ; elles ne font qu'achever le développement normal et complet de son activité. Et c'est toujours notre principe : « à chacun les conséquences de ses actes » qui nous dicte notre solution. Que les variations soient en plus ou en moins, peu importe, du moment qu'elles peuvent être considérées comme étant le fait du demandeur ; c'est lui qui doit en bénéficier ou les supporter. L'enrichisseur est créancier de l'enrichissement à dater de sa création, mais il bénéficie des augmentations et supporte les diminutions survenues si elles sont la conséquence de son activité.

Plus souvent que l'enrichisseur, l'enrichi qui est en possession de la valeur créée sera l'auteur des diverses variations subies par elle.

A lui, comme à l'enrichisseur s'applique le principe « à chacun les conséquences de ses actes ». Pour lui, donc, les améliorations qu'il a apportées à la chose ; à sa charge, les dégradations et détériorations, bref toutes les diminutions de valeur.

Ce sera encore un départ de causalités à faire. Une simple hypothèse démontrera d'ailleurs mieux que tous les principes qu'il en doit être ainsi :

Supposons une valeur quelconque créée, et qui, du fait de l'enrichi, s'accroît et prospère entre ses mains. L'enrichisseur, ayant triomphé dans l'exercice de l'action de *in rem verso*, récupère cette valeur. Que va-t-il se produire ?

C'est que l'enrichi va dire : « Pardon, me croyant

propriétaire de la chose, j'ai fait sur elle des dépenses d'embellissement, par exemple, et voici que vous en bénéficiez. Vous vous enrichissez donc injustement à mes dépens ; et je vais, à mon tour, récupérer cette valeur en intentant l'action de *in rem verso* contre vous. »

Et il aurait parfaitement raison. Plutôt que de donner lieu à ce circuit d'actions, ne vaut-il pas mieux faire immédiatement le départ de ce qui revient à chacun ; chose qui ne complètera d'ailleurs nullement la pratique de l'action de *in rem verso*, car elle se fera tout naturellement, en opérant le calcul même de l'enrichissement.

Mais, dira-t-on d'aussi puissantes raisons ne militent pas en faveur de l'attribution à l'enrichi des moins-values subies de son chef par la valeur créée ; il est généralement de bonne foi, et n'est-il pas contraire à l'équité de lui faire supporter la diminution survenue à un objet qu'il croyait sien, et dont, par conséquent il pensait pouvoir user comme bon lui semblait ? Va-t-on le traiter avec la même rigueur qu'un dépositaire qui lui, est averti et sait qu'il doit veiller attentivement sur la chose ?

A quoi nous répondrons, qu'il n'y a pas à faire de distinctions ; que du moment qu'il est logique et juste d'attribuer à l'enrichi les conséquences heureuses de ses actes, il doit l'être aussi de lui en faire supporter les mauvaises ; qu'alléguer sa bonne foi est un argument qui nous ramène à l'antique notion de la responsabilité quasi-délictuelle que nous avons déjà écartée ; et qu'enfin, la théorie que nous avons adoptée, le prin-

cipe qui nous dirige nous font une obligation d'adopter cette solution.

« A chacun les conséquences de ces actes », avons-nous dit ; nous n'avons pas distingué entre les bonnes et les mauvaises. Du reste le Code n'adopte-t-il pas, dans des espèces analogues, pareille solution.

C'est par exemple, le donataire d'immeuble obligé de rapporter ; l'article 863 du Code civil le déclare « tenu des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble par son fait ou par sa faute et négligence. » C'est encore l'article 2175 qui, réglant la situation du tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, et qui le délaisse édicte que toute détérioration provenant de son fait ou de sa négligence donne lieu, contre lui, à une action en indemnité.

A l'enrichi donc, de bénéficier des améliorations et de supporter les diminutions survenues de son fait ; et par le fait de l'enrichi, nous entendons aussi bien son fait personnel, celui des ses préposés ou de ses choses.

Restent donc, maintenant, les variations survenues à la suite de cas fortuits.

La question est simple : qui doit supporter les risques heureux ou malheureux ?

Nous croyons que c'est l'enrichisseur ; c'est lui qui a laissé égarer chez autrui le produit de son activité ; il s'en est dessaisi ; mais il n'en a jamais abandonné la propriété. L'enrichi, lui, a eu une attitude absolument passive ; il n'a fait que recueillir la valeur, sans jamais manifester l'intention d'en approprier les risques.

L'enrichisseur, au contraire, du fait de la création de la valeur, acceptait d'en supporter les risques.

A lui donc nous les attribuerons.

Et pareille solution conforme à la logique juridique, l'est également à l'équité :

Supposons, en effet, une plus-value apportée, par exemple, à des valeurs mobilières par le fait du milieu social. Nous ne trouvons pas injuste que le bénéfice en aille à l'enrichisseur qui les récupère.

Demeurées entre ses mains, elles auraient pareillement augmenté de valeur, et c'est lui seul qui en aurait bénéficié.

D'autre part, l'enrichi n'y perd rien ; cette valeur est entrée dans son patrimoine et, depuis, elle n'a cessé d'augmenter ; on la lui retire, et il n'est pas appauvri ; son patrimoine est resté tel qu'il était au jour où cette valeur nouvelle y avait fait son entrée.

Qu'il s'agisse, au contraire, d'une perte partielle ou totale de cette valeur ; nous trouverions inique de la faire supporter à l'enrichi. Cette valeur est entrée dans son patrimoine, et, par suite d'une circonstance à laquelle il est demeuré étranger, elle disparaît en tout ou en partie ; s'il doit la rembourser intégralement, telle qu'il l'a reçue, il sera appauvri ; et sans avoir fait, pour cela, aucun acte de nature à engager sa responsabilité. Il est resté passif, soit au moment où la valeur est apparue, soit lorsqu'elle s'est perdue. Il ne saurait être tenu d'en réparer la perte.

A l'enrichisseur donc de supporter les cas fortuits « faits de la nature, du tiers, du milieu social » ou d'en bénéficier.

Comme on le voit, en ce qui concerne le moment où il faut se placer pour calculer l'enrichissement, il est

impossible d'établir une règle unique. La solution diffère selon le cas.

On peut établir, en principe, *que l'enrichisseur est créancier de l'enrichissement au jour de sa création : c'est donc, à ce jour là, qu'on doit se placer pour le calculer.*

Puis, si, de ce jour, il a augmenté, on attribuera le bénéfice de ces plus-values au demandeur si elles proviennent de son fait ou d'un cas fortuit; au défendeur, si elles sont survenues de son fait.

Pareillement, si l'enrichissement a diminué le demandeur supportera la moins-value si elle s'est produite de son fait ou par cas fortuit; le défendeur, celle qui est née de son fait.

Telles sont les règles qu'il y aura lieu de suivre. Il pourra se faire que la valeur, objet de l'action, ait subi des variations nombreuses dues à des causes diverses. Il faudra donc attribuer à chacune de ces causes ses effets, et les répartir conformément aux règles établies.

Nous connaissons maintenant la physionomie exacte et complète de ce que doit être l'action de *in rem verso* et à peu de variantes près, signalées, d'ailleurs, en passant, de ce qu'elle est actuellement en jurisprudence.

III

Défenses à l'action de « *in rem verso* »

Nous savons ce que doit faire et établir le demandeur. Pour avoir une notion plus vaste et encore plus complète, il nous reste à apprendre ce que pourra faire le défendeur, comment il pourra paralyser en tout ou en partie l'exercice de l'action de *in rem verso*, quelles fins de non-recevoir il pourra y opposer?

1^o FINS DE NON-RECEVOIR GÉNÉRALES

Il est facile d'indiquer une fin de non-recevoir générale qu'il pourra tirer de l'inexistence d'une des conditions prescrites et exigées pour le succès de l'action de *in rem verso*. Il pourra alléguer que le fait personnel du demandeur n'existe pas, ou plutôt qu'il n'est pas établi. Plus souvent, il pourra prétendre que l'enrichissement dont est poursuivie la répétition ne présente pas les caractères exigés; qu'il n'est ni actuel, ni certain, ou qu'il s'est produit dans des conditions de normalité telles qu'elles rendent irrecevable l'action.

Mais, plus fréquemment encore, ce sera dans une

faiblesse, dans un relâchement du lien de causalité, qu'il puisera le succès de sa défense. Mais ce sont là des points sur lesquels il est inutile d'insister : on les connaît suffisamment par l'exposé précédent.

A côté de ces fins de non-recevoir générales, nous pouvons en trouver de plus spéciales.

2^o JUSTE DROIT DE CONSERVER L'ENRICHISSEMENT

Le défendeur prétendra, avec succès, qu'il n'est pas tenu de restituer l'enrichissement, parce que ce n'est pas un enrichissement sans cause, s'il peut alléguer et établir qu'il lui provient d'un contrat intervenu entre le demandeur et lui (hypothèse rare et dénotant de la mauvaise foi chez l'enrichisseur) ou s'il prouve que le demandeur a, d'avance, fait à son profit le sacrifice de la valeur créée. Mais les difficultés de preuve auxquelles se heurtera le défendeur seront considérables ; car, si l'enrichisseur se hasarde à intenter l'action de *in rem verso*, c'est qu'il estime la preuve du contrat difficile et même impossible ; et encore bien plus difficile et plus impossible celle de la donation d'activité que constituerait l'intention d'abandonner l'enrichissement créé au défendeur.

De telle sorte, qu'on ne trouve en jurisprudence aucune espèce de ce genre, et qu'il est même difficile d'en imaginer des exemples. Nous signalons l'hypothèse, pour être complet, mais nous nous bornons à la signaler.

Nous avons vu plus haut, en examinant les conditions que doit remplir le lien de causalité que l'on trou-

vait souvent, dans les espèces de l'enrichissement sans cause, la présence et l'intervention d'un tiers. Ce tiers sera presque toujours, pour ne pas dire toujours, uni à l'une des parties par un lien de droit quelconque, contrat ou quasi-contrat. Eh ! bien, est-ce que ce contrat ou quasi-contrat n'aura pas une influence quelconque sur le sort de l'action *in rem verso* ? Est-ce que le défendeur ne s'en pourra pas prévaloir pour la déclarer mal fondée ?

Examinons donc de quelles façons diverses peut se réaliser l'intervention du tiers considéré sous cet angle.

Il peut être uni par des liens juridiques soit avec l'enrichisseur, soit avec l'enrichi ; soit avec l'enrichisseur et l'enrichi.

Mais il n'y a pas lieu de se placer à ce triple point de vue, le troisième n'étant que la réunion des deux premiers. Nous n'avons à répondre qu'à une double question : Quelle sera l'influence du contrat ou quasi-contrat survenu entre l'enrichisseur et le tiers, et entre le tiers et l'enrichi ?

Examinons, tout de suite, la question en ce qui concerne les contrats ou quasi-contrats de représentation : mandat et gestion d'affaires.

Dans ce cas-là, la personnalité du tiers n'existe pour ainsi dire pas, car elle n'est que le prolongement de celle du représenté.

Le tiers agit-il comme représentant de l'enrichisseur ? à ce dernier le bénéfice de l'action de *in rem verso*, de même que si c'était lui qui avait agi.

Seulement, si dans la conduite de l'opération, le

représentant a eu une part toute personnelle, s'il a fait preuve, dans une certaine mesure d'une initiative propre qui a contribué pour une quote-part à la création de l'enrichissement, nous croyons qu'entre le commis et le commettant il y aura compte à faire. De même que le commettant, responsable des actes de son préposé, pourra lui faire supporter le dommage à réparer dans la mesure où il l'a causé par son fait personnel ; de même ce préposé pourra se faire attribuer de la valeur produite la part qui revient à son initiative propre, à son activité s'exerçant en dehors des limites que lui avait assignées le commettant. Mais tout ceci se passe de l'enrichisseur à son préposé ; le défendeur n'a rien à y voir et ne saurait s'en prévaloir pour faire échec, même en partie, à l'action de *in rem verso*.

Le tiers s'est-il trouvé mêlé à l'opération comme représentant de l'enrichi, du défendeur ? Son rôle s'est alors borné à recueillir et transmettre la valeur litigieuse. A-t-il agi dans la limite de ses pouvoirs ? Sa personnalité disparaît alors entièrement pour faire place à celle de l'enrichi, et tout se passe comme si ce dernier avait directement recueilli l'enrichissement.

Le tiers a-t-il, au contraire, en tant que représentant, excédé les pouvoirs dont il était muni ? Nous avons vu, plus haut, que son rôle était celui d'un agent nécessaire de transmission, et qu'il n'était pas tellement actif qu'il influât, en quoi que ce soit, sur le lien de causalité, et, par conséquent sur le succès de l'action de *in rem verso*.

Done, de l'enrichisseur au tiers, ou de l'enrichi au

tiers, les contrats ou quasi-contrats de représentation ne sauraient jamais constituer, pour le défendeur, une fin de non-recevoir.

En sera-t-il de même des autres contrats ?

De l'enrichisseur au tiers, souvent sera intervenu un contrat de louage d'ouvrage, ou de choses, ou de vente, ou tout autre contrat, comme dans l'hypothèse de réparations faites à un immeuble à la requête du locataire et bénéficiant au propriétaire de l'immeuble ; ou de fournitures d'engrais livrées à un fermier et enrichissant le propriétaire du fonds amendé. Le propriétaire de la terre ou celui de l'immeuble, poursuivis par l'action de *in rem verso* ne vont-ils pas pouvoir repousser, avec succès, cette action, en alléguant qu'elle fait double emploi avec l'action contractuelle que devait intenter le demandeur contre son co-contractant, qu'après tout, ces travaux, ces fournitures ne les concernent pas, que d'autres en ont fait la commande, et qu'ils se prévalent du vieil adage : « *Res inter alios acta* » ?

Certes, tout cela, le défendeur pourra le dire, mais il n'y a pas lieu de s'y arrêter. L'action de *in rem verso* ne fait pas double emploi avec l'action contractuelle ; elles diffèrent essentiellement.

Tandis que l'une puise sa source dans le contrat auquel l'enrichi est totalement étranger ; l'autre a trouvé son fondement dans le profit qui est résulté de l'exécution de ce contrat pour le défendeur.

Comme on le voit, ces deux actions ne sont pas nées du même fait ; elles ont une origine bien différente.

Mais il va naturellement sans dire, que si l'enrichis-

seur a engagé, avec succès, l'action contractuelle, ou si son cocontractant a rempli les obligations qui lui incombait, le défendeur pourra alors résister, avec succès, à l'action de *in rem verso*, car l'enrichisseur étant désintéressé est de ce fait même écarté du débat. Il est inutile d'ajouter que l'hypothèse ne se produira que rarement ; car il est plus que certain que l'enrichisseur ne se décidera à engager l'action de *in rem verso* qu'après s'être convaincu de l'insuccès de l'action contractuelle et de l'insolvabilité de son débiteur.

L'action contractuelle est, en effet, plus avantageuse pour lui ; elle ne se butte, en général, à aucune difficulté de preuve, et le demandeur peut y réclamer le prix qu'il a assigné à ses fournitures ou à ses travaux. Par l'action de *in rem verso*, souvent plus compliquée au point de vue de la preuve, il n'obtiendra que la valeur de l'enrichissement créé qui peut être inférieure au prix débattu. Il est donc évident que le demandeur n'intentera l'action de *in rem verso* qu'en désespoir de cause ; elle ne risque pas de faire double emploi avec l'action contractuelle et le défendeur ne pourra pas se prévaloir du contrat intervenu pour s'opposer à son exercice, car on ne le poursuit pas en vertu de ce contrat, mais uniquement à cause du profit, de l'enrichissement qu'il a recueilli.

Mais le contrat intervenu entre le tiers et le défendeur, est-ce que ce dernier ne pourra l'opposer à la demande formée par l'enrichisseur ?

Il y a lieu, ici, de distinguer.

Il se peut que ce contrat ne confère pas à l'enrichi le droit de conserver l'enrichissement.

Reprenons l'espèce précédente de réparations faites sur des immeubles à l'instigation d'un locataire. Entre le tiers et l'enrichi, il y a contrat de louage de choses.

Eh ! bien, ce contrat ne saurait conférer au défendeur aucun droit à conserver l'enrichissement, pour cette bonne raison qu'il ne porte nullement sur la valeur créée. Ce n'est pas par l'effet de ce contrat, que le défendeur a recueilli le profit de l'opération ; c'est par la force même des choses. Les événements auraient abouti à un résultat identique, si, par exemple, les réparations avaient été faites sur l'immeuble en question, ensuite d'une erreur de l'entrepreneur. C'est le travail du dernier qui a directement créé le profit, et l'a transmis au défendeur. Le contrat de louage de choses est totalement étranger aussi bien à la création qu'à la transmission de l'enrichissement. Ce sont deux domaines distincts, séparés par des cloisons étanches. Rien de l'un n'est commun à l'autre ; ce n'est pas par l'effet du contrat que le défendeur a recueilli l'enrichissement ; il ne saurait donc s'en prévaloir pour le conserver.

Bien différente est la situation si l'effet même du contrat a été de faire parvenir au défendeur l'enrichissement ; s'il l'a recueilli ensuite de ce contrat. Il pourra tout d'abord arriver, que de ce fait même le lien de causalité soit suffisamment relâché pour rendre irrecevable l'action de *in rem verso* ; car, pareille hypothèse suppose nécessairement chez le tiers, chez le cocontractant, une certaine activité qui peut rompre la chaîne reliant le fait du demandeur à l'enrichissement du défendeur.

Ce dernier pourra donc tirer de là un moyen de défense qu'il opposera avec succès à l'action intentée contre lui.

Mais il peut arriver que, malgré l'existence de ce contrat tel que nous l'avons imaginé, le lien de causalité subsiste encore assez fort pour que le demandeur puisse invoquer le bénéfice de l'action de *in rem verso*.

La jurisprudence en présente d'ailleurs l'exemple, et c'est sur cette espèce que nous allons raisonner.

C'est dans un arrêt du 18 octobre 1898 que la Cour de Cassation s'est prononcée sur la question (1) :

Un ouvrier engagé par un fermier pour la récolte n'avait pas été payé par ce dernier. Conformément aux stipulations du bail, le propriétaire avait reçu une part de la récolte; l'ouvrier, privilégié pour le paiement de ses salaires sur la récolte, prétendait que le propriétaire s'était enrichi à ses dépens, et intentait contre lui l'action de *in rem verso*.

Le lien de causalité, on le voit, existe dans toute sa pureté; le travail de l'ouvrier a bien, pour une quote-part à déterminer, contribué à la production de la récolte, recueillie par le propriétaire.

La Cour de Cassation a rejeté l'action de *in rem verso* estimant qu'on ne peut considérer le propriétaire qui a reçu le prix du fermage ou sa part de récolte, conformément aux stipulations du bail, comme s'étant, sans cause légitime, enrichi au détriment de l'ouvrier.

Nous croyons qu'il a été bien jugé, et que la solution doit être étendue à toutes les espèces analogues.

(1) D. 1899, 4. 105; S. 1899, 4.165.

faciles à concevoir, et qui se sont d'ailleurs produites : par exemple, au cas où un entrepreneur réclamerait au propriétaire le paiement de réparations locatives, que la loi met à la charge du locataire, ou de réparations faites par ce dernier en exécution de clauses spéciales du bail. Dans une espèce de ce genre, la Cour de Paris a adopté ce point de vue par un arrêt du 26 juin 1899 (1).

Dans ces cas-là, en effet, on ne saurait dire qu'il y a, chez le défendeur, enrichissement sans cause.

En commençant notre étude, nous avons déterminé le sens qu'il fallait attacher à ces mots et nous avons conclu qu'ils s'appliquaient à tout enrichissement ne provenant ni d'un contrat ou quasi-contrat, ni d'un délit ou quasi-délit.

On ne saurait affirmer que l'enrichissement recueilli ainsi que nous l'exposons soit sans cause; puisqu'il échet au défendeur en exécution d'un contrat.

Il se peut qu'il s'enrichisse aux dépens d'autrui, mais ce n'est pas, en tous cas, sans cause légitime, puisque c'est un contrat qui lui confère cet enrichissement; et, par conséquent, le droit de le conserver.

Il est bien évident qu'au cas où le contrat serait entaché de fraude, nous ne pourrions adopter la même solution; le droit commun s'appliquerait alors. Nous parlons d'un contrat sérieux, où le plus souvent le défendeur, s'il en retire un avantage quelconque a, de son côté, consenti quelque contre-prestation. Il se pourra, dans certains cas, qu'il n'en soit pas toujours

(1) Paris, 29 juin 1899. S. 1901, 2.167.

ainsi ; si, par exemple, le défendeur allègue l'existence d'une donation.

La solution sera la même ; car ce n'est pas le sacrifice consenti par le défendeur qui la dicte, mais uniquement l'existence d'un contrat, c'est-à-dire, d'une cause légitime d'avoir recueilli l'enrichissement.

Si donc le défendeur a eu pour recueillir l'enrichissement une cause juridique légitime, on ne conçoit pas qu'il puisse être obligé de le restituer ; qu'ayant eu le droit de le recueillir, il n'ait pas celui de le conserver.

C'est ce que MM. Ripert et Teisseire appellent la doctrine de « l'opposabilité à tous du droit défini » Ils semblent ne l'accepter que sous réserves ; pour notre part, nous n'hésitons pas à nous y ranger. Cette théorie, dans le développement consacré à l'enrichissement sans cause, correspond exactement à celle de l'abus du droit dans le domaine de la responsabilité ; et ceci vient encore à l'appui de notre manière de voir.

Car si l'on admet que l'on peut ne pas être tenu à la réparation d'un dommage par suite de ce fait qu'il est résulté de l'exercice d'un droit, il faut admettre, que l'on puisse conserver un enrichissement recueilli aux dépens d'autrui, parce qu'on l'a recueilli dans l'exercice d'un droit ou, pour donner une formule plus parallèle : « qu'on ne puisse répéter un enrichissement procuré à autrui, parce que autrui l'a recueilli dans l'exercice d'un droit. »

En dehors donc des fins de non-recevoir tirées de l'absence d'une condition exigée pour le succès de l'action de *in rem verso*, le défendeur pourra se prévaloir d'un contrat ou quasi-contrat intervenu entre

lui et le demandeur, ou d'un contrat ou quasi-contrat intervenu entre lui et un tiers et lui conférant le droit de recueillir et conserver l'enrichissement.

3^o DOMMAGE RÉSULTANT POUR LE DÉFENDEUR DE L'EXERCICE
DE L'ACTION DE « IN REM VERSO »

/u Dans notre chapitre précédent, en écartant une des ~~plus~~ grosses objections que l'on puisse faire à l'action de *in rem verso*, nous avons implicitement indiqué un dernier moyen par lequel le défendeur pourra partiellement ou totalement faire échec à la demande de l'enrichisseur. Nous voulons parler des cas où l'enrichi pourra alléguer que l'exercice par l'enrichisseur de l'action de *in rem verso* constitue pour lui la source d'un préjudice certain.

Il est bien évident que les cas seront relativement fréquents. L'ingérence injustifiée dans les affaires d'autrui qu'est le plus souvent l'acte générateur de l'enrichissement, le procès qui en résulte et dont, en définitive, l'enrichisseur est l'auteur ; le bouleversement complet du patrimoine de l'enrichi que consacrera fatalement la décision de justice qui suivra : tels sont en général les éléments actuels, certains, et appréciables dont se compose à l'analyse le préjudice dont l'enrichi va se plaindre.

A qui de supporter ce dommage ? Si nous voulons être logique avec nous-mêmes, ne pas nous infliger la plus flagrante contradiction, nous ne pouvons pas hésiter à répondre qu'à l'enrichisseur seul incombera la réparation du dommage.

Le préjudice que subit le défendeur du fait de l'exercice de l'action de *in rem verso* est la conséquence de l'activité du demandeur, de l'enrichisseur au même titre que le profit dont il réclame la restitution. Il serait souverainement injuste et contraire même au bon sens d'ordonner la restitution du second, sans du même coup le condamner à la réparation du premier.

C'est donc —et ceci n'est que l'aboutissement inéluctable de notre théorie— à l'enrichisseur de supporter et par conséquent de réparer le préjudice qui résulte pour l'enrichi de l'exercice de l'action de *in rem verso*.

Nous ne nous dissimulons pas que dans le développement qui va suivre, nous ne pourrions invoquer à l'appui, aucune décision de jurisprudence conforme à notre thèse. Nous n'en rencontrerons du moins pas davantage qui la condamne, la question n'ayant, croyons-nous, jamais été posée devant les tribunaux.

Mais nous pouvons invoquer pour soutenir notre opinion une autorité incontestable, celle même du législateur.

Le Code Civil propose en effet une solution analogue dans l'article 577 lorsqu'il prévoit, au sujet de l'accession mobilière, une condamnation de l'enrichisseur à des dommages-intérêts.

Au surplus la pratique judiciaire ne nous fournit-elle pas journellement l'exemple d'une institution semblable en bien des points à celle que nous préconisons en ce moment comme moyen de résistance à l'action de *in rem verso*. Nous voulons parler des demandes

reconventionnelles en dommages-intérêts formées par le défendeur à un litige quelconque à titre de réparation du préjudice que, prétend-il, il subit du chef d'un procès mal fondé et téméraire. Il en fut fait d'ailleurs un véritable abus au temps où elles avaient pouvoir de communiquer à la demande principale le taux de leur ressort. Maintenant qu'il n'en est plus ainsi, on en fait un usage plus rare, mais généralement plus justifié. Elles constituent néanmoins une institution de procédure assez fréquemment employée ; et il n'est pas rare de voir les tribunaux accorder au défendeur tout ou partie des dommages-intérêts réclamés lorsqu'il appert des débats que la demande principale était loin d'être justifiée.

C'est à cette sorte de procédure que nous pourrions comparer le plus exactement la façon dont, nous semble-t-il, le défendeur à l'action de *in rem verso* devra manier dans la pratique l'arme que nous lui reconnaissons.

Le défendeur en effet introduira contre le demandeur à l'action de *in rem verso* une véritable demande reconventionnelle ; demande reconventionnelle en réparation du dommage causé par l'intrusion de ce tiers dans la gestion de ses affaires ; par les tracas du procès où il se trouve jeté malgré lui ; par les embarras financiers auxquels il peut se trouver en butte précisément à ce sujet ; par le trouble qu'apporte dans la composition de son patrimoine le bouleversement opéré par l'acte de l'enrichisseur, trouble naissant avec l'activité génératrice de la valeur, qu'aggrave chaque acte de procédure, et que doit consacrer pour ainsi dire le jugement.

Certes nous n'avons pas la prétention d'avoir énu-

méré tous les éléments dont se composera ou pourra se composer le préjudice subi par l'enrichi. Il en est que l'on retrouvera dans chaque espèce ; mais avec chaque espèce aussi, il en surgira de nouveaux, qui lui seront particuliers.

On a pu se rendre compte, que le préjudice subi par le défendeur bien que certains de ses éléments ne soient pas définitifs, revêt un caractère d'actualité et de certitude qui lui permet de servir juridiquement de base à une demande de dommages-intérêts, et d'être soumis utilement à l'appréciation du juge qui possède suffisamment d'indications pour en évaluer le montant.

Nous avons dit, quelques lignes plus haut, que certains des éléments du préjudice dont le défendeur demande réparation ne revêtaient pas un caractère définitif. Nous voulions parler du trouble apporté dans la composition de son patrimoine qui du fait de la restitution de l'enrichisseur va, non pas diminuer mais du moins varier dans ces éléments constitutifs ; ce sera par exemple une construction qui viendra remplacer une somme d'argent que le défendeur aura à déboursier. Il est certain que cela peut constituer un fait nettement préjudiciable pour l'enrichi, qui aurait évidemment préféré ne pas voir varier la composition de son patrimoine ; mais il n'est pas moins certain que ce préjudice n'est pas au jour de la demande un fait accompli. Néanmoins, au jour de la demande, le trouble commence à naître dans le patrimoine du défendeur ; et la décision qui va solutionner l'instance en fera un événement fatal, contre lequel il n'y a pas à lutter, par conséquent un préjudice certain et actuel.

Or, aucune raison juridique ne s'oppose à ce que la même décision judiciaire qui constate l'existence d'un préjudice, mieux qui le consacre, le rend inévitable; rien, disons-nous, ne s'oppose à ce que cette même décision en ordonne la réparation après l'avoir évalué; d'autant plus, en l'espèce, que les juges auront tous les éléments d'appréciation nécessaires soit, *de plano*, soit par la mesure d'instruction qu'ils devront ordonner pour constater et évaluer l'enrichissement et qui pourra leur servir pour le calcul du préjudice dont ils ordonneront réparation.

Nous pouvons donc poser comme vraie cette formule.

Le défendeur à l'action de in rem verso pourra, par une demande reconventionnelle, réclamer au demandeur la réparation du préjudice qu'il subit du fait de l'exercice de l'action de in rem verso.

Mais comment, en pratique, va se résoudre le conflit qui surgira ainsi entre la demande principale et la demande reconventionnelle ?

De la façon la plus simple.

Il nous sera plus facile de raisonner avec des chiffres. Prenons un exemple.

Supposons que la valeur créée, l'enrichissement dont est poursuivie la restitution ait été après les débats du procès, ensuite de diverses mesures d'instruction évaluée à la somme de dix mille francs.

Supposons également que le préjudice dont se plaint le défendeur principal, demandeur reconventionnel, ait été dans les mêmes circonstances évalué à une autre somme de cinq mille francs.

Le jugement qui interviendra devra donc prononcer condamnation contre l'enrichi pour la somme de dix mille francs, représentant l'enrichissement par lui recueilli, et contre l'enrichisseur condamnation pour la somme de cinq mille francs, montant du préjudice par lui causé.

Mais voilà donc deux créances, l'une et l'autre désormais liquides, et, par conséquent, entre elles pourra s'opérer la compensation.

Nous ne nous trouvons plus alors en face d'un problème juridique, mais d'une simple opération d'arithmétique. L'enrichi sera redevable de la somme de cinq mille francs à l'enrichisseur.

Si donc le préjudice éprouvé est ^{supérieur} ~~inférieur~~ à l'enrichissement recueilli, l'enrichisseur restera débiteur de la différence des deux sommes représentant ces deux éléments.

Si le préjudice et l'enrichissement sont égaux, la compensation s'opère totale.

Mais dans l'hypothèse, tellement invraisemblable qu'on pourrait la passer sous silence, où le préjudice sera supérieur à la valeur recueillie, qu'adviendra-t-il ? Nous croyons que logiquement l'enrichisseur serait débiteur du surcroît des dommages-intérêts attribués à l'enrichi. Mais en pratique, l'hypothèse se présentera rarement, pour ne pas dire jamais ; et, au cas où cette éventualité se produirait, l'abandon par l'enrichisseur de la valeur créée et sa condamnation à tous les dépens de l'instance tiendraient suffisamment lieu de tous dommages-intérêts.

Nous ne nous dissimulerons pas la hardiesse des

vues qui précèdent. C'est à peine si nous avons trouvé pareille solution esquissée par MM. Ripert et Teissière. Nous ne croyons pas qu'ailleurs il en ait été question.

Cependant, la possibilité pour le défendeur d'introduire cette demande reconventionnelle, nous paraît le correctif nécessaire de l'admission aussi large que nous la désirons de l'action de *in rem verso*.

La jurisprudence consacrera-t-elle cette manière de voir. Nous n'osons l'espérer d'ici longtemps.

Mais, que la théorie de la responsabilité du simple fait entre plus profondément dans les mœurs judiciaires, notre théorie de l'enrichissement sans cause suivra, avec toutes ses conséquences, et notamment celle que nous venons d'exposer.

Quoi qu'il en soit, nous avons pu remarquer que, à part quelques vues un peu spéciales, l'action de *in rem verso* telle qu'elle découle de notre théorie concorde avec celle qu'a créée la jurisprudence et celle qui sanctionne certains articles du Code.

C'est pourquoi, dans le tableau suivant, nous avons cru faire un résumé de l'action de *in rem verso* conforme à la fois, à notre opinion, à la jurisprudence et à la loi.

ACTION DE " IN REM VERSO "

BUT : Répétition de l'enrichissement recueilli sans cause légitime par autrui.

(A) — Fait du demandeur : fait personnel ou de son mandataire.

(B) — Enrichissement du défendeur : $\left\{ \begin{array}{l} \text{actuel,} \\ \text{certain,} \\ \text{avantage patrimonial} \dots \dots \dots \end{array} \right. \left\{ \begin{array}{l} \text{recueilli en dehors des conditions ordinaires de normalité et de réciprocité.} \end{array} \right.$

CONDITIONS D'EXERCICE

$\left\{ \begin{array}{l} \text{C) — Lien de causalité unissant} \\ \text{ces deux éléments} \dots \dots \dots \end{array} \right. \left\{ \begin{array}{l} \text{a) Lien de fait créant le lien de droit.} \\ \text{tiers spectateur passif} \dots \dots \dots \text{ tiers mandataire du demandeur} \dots \dots \dots \text{ tiers agent de transmission sans initiative propre} \dots \dots \dots \text{ Le tiers a opéré la transmission de sa propre initiative} \dots \dots \dots \end{array} \right. \left\{ \begin{array}{l} \text{Le lien subsiste dans toute sa force.} \\ \text{Le lien de causalité est rompu.} \end{array} \right.$

(A) — Somme d'argent) aucune difficulté,

(B) — Corps certain....) c'est la somme ou le corps qui seront restitués.

MESURE : L'enrichissement $\left\{ \begin{array}{l} \text{C) Travaux, améliorations, etc. :} \\ \text{appréciation pecuniaire} \dots \dots \dots \end{array} \right. \left\{ \begin{array}{l} \text{appréciation de l'enrichissement procuré sans tenir compte du montant des dépenses exposées.} \\ \text{calculé au moment où il s'est produit} \dots \dots \dots \text{ du fait du défendeur : par lui.} \\ \text{les variations à dater de ce moment étant} \dots \dots \dots \text{ du fait du demandeur : par lui.} \\ \text{supportées ou acquises, celles provenant} \dots \dots \dots \text{ des cas fortuits : par le demandeur.} \end{array} \right.$

1) — Absence d'une des conditions d'exercice requises.

$\left\{ \begin{array}{l} \text{B) — Juste droit de conservation} \dots \dots \dots \text{ a) } \left\{ \begin{array}{l} \text{contrat ou quasi-contrat intervenu entre le demandeur et le défendeur, et donnant à ce dernier le droit de conserver l'enrichissement.} \end{array} \right. \\ \text{Contractation} \dots \dots \dots \text{ b) } \left\{ \begin{array}{l} \text{contrat ou quasi-contrat intervenu entre le défendeur et un tiers, et ayant pour effet de donner une juste cause à l'enrichissement du défendeur.} \end{array} \right. \end{array} \right.$

$\left\{ \begin{array}{l} \text{C) — Absence de lien de causalité} \dots \dots \dots \text{ d) } \left\{ \begin{array}{l} \text{une juste cause à l'enrichissement du défendeur.} \end{array} \right. \\ \text{Contractation} \dots \dots \dots \text{ e) } \left\{ \begin{array}{l} \text{une juste cause à l'enrichissement du défendeur.} \end{array} \right. \end{array} \right.$

du chef de l'exercice de l'action de in rem verso (A).

1) Nous avons employé à dessein les caractères italiques, ce dernier élément étant propre à l'action théorique que nous avons construite.

CONCLUSION

Nous ne nous dissimulons pas qu'il faudra encore longtemps pour que la jurisprudence accepte et mette en pratique une conception aussi large de l'action de *in rem verso*.

C'est à peine si, de temps à autre, on peut trouver des décisions faisant état de la théorie nouvelle de la responsabilité ; or, celle-ci doit précéder la nôtre dans les mœurs judiciaires et ceci nécessairement.

Pour le moment, la jurisprudence ne voit dans l'action de *in rem verso* que la consécration d'un principe d'équité pure, c'est-à-dire, n'ayant pas d'autre base que l'équité.

C'est pourquoi, tout en se rapprochant sensiblement de notre conception, coïncidant même avec elle dans les grandes lignes schématiques, l'action jurisprudentielle en diffère assez sensiblement sur certains points.

Mais la jurisprudence n'est pas la loi ; elle n'en a ni l'immutabilité ni la force. Et nous avons vu que le législateur a totalement omis de poser et de résoudre la question de l'enrichissement sans cause.

Nous avons pu nous convaincre de l'importance du

problème au point de vue théorique, et du nombre considérable d'espèces qui peuvent se présenter dans la pratique judiciaire.

A ce double point de vue, nous devons regretter la lacune que nous avons signalée, et par conséquent espérer qu'elle soit comblée.

Il faut dans l'intérêt du plaideur, c'est-à-dire dans l'intérêt de tous, que les tribunaux soient enfin guidés dans leurs décisions par des principes reconnus de tous, par des règles fixes — et ne demeurant plus soumis aux influences toujours variables de la coutume et de la doctrine.

Une codification de la question est donc souhaitable, même nécessaire.

Quand on parle d'élaborer une loi nouvelle, la première pensée qui vient à l'esprit est de chercher un exemple dans les législations étrangères, pour y puiser les éléments assimilables à notre droit.

Jetons donc un coup d'œil sur les Codes qui ont abordé et tranché notre question.

Le Code civil allemand, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, consacre les articles 812 à 823, c'est-à-dire onze articles à « l'Enrichissement sans cause ». C'est largement suffisant. Nous ne pourrions pas cependant y puiser un modèle de législation. Les différences nombreuses et profondes qui séparent le droit français et le droit allemand semblent avoir exercé une influence toute spéciale sur cette matière.

En droit allemand, « la plupart des titres d'acquisition en matière de droits, tant réels que personnels, présentent la caractère d'actes abstraits produisant

leur effet automatiquement, indépendamment des rapports préexistants qui ont amené leur naissance » (1).

Dans le but de protéger les tiers, le Code allemand a multiplié les cas où foi est due au titre, même s'il émane d'une personne sans droit ou sans pouvoir. De telles règles donnent naissance à de nombreuses occasions d'enrichissement illégitime. Il peut arriver fréquemment qu'à la suite de l'acte abstrait, l'une des parties contractantes réalisera un bénéfice contraire à l'équité. L'acheteur qui a son titre d'acquisition est propriétaire de la chose vendue même s'il n'a pas payé son prix.

C'est en vue surtout de remédier à de pareils inconvénients que les articles relatifs à l'enrichissement sans cause ont été édictés.

Certes nous ne désapprouverions pas le principe général posé par l'article 812 § 1.

« Quiconque, par prestation faite par une autre personne ou de toute autre manière, fait une acquisition sans cause juridique aux dépens de cette autre personne, est obligée vis-à-vis d'elle à restitution. »

Mais les articles suivants où le législateur développe toute l'extension du principe montrent combien nos points de vue diffèrent.

C'est ainsi qu'on déclare restituable l'enrichissement au cas de défaut ou disparition de cause juridique motivant soit une prestation soit la reconnaissance d'existence ou non-existence d'une obligation (art. 812).

(1) *Code civil allemand*, Imprimerie nationale, 1906, T II p. 366.

Or chez nous la cause est une condition-essentielle de validité des contrats, de sorte qu'en l'espèce nous avons simplement l'action en nullité du contrat.

Il est vrai que la notion de cause qui n'apparaît guère qu'à cette occasion dans le droit civil allemand est plus vaste que chez nous; elle embrasse ce que nous appelons les motifs, puisque on devra restituer l'enrichissement au cas de non-réalisation du but poursuivi (art. 812). En droit français on mettra en jeu l'action contractuelle pour obtenir ce but.

Est répétable la prestation dont la contre-prestation se butte à une exception péremptoire (art. 813). Dans notre droit, la nullité de l'obligation entraînera la restitution de la prestation déjà effectuée.

L'acte de disposition accompli par un non ayant droit entraînera sa condamnation envers l'ayant droit frustré à la restitution du profit qu'il a retiré de l'opération (art. 816). Chez nous la disposition sera nulle comme émanant *a non domino*.

De même la prestation faite à un non ayant droit est restituable (art. 816); c'est notre répétition de l'indu.

Restituable aussi la prestation illicite ou immorale *parte accipientis ou ex utraque parte*; chez nous, l'obligation est nulle.

Comme on le voit, à part le principe général édicté en tête de la matière, nous ne saurions rien transporter du Code civil allemand dans le Code civil français, puisque tous les cas envisagés sont déjà dans notre législation prévus et réglés d'une façon toute différente; et comme les articles suivants relatifs au montant et au mode de la restitution ont été certai-

nement influencés par le point de vue tout spécial et bien différent du nôtre auquel s'est placé le législateur allemand, ils ne sauraient non plus nous servir de modèle.

La matière à régir chez nous n'est pas la même que celle régie par le Code civil allemand. L'objectif à poursuivre n'est pas de pallier les inconvénients provenant d'un droit contractuel défectueux.

Trouverons-nous des éléments plus assimilables dans une législation qui présente plus de points de contact avec la nôtre? Je veux parler de la législation suisse.

Dans le Code Fédéral des Obligations, il existe un chapitre consacré aux obligations résultant d'un enrichissement illégitime. La matière est réglée d'une façon générale par l'article 70 qui dit : « Celui qui, sans cause légitime, s'est enrichi aux dépens d'autrui, est tenu à restitution ».

Certes, nous nous garderons de dire que la formule est vicieuse ; en tous cas, nous n'en saurions souhaiter de plus concise et nous la préférons à la formule allemande.

Mais le Code Fédéral prévoit deux manières de s'enrichir aux dépens d'autrui : la réception sans cause et le paiement de l'indû.

Or, nous savons que, chez nous, le paiement de l'indû est régi par les textes incorporés au chapitre des quasi-contrats ; ce qui indique déjà une première différence dans la façon de concevoir la matière. Mais ce ne serait pas là un obstacle insurmontable ; on pourrait tenir pour inexistants les textes consacrés au paiement de l'indû, et se guider uniquement sur

ceux relatifs à la réception sans cause, matière qui, semble-t-il, doit coïncider avec ce que nous appelons l'enrichissement sans cause.

L'article 71 prévoit trois façons de s'enrichir sans cause : On est tenu, en particulier, de restituer ce qu'on a reçu sans cause, en vertu d'une cause qui ne s'est pas réalisée, ou en vertu d'une cause qui a cessé d'exister.

Ne parlons pas du cas général, mais des deux derniers cas plus spéciaux.

Voyons les exemples qu'en donne M. Virgile Rossel, un des commentateurs les plus autorisés du Code Fédéral (1). L'enrichissement en vertu d'une cause qui ne s'est pas réalisée est celui résultant d'une obligation contractée sous une condition qui vient à défaillir.

Celui survenu en vertu d'une cause qui a cessé d'exister est celui conservé après la rescision d'un contrat n'obligeant qu'un des cocontractants.

Ces situations ne sont-elles pas prévues par nos règles relatives aux obligations conditionnelles et à la rescision des contrats ?

Ainsi donc, l'obligation de restituer l'enrichissement sans cause a été édictée sous l'influence des raisons qui ont inspiré à notre législateur les articles relatifs à la rescision des contrats, aux obligations conditionnelles, à la répétition de l'indû ; et, de même, les textes relatifs au mode et au montant de cette restitution.

(1) VIRGILE ROSSEL : *Manuel de Droit Fédéral des Obligations*, 2^e édit., 1905, Payot et C^{ie}, édit., Lausanne, p. 137 et suivantes.

Or, chez nous, l'enrichissement sans cause est une matière étrangère à toute notion de quasi-contrat ou de contrat ; une question qui demande une réponse spéciale, bien à elle.

Ou, si l'on doit la solutionner par analogie, pourquoi ne pas chercher des points de comparaison chez nous dans notre loi, plutôt que dans les législations voisines où nous les retrouvons.

Sans vouloir proposer un projet de codification — ce qui, nous semble-t-il, serait un peu audacieux de notre part — nous pouvons cependant dire que nous concevons et que, par conséquent nous espérons la future législation française bien différente de celle que nous venons d'examiner rapidement.

Nous estimons qu'elle devra être aussi générale dans ses termes, aussi extensive dans son application qu'il sera possible.

Qu'un premier article pose le principe général « que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui » dans la forme par exemple que proposent MM. Ripert et Teisseire et que nous avons déjà citée.

« Tout fait quelconque de l'homme qui procure à autrui un enrichissement sans cause légitime, donne droit à celui par le fait duquel il a été procuré, à le répéter. »

La loi édictera ensuite à quelles conditions est soumis l'exercice de l'action de l'enrichisseur, par conséquent l'article suivant nous apprendra que le demandeur aura à prouver par exemple « qu'il a par un fait personnel procuré un avantage à celui contre lequel il s'agit ». Fait personnel, enrichissement, lien

de causalité, ces trois éléments se trouvent embrassés dans cette formule.

Pour que l'action de l'enrichisseur soit couronnée de succès, il faudrait encore que l'enrichi ne tienne ni de l'enrichisseur ni d'un tiers quelconque « un juste droit à conserver l'enrichissement ».

Quelques articles pour régler le montant et le mode de la restitution ; et la compensation qui pourra avoir à s'établir entre la valeur à restituer et le préjudice subi par l'enrichi ; là, croyons-nous devra se borner toute codification de la question.

Il ne faudrait pas surtout entreprendre d'expliquer le principe par l'énumération de ses applications. Pareille chose était peut-être nécessaire ou simplement utile en droit suisse ou en droit allemand, encore que on puisse y voir une complication regrettable de la loi ; mais en droit français, ce serait une entreprise absolument impossible — car les moyens de s'enrichir sans cause sont innombrables et supporteraient mal une classification — et en tout cas entièrement inutile.

Les cadres de la matière sont nettement tracés, le chapitre de l'enrichissement sans cause comblerait une lacune qui saute aux yeux et dont on connaît toute l'étendue. Tout au plus un paragraphe pourra-t-il expliquer que doit être considéré comme enrichissement sans cause, tout enrichissement survenu en dehors d'un contrat ou quasi-contrat, d'un délit ou quasi-délit ou de tout autre mode prévu par la loi.

Et s'il nous est permis de terminer par un vœu, nous souhaiterons que cette codification se réalise

dans un avenir pas trop lointain ; et nous croyons que ce n'est pas là une espérance vaine.

Depuis le temps où des auteurs d'une valeur juridique comme, Laurent et Demolombe ne lui consacraient dans leurs traités que quelques lignes dédaigneuses, la question de l'enrichissement sans cause a fait du chemin. Elle s'est imposée à l'attention des juristes, et se trouve maintenant à l'ordre du jour de leurs controverses.

De même dans la jurisprudence, que de progrès réalisés depuis les arrêts qui impitoyablement rejetaient toute demande en répétition de l'enrichissement sans cause, jusqu'à l'arrêt du 15 juin 1892!

Pourquoi le problème cesserait-il désormais de se signaler à nous comme l'un des plus importants? Rien ne permet de le supposer; tout, au contraire, porte à croire qu'il affirmera de plus en plus la nécessité qu'il y a de le résoudre, de telle sorte qu'il finira bien par s'imposer à l'attention du législateur.

Vu :

Lyon, le 12 mai 1909,

Le Président de la Thèse,

L. JOSSERAND.

Vu :

Lyon, le 14 mai 1909,

Le Doyen de la Faculté,

FLURER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 14 mai 1909,

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

P. JOUBIN.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil Français. Paris, 1897-1907.

BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de Droit Civil. Paris, 1905-1908.

CODE CIVIL ALLEMAND. — Imprimerie Nationale. Paris, 1906.

DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoleon. Paris, 1880.

DUPUICH. — Traité pratique de l'Assurance sur la Vie. Paris, 1900.

GOUBLET. — La notion de quasi-contrat, thèse. Paris, 1904.

JOSSERAND. — De la responsabilité du fait des choses inanimées. Paris, 1897.

LAURENT. — Principes de Droit Civil. Bruxelles, 1878.

LABBÉ. — Note au Sirey, 1890, 1.97

LÉVY. — Responsabilité et contrat. Revue critique de législation et de jurisprudence, 1899.

PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit Civil. Paris 1907-1908. — Classification des sources des obligations. Revue critique de législation et jurisprudence, 1904. Note au Dalloz, 1891, 1.49.

PETITON. — Note au Dalloz, 1889, 1.394.

RIPERT et TEISSEIRE. — Essai d'une théorie de l'enrichissement sans cause dans le Droit Civil Français. Revue trimestrielle de Droit civil, 1904.

ROSSEL. — Manuel du Droit Fédéral des Obligations. Lausanne, 1905.

TEISSEIRE. — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité. Thèse. Paris, 1901.

PÉRIODIQUES

Gazette du Palais. — 12, 13, 14 août 1908.

Gazette judiciaire et commerciale de Lyon, 27 janvier 1909.

Journal des Assurances, 1893.

Moniteur judiciaire de Lyon, 11 janvier 1908.

Recueil périodique des Lois et Arrêts de Sirey, années 1837, 1839, 1848, 1850, 1853, 1890, 1893, 1896, 1898.

Répertoire périodique de jurisprudence Dalloz. — Années 1848, 1850, 1853, 1872, 1889, 1891, 1892, 1895, 1897, 1899, 1900, 1901, 1902, 1904, 1905, 1906.

Revue critique de législation et de jurisprudence. — Années 1899 et 1904.

Revue trimestrielle et de Droit Civil, 1904.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5
CHAPITRE PREMIER	
L'enrichissement sans cause dans le Code civil.....	44
CHAPITRE II	
L'enrichissement sans cause dans la jurisprudence.....	39
CHAPITRE III	
L'enrichissement sans cause dans la doctrine.....	73
Théorie de MM. Aubry et Rau.....	75
Opinion des arrêtistes Petiton et Labbé.....	79
Théorie de MM. Demolombe et Laurent.....	85
Théorie de M. Planiol.....	91
Théorie nouvelle de la responsabilité.....	99
Théorie de MM. Ripert et Teisseire.....	106
CHAPITRE IV	
L'action de <i>in rem verso</i>	117
I. — Conditions d'exercice.....	121
1 ^o Fait personnel du demandeur.....	121
2 ^o Enrichissement du défendeur.....	124
3 ^o Lien de causalité.....	132
II. — Mesure de l'action de <i>in rem verso</i>	144
1 ^o Calcul de l'enrichissement.....	144
2 ^o A quelle époque faut-il se placer pour opérer ce calcul.....	150

III. — Défense à l'action de <i>in rem verso</i>	156
1 ^o Fins de non-recevoir générales	156
2 ^o Juste droit de conserver l'enrichissement	157
3 ^a Dommage résultant de l'action	166
4 ^o Tableau synoptique	173
Conclusion	175

